

L'EXPRESS

Macron : à la recherche du candidat perdu

Le complotisme selon Chapoutot

Cocaïne, la drogue des classes moyennes

Hambourg, laboratoire politique de Scholz

L'AMÉRIQUE NOUS TORPILLE, LA CHINE NOUS MÉPRISE

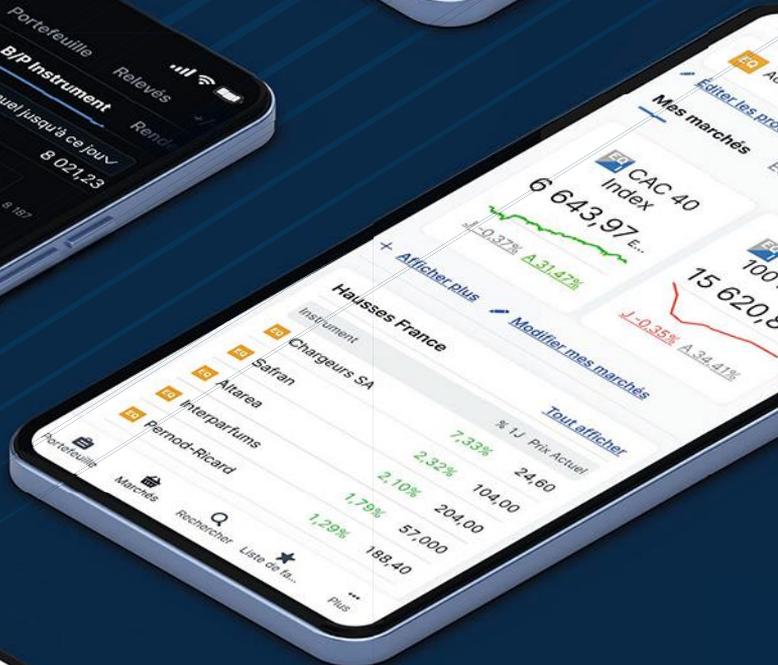
La France poids plume



BELGIQUE : 5,90 € - AFRIQUE CFA : 3 900 CFA - TOMI/PSO/RF - ALLEMAGNE, ANDORRE, AUTRICHE, DOM. ESPAGNE, FINLANDE, GRÈCE, ITALIE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, PORTUGAL, P.D.O.C. - CANADA : 8,95 CAD - MAROC : 48 MAD - TUNISIE : 6 TND - SUISSE : 7,90 CHF

M 01722 - 3665 - F: 5,90 €







Que vous soyez un débutant ou un expert, nous avons ce qu'il vous faut



Une seule plateforme
pour tous les types
d'investissements

Téléphone : 01 78 94 56 40

Les instruments financiers sur marge présentent, en raison de leur effet de levier, un fort caractère spéculatif et peuvent vous exposer à des risques de pertes supérieures au montant investi.



BOURRIENNE

PARIS X^E

58, RUE D'HAUTEVILLE



CHEMISES BLANCHES INTEMPORELLES

WWW.BOURRIENNE.COM

SOMMAIRE

Courrier des lecteurs

- 8 Le vrai temps de travail des enseignants
- 8 Coup de Jarnac à Sydney
- L'œil de L'Express**
- 10 Si la gifle australienne pouvait servir à quelque chose
- 10 En Allemagne, les libéraux et les Verts ont su parler aux jeunes
- 12 Requiem pour la « décence ordinaire »
- 14 EDF, General Electric et les incohérences de l'Etat actionnaire
- 14 Liberté religieuse et haine : et si les juges relisaient la loi de 1905 ?

Périscopes

- 16 Le tour du monde en 7 infos

Dans la mêlée

- 18 Covid : peut-on alléger les contraintes ?

Dossier

20 L'Amérique, notre (meilleur) ennemi

La gifle australienne brûle encore. L'affaire des sous-marins n'a fait qu'ajouter une ligne à la longue liste des coups bas venus des Etats-Unis.

- 23 Thomas Gomart : « L'Europe ne pourra pas rester au balcon »
- 24 Défense commune : la France touchée mais pas coulée
- 26 Une certaine idée de l'Indopacifique
- 27 Jérémie Gallon : « Nous devons repenser notre diplomatie »
- 28 Sonar : la place de la France dans le monde

France

Politique

- 30 Emmanuel Macron : à la recherche du candidat perdu
- 32 Lutte des classes à l'extrême droite
- 32 Manifeste d'un macroniste expatrié
- 33 Whirlpool, l'encombrant fiasco

Magma politique

- 34 Une gauche radicale de gouvernement est-elle possible ?, par Gaël Brustier

Société

- 36 Cocaïne, la nouvelle drogue des classes moyennes
- 38 Serge Carel, le harki que Macron écoute

Les nouvelles choses

- 39 L'écologie, ou le parti des modes de vie, par Jean-Laurent Cassely



Europe

- 40 **Allemagne** Hambourg, le laboratoire politique de Scholz
- 42 **Grande-Bretagne** Liz Truss : sur les chapeaux de roues



Monde

Amériques

- 43 **Etats-Unis** Donald Trump mijote son grand retour

Asie-Pacifique

- 44 **Chine** Evergrande en quasi faillite : les inquiétudes de Xi Jinping

Afrique | Moyen-Orient

- 46 **Togo** Un algorithme pour lutter contre la pauvreté

L'EXPRESS
franceinfo

Retrouvez les journalistes de L'Express dans *Les Informés* de Jean-François Achilli, tous les vendredis de 20 heures à 21 heures sur franceinfo

Chaque jeudi,
recevez L'Express
chez vous

Abonnez-vous au 01 55 56 71 04



Tous les articles du magazine sont disponibles en version audio sur l'application de L'Express. Ce service est réservé à nos abonnés. Pour les autres lecteurs, abonnez-vous sans engagement pour deux mois pour 1 € sur le site lexpress.fr.

SOMMAIRE

Economie

- 48** A quoi sert (encore) l'Exposition universelle ?
49 Les Canadair frisent la limite d'âge

Librairie

- 50** La face cachée de Facebook

Les (dés)illusions du progrès

- 51** Après le « quoi qu'il en coûte », le retour de la valeur travail, par Nicolas Bouzou

Entreprises

- 52** Fonds activistes : prédateurs ou chevaliers blancs ?
53 Wizz Air, nouveau trouble-fête de l'aérien
54 Le chewing-gum en péril

Climat & Transitions

- 56** L'éolien offshore en opération séduction

La Ligne verte

- 58** Le retour du pavillon, catastrophe climatique, par Aurélien Saussay

Tech & Transformations

- 60** Réseaux sociaux, la nouvelle vague

Avance rapide

- 62** La tech américaine ou l'art de l'hyper-communication, par Frédéric Filloux

Sciences & Santé

- 64** De l'archéologie de sources à la conquête du terrain
65 Le lama, un bond pour l'immunité

La tête dans les étoiles

- 66** Elon Musk restera-t-il maître en son royaume de Boca Chica ?, par Stefan Barensky

IDÉES

- 68** Johann Chapoutot : « Avec le déclinisme, Eric Zemmour ne fait que reprendre un vieux refrain »
71 Le sale boulot du patriarcat

Le meilleur des mondes

- 72** La présidentielle à l'heure du heavy metal, par Sylvain Fort

LIBRAIRIE DE L'EXPRESS

- 73** *La Grande Grammaire du français*, le Bescherelle ou le Grevisse du XXI^e siècle !
74 François Reynaert, Clara Dupont-Monod, Jim Fergus
75 Palmarès : la déferlante
76 Paul Lynch, Félix Lemaître, Helene Bukowski

BEAUX-ARTS

- 77** Vivian Maier, la super nanny photographe

VOTRE ARGENT

- 78** La valeur de demain : Lacroix
79 Comment tirer parti du rebond japonais ? La salle des ventes
80 Assurance-vie : comment gagner de l'argent malgré les frais ?

JEUX

- 81** Mots croisés, sudoku...

ULTIMATUM

- 82** Le temps des Fraize, par Christophe Donner

L'EXPRESS

Société éditrice : Groupe L'Express
 112, avenue Kléber, 75116 Paris.

ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication : Alain Weill.
Directeur de la rédaction : Eric Chol.

Imprimé en France : Maury imprimeur SA
 (45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0323C82839
 Dépôt légal : septembre 2021
 courrierlecteurs@lexpress.fr

Service abonnements
 Vous pouvez nous joindre au **0155 56 71 04**
 ou par email à abonnements@lexpress.fr

Adresse postale :
 45, avenue du Général-Leclerc 60643 CHANTILLY Cedex

Tarifs abonnement France
 1 an, 52 numéros : 130 € (TVA 2,10 %).
 Pour en savoir plus, vous pouvez joindre notre service
 abonnements au numéro vert **0155 56 71 04** (appel gratuit)
 de 9 heures à 22 heures du lundi au samedi.

Magazine imprimé sur du papier PEFC (sauf encarts).
 Origine du papier : Italie et Allemagne ; taux de fibre recyclées :
 minimum 50 % ; eutrophisation, PTOT : 0,004 kg/tonne.

Services diffuseurs n° vert : 0805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions confondues,
 a été tiré à 240 650 exemplaires.
 L'Express : cahier n°1 (édition générale : 84 pages).
 Encart broché en central : Carrefour sur la diffusion
 totale France.
 Encart jeté : abonnement sur la diffusion kiosques.



PAS ÉVIDENT DE GÉRER SA FLOTTE MOBILE SANS FINIR SOUS L'EAU.

Offre à destination des entreprises

Forfait 150 Go 5G/4G+

Gestion de flotte mobile simplifiée



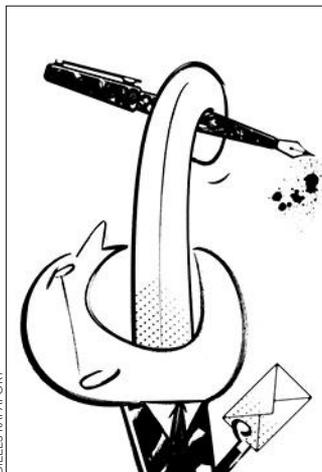
9€99^{HT}
/mois

sans engagement
pour les clients Freebox Pro
sinon 19€99 HT/mois

free **PRO**

 pro.free.fr

Offre soumise à conditions, réservée aux professionnels, valable en France métropolitaine selon couverture réseau et avec mobile compatible, pour les clients Freebox Pro et pour les clients mobile Free Pro à partir du 10^e forfait (soit une réduction de 10€ HT/mois). Perte de la réduction en cas de résiliation du Forfait Freebox. Frais de mise en service : 10€ HT par forfait. 5G : en France métropolitaine avec mobile compatible, uniquement en zones couvertes. 5G en cours de déploiement (3,5 GHz et 700 MHz). 150 Go : avec mobile 5G ou 4G (débit réduit au-delà). Conditions sur pro.free.fr et couverture sur mobile.free.fr. Kit mains libres recommandé. Free Mobile RCS Paris B 499 247 138.



GILLES RAPAPORT

Le vrai temps de travail des enseignants

Fabien Mysliwiec,
Sierentz (Haut-Rhin)

Je souhaite réagir à l'article de Bernard Toulemonde concernant le salaire des enseignants, et notamment à sa comparaison subjective avec l'Allemagne (« *Pourquoi on ne peut pas comparer avec l'Allemagne* », sur *L'express.fr*). Les affirmations sur le temps de présence des enseignants au sein des établissements témoignent d'une méconnaissance du métier, ou alors d'une certaine mauvaise foi. Si elles ne sont pas

réglementées en France, ces périodes de travail sont systématiquement plus importantes que les temps de service, et ce afin de remplir des obligations qui sont les mêmes que celles des professeurs d'outre-Rhin (je cite : « suivi des élèves, relations avec les parents, concertation entre collègues » et réunions multiples). L'enseignant français ne s'évapore pas de l'établissement dès la fin de ses cours, et son travail n'est pas terminé une fois la porte de l'établissement franchie.

Le patrimoine est aussi immatériel

Bruno Lonchampt,
Dole (Jura)

Il est des pays dans le monde où le patrimoine n'est pas figé : si un donateur veut y réaliser une nouvelle fresque, il recouvre la précédente et gagne des mérites grâce à sa générosité. Or si un Occidental passe par là, il va dénoncer un sacrilège (« *Stéphane Bern, l'influent lobbyiste du patrimoine* », *L'Express du 16 septembre*). Ajoutons à cela que le patrimoine n'est pas seulement bâti mais revêt

bien d'autres formes. Les patrimoines immatériels sont plus intéressants car ils touchent une dimension plus sensible et évoluent davantage dans la sphère du vivant. S'y investir nécessite une démarche désintéressée et généreuse, mobilise notre curiosité, notre sens de la découverte, notre capacité à faire vivre et non à reproduire.

Coup de Jarnac à Sydney

Hervé Moulinier,
Locmaria-Plouzané (Finistère)

Si on ne peut qu'être d'accord avec la conclusion de l'article de Frédéric Filloux (« *L'affaire des sous-marins australiens, une humiliation exemplaire* », sur *L'express.fr*) pour la nécessaire introspection faisant suite à tout échec, la démonstration est loin d'être convaincante. Rappelons que Thales, fournisseur du sonar de flanc, est le premier industriel de défense australien et s'est montré jusqu'ici particulièrement bon citoyen local : il modernisait déjà la génération en service. Quant à la possibilité de rejoindre l'accord

Five Eyes ou même Aukus, est-ce rétrospectivement souhaitable vis-à-vis d'alliés si peu fiables ? Ce sont bien des considérations de politique intérieure américaine (déroute afghane, parapluie antichinois et défense de son industrie) qui ont, au terme d'un patient travail, conduit à ce coup de Jarnac.

Une cathédrale nommée Iter ?

Bernadette Parmentier,
Ochey (Meurthe-et-Moselle)

À propos d'Iter, il est indiqué que « la construction prendra le temps de celle d'une cathédrale, à savoir plus longtemps que la vie de ceux qui l'ont conçue » (« *Iter : un peu plus près des étoiles* », *L'Express du 19 août*). La formule me paraît abusive s'agissant d'un projet qui a débuté au début des années 2000 et qui doit être terminé en 2035.

La réponse de L'Express

Le projet Iter a été présenté au président François Mitterrand par son homologue russe Mikhaïl Gorbatchev en 1985, mais en réalité, l'idée de reproduire l'énergie d'une étoile a été conceptualisée dans les années 1930. La collaboration entre physiciens du monde entier pour créer un réacteur à fusion nucléaire remonte, elle, à 1955, à l'initiative des savants russes. Ceux-ci avaient déjà à cette époque un certain âge, si bien que, dans les faits, Iter sera en effet achevé bien après la mort de ceux qui l'ont conçu.

« Réussir ensemble »

La nouvelle signature de L'Express, présentée à la presse le 23 septembre, résume l'ambition de modernisation du magazine. Alain Weill, son propriétaire depuis 2019, a rappelé la transformation complète de l'entreprise en moins de deux ans, avec un retour à l'équilibre financier prévu en 2022. Il a également affiché l'objectif de doubler le nombre d'abonnés d'ici à 2023, date du 70^e anniversaire du journal

créé par Jean-Jacques Servan-Schreiber. Pour y parvenir, Alain Weill compte s'appuyer sur une rédaction très largement renouvelée depuis deux ans et sur la mise en place d'une équipe numérique représentant un tiers des effectifs, afin de faire de L'Express une vraie marque multimédia : magazine papier et digital, podcast, vidéo (MasterClass, documentaires...) et autres événements.

Chaque semaine, L'Express donne la parole à ses lecteurs. Adressez-nous vos contributions (**en précisant votre commune de résidence**) par courriel à courrierlecteurs@lexpress.fr ou par courrier à L'Express – *Courrier des lecteurs* – 112, avenue Kléber – 75116 Paris.

J'agis
avec
ENGIE

« Pour me conseiller une série,
il y a du monde. Mais pour
un fournisseur de gaz... »

Sinon, vous pouvez choisir
le 1^{er} fournisseur de gaz naturel
en France.⁽¹⁾

Plus d'infos au

3101

Service & appel
gratuits

ou sur

particuliers.engie.fr

The logo for ENGIE, featuring a white curved line above the word "ENGIE" in a bold, white, sans-serif font.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Pour les particuliers (sites résidentiels) en offres gaz naturel à prix de marché en France métropolitaine hors Corse, au 30/06/2020. Observatoire de la Commission de régulation de l'énergie 2^{ème} trim. 2020.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images.

Si la gifle australienne pouvait servir à quelque chose

PAR PASCAL POGAM

La riposte au camouflet infligé par Washington et Canberra ne peut se concevoir qu'à l'échelle européenne.

C'est un vieux grognard du secteur pétrolier qui le dit : s'il fallait établir un classement des coups bas infligés par ses concurrents tout au long de sa carrière, il placerait sans hésiter les manœuvres orchestrées par les Etats-Unis en tête de liste. « Une guerre sans fin, et sans limite. » Plus sournoise que les intrigues chinoises ; moins frontale que les offensives russes. Dans le monde des affaires, on sait depuis toujours qu'il n'y a pas de véritables amis. On a surtout fini par comprendre que le moins fiable d'entre eux était peut-être notre « allié » américain.

Voilà pourquoi le torpillage en règle des 12 sous-marins que Naval Group était censé livrer à l'Australie a moins surpris les industriels que les décideurs politiques ou les diplomates. Pour les entreprises de dimension mondiale, dans des univers stratégiques et concurrentiels comme la défense, l'aéronautique ou l'énergie, la guerre économique est une réalité quotidienne, mêlant enjeux commerciaux, financiers et géopolitiques. La grande force des Américains – comme des Chinois – est de savoir intégrer toutes ces dimensions lorsqu'ils se battent pour un contrat. Et de pouvoir mobiliser, si nécessaire, leurs réseaux

politiques, diplomatiques, médiatiques – leurs services de renseignement aussi – pour atteindre leurs objectifs.

La gifle australienne a été vécue à juste titre comme une humiliation. Au-delà des problématiques géostratégiques et de défense, elle doit impérativement nous amener à repenser notre approche sur des sujets clefs comme la transition écologique, l'espace, la souveraineté industrielle et technologique. Car ce qui s'est produit aux antipodes n'est qu'un avant-goût de

ce qui nous attend dans tous ces domaines. La riposte passe par une meilleure anticipation collective, une vision et une stratégie mieux partagées entre acteurs publics et privés. Face à Washington et Pékin, elle ne peut évidemment se concevoir qu'à l'échelle européenne. Depuis deux semaines, chacun a compris que la voix de la France portait un peu moins... *



- P. 20. L'allié américain, notre (meilleur) ennemi
- P. 23. Thomas Gomart : « L'Europe ne pourra pas rester au balcon »
- P. 24. La France touchée mais pas coulée
- P. 26 Une certaine idée de l'Indopacifique

En Allemagne, les libéraux et les Verts ont su parler aux jeunes

PAR CLÉMENT DANIEZ

Les deux partis se trouvent dans la position de faiseurs de roi.

Le chef des libéraux (FPD) Christian Lindner pouvait parader au soir des élections législatives du 26 septembre. En plus d'avoir amélioré son résultat (11,5 %), son parti termine en tête des suffrages des primo-votants, au même niveau que les Verts (23 %), selon l'institut Infratest Dimap. C'est une tendance lourde : les jeunes tournent le dos aux partis traditionnels. Le SPD n'a obtenu que 15 % de leurs suffrages, et les conservateurs à peine 10 %. FPD et les Verts incarnent le vent du changement. Cela peut surprendre en ce qui concerne les libéraux, attachés à une certaine austérité fiscale. Mais ils ont profité du dynamisme de leur leader de 42 ans, physique élancé et parole maîtrisée. Et partagent avec les Verts des objectifs de modernisation du pays en matière de neutralité

énergétique, de numérisation et de droits civiques, auxquels les plus jeunes sont sensibles.

Certes, leurs instruments pour y parvenir diffèrent. Les libéraux refusent les hausses d'impôts des Verts. Mais Lindner a fait de l'entente avec eux la priorité des tractations pour former une coalition, avant même de voir avec qui le duo pourrait gouverner (sociaux-démocrates ou conservateurs). « Le rapport de force a changé, constate Benjamin Schreiber, chercheur à la Fondation Friedrich-Ebert, proche du SPD. Les deux grands partis vont être obligés de faire des concessions majeures pour obtenir la chancellerie. » De bon augure pour Lindner, qui vise un ministère capital pour sa formation, celui des Finances. *

Pour plus d'un Français sur deux, nous sommes aussi une **bank.**

Depuis quatre ans, Orange Bank propose
des produits et services bancaires
toujours plus innovants qui facilitent
aujourd'hui la vie de 1,6 million de clients
en Europe.

Ce succès repose sur l'ambition d'Orange Bank
d'offrir la meilleure expérience client possible,
qui obtient d'ailleurs une note moyenne de 4,6/5
sur les app stores depuis janvier 2021.

#OrangeBank

**Vous rapprocher
de l'essentiel**



Requiem pour la « décence ordinaire »

PAR ANNE ROSENCHER

Comment refaire société commune s'il n'existe plus de bon sens partagé sur lequel bâtir une politique majoritaire ?

Le mutisme me guette. Depuis la rentrée, je vois bien les balles passer d'un camp à l'autre, et je torticolise en pensées. Quel sujet pourrais-je avoir envie de saisir au bond ? Les prénoms d'Eric Zemmour ? L'Arc de Triomphe christoïse ? Les hommes violeurs d'Alice Coffin ? Le grand remplacement ? Aucun, je n'en saisis aucun. Je sais bien, pourtant, qu'écrire sur ces objets de discorde, qui naissent, enflamment, et repartent comme des démanagements, me garantirait le succès des algorithmes. J'aurais du clic. Mais la tête me tourne et l'aboulie s'installe. Non que ces sujets ne constituent des thèmes de discussion valables. Pour les reprendre dans l'ordre, les questions autour de notre modèle d'intégration, notre rapport à l'art contemporain, les évolutions du commerce entre les sexes, les angoisses quant aux changements démographiques taraudent bien une partie de la société, n'en déplaise à ceux qui prétendent que seul le social intéresse les Français. Mais l'économie des nouveaux médias, qui dicte le modus vivendi du débat public – buzz sur les réseaux sociaux, clash sur les plateaux, foire aux hashtags et émotivité souveraine... –, me rend la conversation décourageante. La vie est « un récit conté par un idiot, plein de bruit et de fureur, et qui ne signifie rien », écrivait William Shakespeare... Et encore, il ne connaissait pas Twitter.

Je ne veux pas ici prendre la posture en surplomb du faux sage qui renvoie tout le monde dos à dos : *wokes* et « laïques de combat » (je fais définitivement partie des seconds) ; « raoultiens radicalisés » et provaccins assumés (j'en pince pour la rationalité) ; multiculturalisme et universalisme (ma fidélité imprescriptible va au second)... Mais les modalités de la conversation – fondées sur le besoin de capter l'attention dans une offre de points de vue de plus en plus entropique – rendent notre débat accro aux alcools forts et secrètent quelque chose d'une catastrophe. La fermeté des convictions ne va pas forcément avec la radicalité à l'emporte-pièce, et le courage n'est pas l'hystérie. Et c'est une chose que de percer la gangue du *mainstream* – mais à quoi ça sert si c'est pour instaurer à la place une caricature burlesque de la « majorité silencieuse » ?

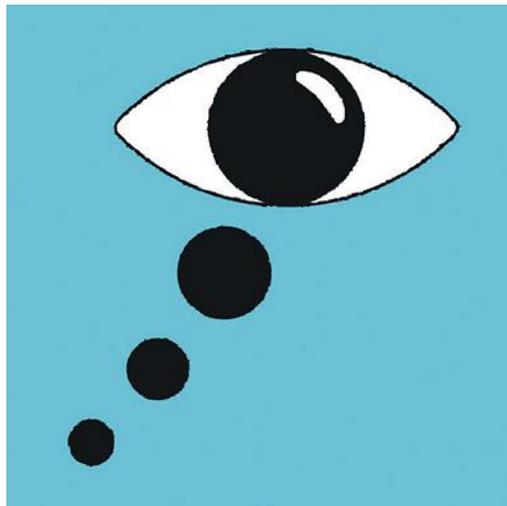
De majorité silencieuse, d'ailleurs, il est justement question dans un texte publié le 14 septembre par un dénommé François Boulo. Ancienne figure des gilets jaunes, cet avocat dresse sur son compte Facebook – suivi par 123 000 personnes – un bilan amer

de trois ans d'engagement. S'il n'épargne pas les élites, l'auteur s'attarde surtout sur « ce qui a vraiment eu raison de [son] optimisme », c'est-à-dire « le comportement de tous ceux qui se prétendent être du camp des "résistants" », « du citoyen lambda qui vomit sa haine ou répand des thèses délirantes sur les réseaux sociaux au leader d'opinion tantôt opportuniste, tantôt prisonnier de ses récits extravagants et hallucinés ». Sur une quinzaine de paragraphes, l'avocat fouille les raisons de ses désillusions : le suivisme en amour de certains pour le premier « antisystème » venu ; le cynisme de ceux qui en profitent, l'incapacité de « penser contre soi-même, de faire preuve d'humilité ». « Lâchez votre téléphone ! Pensez, débattiez, instruisez-vous ! Là est notre salut », exhorte-t-il, sans y croire vraiment : « Ma conviction est qu'il faudra que nous touchions le fond pour enfin commencer à faire taire nos intérêts égoïstes pour agir collectivement et privilégier le bien commun. »

J'ai lu là une sorte de requiem pour la « décence commune ». Car c'est bien la question qui transpire tout au long du texte, et qui angoisse je crois tous les hommes et femmes de bonne volonté : comment fait-on s'il n'y a plus de décence commune ? Cette notion, ciselée par l'écrivain et journaliste George Orwell, puis reprise par des intellectuels comme Jean-Claude Michéa, désigne une sorte de bon sens partagé par les gens ordinaires, sur lequel on peut construire les fondements d'une politique majoritaire. Mais ce concept, incubé dans l'Angleterre ouvrière des

années 1930, est-il encore valable ? Entre-temps, l'effondrement d'anciens piliers de la société (dont les syndicats et l'Église), l'affaiblissement du niveau scolaire, de la rationalité, l'essor des jeux vidéo, du cannabis et des nouveaux médias (on y revient) dessinent une nouvelle donne, « un terrain anthropologique déglingué », comme le qualifie le sociologue Jean-Pierre Le Goff, qui rend incertaine l'existence d'un bon sens de la majorité « sous les radars ».

L'idée que si l'élite jouait son rôle, en prenant en compte une partie du diagnostic populaire, la société pourrait fonctionner à nouveau était jusqu'à maintenant un horizon pour beaucoup, ou du moins un motif d'optimisme. Mais comment refaire société commune si la vie civique s'étiolle, et qu'il n'existe plus de bon sens partagé ? Est-ce une chose « réparable » ? Ce sont peut-être là les questions politiques les plus vitales pour les prochaines années et décennies. Mais que deviennent les questions sans hashtag ? *



LAURENT DUVOUX/TALKIE WALKIE



**INVESTISSEZ
DANS LA PIERRE**

PAULE ET JACQUES

Bientôt 20 millions de seniors.
Pour un investissement durable,
choisissez les résidences seniors
Senioriales.

05 62 47 94 95
www.senioriales.com



SENIORIALES
patrimoine & services

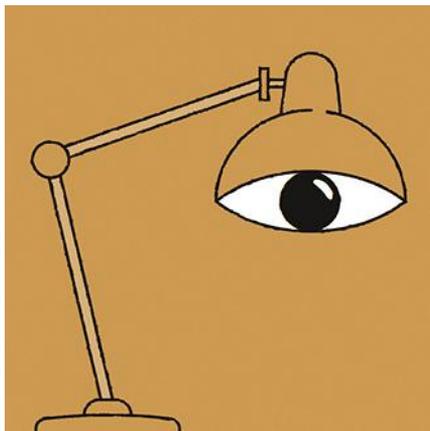
EDF, General Electric et les incohérences de l'Etat actionnaire

PAR LUCAS MEDIAVILLA

Le gouvernement pousse l'électricien français à racheter l'activité nucléaire de GE. Sans avoir sécurisé l'avenir de la filière.

C'était une rumeur insistante ces derniers mois, cela prend un tour très concret. EDF a confirmé récemment avoir entamé des « discussions exploratoires » en vue d'un rachat des activités nucléaires de General Electric (GE). Celles-ci sont regroupées au sein de la filiale Steam Power, qui construit notamment les fameuses turbines à vapeur Arabelle destinées aux réacteurs. Le champion national de l'atome sur le point de récupérer cet actif stratégique, six ans après la vente si décriée de la branche énergie d'Alstom à GE ? Voilà une jolie revanche, et l'occasion d'entonner un beau « cocorico » !

Mais tout n'est pas si simple. Et le moins qu'on puisse dire est que, dans cette affaire, EDF ne manifeste pas un enthousiasme débordant. Le groupe public s'est empressé d'indiquer n'avoir « aucune certitude » sur la conclusion des négociations en cours. Même les syndicats et les 2 000 salariés, pourtant ballottés de PSE en restructurations par le propriétaire américain, apparaissent circonspects. En réalité, Bercy et Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie, sont bien les seuls à pousser de toutes leurs forces pour que l'opération aboutisse. A moins de deux cents jours de l'élection présidentielle, on comprend



LAURENT DUBOIX/TALIE VALHIE

l'empressement de l'exécutif, mais les turbines de GE, en l'occurrence, ne suffiront pas à sécuriser l'avenir de la filière française. Aujourd'hui, ce dont EDF a cruellement besoin, c'est de cohérence et d'une vision stratégique beaucoup plus claire au plus haut niveau de l'Etat. Au-delà du symbole, en quoi cette acquisition résoudrait-elle ses difficultés actuelles ? Lourdemment endetté et faisant face à un mur d'investissement pour la maintenance et le renouvellement de son parc nucléaire, l'électricien n'a plus de marge de manœuvre financière.

Pour sortir de cette impasse, l'entreprise publique s'appuyait sur une ambitieuse réforme – le fameux projet Hercule –, qui aurait dû en partie desserrer sa contrainte financière et lui redonner du tonus. Elle comptait aussi sur une clarification de notre politique énergétique, qui ferait toute sa place à la filière renouvelable, mais réaffirmerait la place essentielle du nucléaire au regard des enjeux climatiques. Rien de tout cela ne s'est produit. Comme on pouvait le craindre, ces sujets hautement inflammables ont été glissés sous le tapis à l'approche du scrutin présidentiel. Mais pour EDF, hélas, chaque jour qui passe est un jour perdu. ✱

Liberté religieuse et haine : et si les juges relisaient la loi de 1905 ?

PAR ÉTIENNE GIRARD

Suite à une interprétation de la loi qui interroge, le tribunal de Toulouse a relaxé un imam prêchant la haine des juifs.

L'historien Patrick Weil en est resté stupéfait : « Les juges et les procureurs ne savent pas utiliser la loi de 1905 ! » Le 14 septembre, le tribunal de Toulouse a relaxé l'imam Mohamed Tataï, poursuivi pour incitation à la haine contre les juifs, rapporte *Le Canard enchaîné*. Le religieux avait pourtant tenu des propos édiifiants. Le 15 décembre 2017, il avait cité un hadith du Coran : « Le jour du jugement parviendra quand les musulmans combattront les juifs. Le juif se cachera derrière l'arbre et la pierre, et l'arbre et la pierre diront : ô musulman, ô serviteur de Dieu, il y a un juif derrière moi, viens et tue-le. » Le prêcheur ajoutait que « la corruption des israélites dans l'Histoire [était] nombreuse » (sic) et que la « force » de « l'argent » était supposément contrôlée par les juifs.

Las, les juges ont estimé qu'un magistrat « n'a pas à apprécier le bien-fondé d'un texte religieux, ce qui serait contraire, notamment, aux principes de la liberté religieuse et de la laïcité ».

Citer un texte religieux permettrait donc de s'absoudre du respect de la loi ? Patrick Weil s'inscrit en faux : « L'article 35 de la loi de 1905 permet précisément de réprimer de tels propos. » Selon cette disposition, « si un discours prononcé [...] dans les lieux où s'exerce le culte [...] tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres », le prédicateur risque jusqu'à cinq ans de prison. Une arme législative utilisée à de nombreuses reprises contre des ecclésiastiques catholiques, rappelle l'historien. Le Parquet a fait appel. L'occasion de relire la loi ? ✱

**La solidarité aussi est contagieuse.
Continuons à la faire progresser ensemble.**



Merci. Grâce à vous, un formidable élan d'humanité s'est propagé, et il n'a jamais été aussi fort. Ne le laissons pas s'arrêter. Continuons à nous engager.

[croix-rouge.fr](https://www.croix-rouge.fr)

ÉTATS-UNIS

Biden ravive le Quad face à la Chine

Après l'alliance Aukus avec le Royaume-Uni et l'Australie, Joe Biden poursuit son redéploiement vers l'Asie. Le 24 septembre, il a reçu ses homologues indien, japonais et australien pour consolider le Quad, un dialogue entre ces quatre pays formalisé en 2007, qui ne s'étaient réunis qu'en mars lors d'un sommet virtuel. « Deux blocs anti-Chine émergent en parallèle. Alors qu'Aukus a l'apparence d'un pacte militaire plus strict, le Quad met l'accent sur des projets de *soft power* comme la distribution de vaccins en Asie du Sud-Est », note le **Washington Post**.

ISLANDE

Victoire féminine au Parlement

Record battu. A l'issue des législatives du 26 septembre, qui renforcent la coalition au pouvoir (conservateurs, centre droit et Verts), le Parlement compte désormais 30 députées femmes sur ses 63 sièges, soit 47,6 %, devant la Suède, jusqu'alors la plus performante dans ce domaine en Europe. Premier pays au monde à élire une femme présidente en 1980, l'Islande est à l'avant-garde du féminisme. « Il offre le même congé parental aux hommes et aux femmes, et sa première loi sur l'égalité salariale remonte à 1961 », rappelle la **BBC**.

BRÉSIL

L'entourage de Bolsonaro contaminé

Les membres de la délégation brésilienne, dont certains n'avaient pas le passe sanitaire, se sont fait remarquer lors de l'assemblée générale des Nations unies, à New York. Quatre ont été testés positifs au Covid, dont le fils du président Bolsonaro et le ministre de la Santé – pourtant vacciné –, Marcelo Queiroga. « Cette contamination arrive à un moment très inopportun pour Bolsonaro », remarque **El País Brasil**. Critiqué pour sa gestion de l'épidémie – qui a fait près de 595 000 morts au Brésil –, le chef de l'Etat martèle qu'il sera « le dernier Brésilien à être vacciné ».

ROYAUME-UNI

Les stations-service à sec

L'anxiété gagne les Britanniques, confrontés à une pénurie d'essence. En cause, le manque de chauffeurs routiers pour transporter le fuel, conséquence du Brexit qui a fait fuir des milliers de conducteurs étrangers et complique l'embauche de nouveaux. « Nous vivons les conséquences de l'accord dur que Boris Johnson a choisi de faire avec l'Europe », regrette le **Guardian**. Face à la crise, Londres a dérogé à sa politique migratoire post-Brexit réservant les visas aux travailleurs qualifiés, et débloqué 10 000 permis provisoires.

CHINE

La « princesse de Huawei » libérée

Sur le tarmac de l'aéroport de Shenzhen, Meng Wanzhou a été accueillie sur tapis rouge. La directrice financière du géant des télécoms Huawei est rentrée le 25 septembre en Chine après trois ans d'assignation à résidence au Canada – à la demande des Etats-Unis, qui l'accusaient de fraude bancaire, en application des sanctions imposées à l'Iran. Quelques heures plus tôt, deux Canadiens arrêtés en Chine dans la foulée de l'interpellation de Wanzhou avaient été libérés. Tout en s'en défendant, « Pékin a brandi un formidable outil politique : utiliser des ressortissants étrangers détenus comme monnaie d'échange », analyse le **New York Times**.

ITALIE

Fin de cavale pour Carles Puigdemont

Depuis quatre ans, Madrid le considère comme un fugitif. Exilé en Europe, Carles Puigdemont, accusé d'avoir proclamé l'indépendance de la Catalogne après un référendum illégal en 2017, a été arrêté le 23 septembre en Sardaigne. L'ancien président du gouvernement autonome catalan, eurodéputé depuis 2019, pourrait être extradé en Espagne et jugé pour tentative de sécession. L'affaire « met en péril le dialogue » entre Pedro Sanchez, chef du gouvernement, et Pere Aragonès, président de la région Catalogne, commente **El Mundo**. Plusieurs voix indépendantistes ont déjà appelé ce dernier à rompre toute négociation avec Madrid.

TUNISIE

Saïed vers la toute-puissance

« Kaïs Saïed le seul, l'unique... aux commandes », titre le site **Business News** le 22 septembre, au lendemain de l'annonce par le président tunisien de nouvelles mesures exceptionnelles. Le décret pérennise la suspension du Parlement – entrée en vigueur le 25 juillet –, et donne de nouveaux pouvoirs à Saïed pour légiférer par décrets, présider le Conseil des ministres et édicter des lois dans tous les domaines. Plusieurs manifestations ont été organisées contre cette confiscation du pouvoir qui fait craindre à certains le retour à la dictature, balayée en 2011 par le « printemps arabe ».

Covid : peut-on alléger les contraintes ?

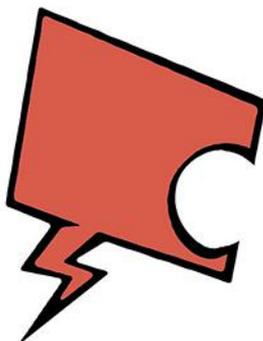
Alors que la quatrième vague se termine mais que l'automne pourrait relancer la pandémie, les épidémiologistes débattent de l'opportunité de réduire les mesures sanitaires.

OUI / ASSEZ DE PERSONNES SONT IMMUNISÉES ACTUELLEMENT

PAR LE PR **RENAUD PIARROUX**

Lever un certain nombre de restrictions ne me paraît pas déraisonnable, à condition de se montrer prudent. La diminution actuelle des contaminations n'est pas liée aux mêmes facteurs que lors des vagues précédentes. Cette fois, les pouvoirs publics n'ont pas demandé aux Français de rester chez eux pour freiner la circulation du virus... Si l'épidémie ralentit, c'est parce que l'on commence à avoir assez de personnes immunisées, à la fois par la vaccination et par les infections naturelles.

Les données publiées par Santé publique France l'indiquent : nous sommes dans une période où le respect des gestes barrière s'effrite, et, pourtant, la propagation du virus est moins rapide. Cela signifie que nous nous



trouvons, pendant quelque temps au moins, dans un contexte permettant d'envisager l'allègement de certaines mesures.

Attention, cela n'est pas vrai partout. Là où la circulation du virus reste intense et où la couverture vaccinale est insuffisante, il est encore trop tôt. Mais quand la population est bien vaccinée, et l'incidence basse, comme en Bretagne par exemple, les autorités sanitaires ne prendraient pas trop de risques à lâcher un peu la bride. Cela doit toutefois se faire de façon mesurée : s'il s'agit de supprimer l'obligation de présenter un passe sanitaire valide pour aller prendre un café en terrasse, pourquoi pas. En revanche, il paraît utile de continuer à porter le masque dans les lieux clos.

Surtout, ce n'est pas parce que cela va mieux en ce moment que ce sera toujours le cas. Nous arrivons dans une période plus favorable au virus, avec la baisse des températures, à un moment où l'immunité acquise va probablement commencer à s'affaiblir. Il faudra la renforcer avec une dose de rappel, d'autant plus que ce virus reste particulièrement dangereux, et qu'il est très contagieux. *

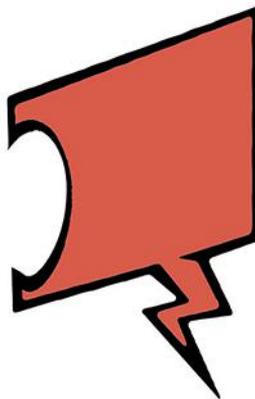
Renaud Piarroux est épidémiologiste, chef de service à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière et auteur de *La Vague. L'épidémie vue du terrain* (CNRS éditions).

NON / DIMINUONS LE PLUS POSSIBLE LES CONTAMINATIONS

PAR LE PR **MAHMOUD ZUREIK**

Incidence, hospitalisations, décès... tous les indicateurs virent enfin au vert. L'allègement des mesures pourrait donc s'entendre. Pour autant, il vaut mieux ne pas se précipiter. La meilleure façon de transformer l'essai, c'est de ramener le nombre de contaminations au niveau le plus bas possible. Cela nous mettra dans une meilleure posture en cas de rebond. Il reste en effet des populations fragiles non vaccinées : si la circulation virale repartait à la hausse, il pourrait encore y avoir des tensions fortes sur le système de santé.

Avec l'arrivée de températures automnales, nous allons davantage vivre dans des lieux clos, ce qui favorise les contaminations. Peut-être devons-nous aussi faire face à de nouveaux variants dans les prochains mois. Enfin, il reste beaucoup d'incertitudes sur la vaccination. Combien de temps la protection durera-t-elle ? Certaines populations, en plus des personnes âgées et des patients immunodéprimés, verront-elles leur immunité diminuer plus



vite que d'autres ? Nous n'avons pas encore toutes les réponses.

Avec autant d'inconnues, il semble raisonnable de faire preuve de prudence. D'autant que les dernières restrictions en place ne sont pas vécues comme excessives par la grande majorité de la population. Il s'agit seulement de respecter les gestes barrière et de s'assurer que seules les personnes vaccinées ou non infectées accèdent aux lieux où le risque de transmission est élevé. Cela a un effet incitatif sur la

vaccination, tout en contribuant à diminuer les contaminations. A cet égard, la modification annoncée du protocole sanitaire à l'école est regrettable. Il n'y avait pas de demande sociale forte pour retirer les masques dans les classes, et il aurait sans doute été préférable de continuer ainsi. On ne devrait pas changer une équipe qui commence à peine à gagner. *

Mahmoud Zureik est professeur d'épidémiologie à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et cofondateur du collectif Du côté de la science.

12H-15H | ESTELLE MIDI

**ESTELLE
COMME
VOUS**

RMC
INFO TALK SPORT

ESTELLE DENIS

 ÉCOUTEZ RMC PARTOUT TOUT LE TEMPS

EN TV CANAL 23

RMC
STORY

GUERRE COMMERCIALE

L'Amérique, notre (meilleur) ennemi

La gifle australienne brûle encore.
L'affaire des sous-marins
n'a fait qu'ajouter une ligne à la longue
liste des coups bas venus des Etats-Unis.

PAR EMMANUEL BOTTA ET BÉATRICE MATHIEU, AVEC PASCAL POGAM

La journée du 15 septembre n'aurait pas pu mieux commencer pour les dirigeants de Naval Group. A 6 h 45, café en main, ils découvrent un mail signé par l'amiral australien Bourke : ce dernier se dit « satisfait par le déroulement du programme ». Un peu tôt pour sabrer le champagne, mais, au siège de l'industriel français, l'heure est aux congratulations : le fameux « contrat du siècle », qui prévoit la construction de 12 sous-marins à destination de l'armée australienne, d'un montant proche de 10 milliards d'euros pour l'entreprise (sur les 56 milliards de l'enveloppe globale), va manifestement à passer à la vitesse supérieure. « On était heureux, on pensait que cela signifiait qu'on allait basculer dans la phase du *basic design*, avant la découpe de la première tôle en 2024 », raconte un ingénieur présent ce matin-là. Quelques heures plus tard, le président du groupe tricolore est averti que le ministre de la Défense australien, Peter Dutton, souhaite lui parler. Persuadé que ce dernier va lui confirmer la nouvelle, Pierre-Eric Pommellet est cueilli à froid : le contrat initié en 2016 est tout simplement sabordé par Canberra, qui lui

préfère des sous-marins made in USA. Le soir même, le président Joe Biden entérine la décision en dévoilant le projet Aukus, nouvelle alliance avec l'Australie et la Grande-Bretagne.

Les raisons de cette volte-face ? « Il semble évident que les Australiens se sont fait tordre le bras par des Américains totalement obsédés par la menace chinoise, qui y ont vu l'occasion de se créer une base avancée, tout en envoyant un message fort à Pékin », decode Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement. « Washington a peut-être aussi voulu punir la France, porte-drapeau

d'une troisième voie possible face à l'affrontement sino-américain », complète Elvire Fabry, chercheuse à l'Institut Jacques Delors. Ce qui est certain, c'est que Paris a été berné par ses alliés. « Un coup dans le dos », a cinglé le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Pour protester, l'Elysée décide de rappeler « pour consultations » ses ambassadeurs à Washington et à Canberra. Une décision historique. Si les relations se sont depuis réchauffées avec les Etats-Unis, Biden ayant reconnu que « des consultations ouvertes entre alliés » auraient « permis d'éviter » cette crise, le rabibochage avec Canberra prendra plus de temps. Et il passera par des réparations conséquentes. Naval Group affiche certes un carnet de commandes bien rempli et l'industriel français vient de signer un contrat à plusieurs milliards d'euros pour livrer trois frégates à la Grèce, mais il va tout de même falloir trouver de nouveaux clients. « Et il ne faut pas oublier les sous-traitants français qui ont créé ou racheté une entreprise de l'autre côté du monde pour suivre Naval Group et se retrouvent aujourd'hui le bec dans l'eau », peste Philippe Missoffe, délégué général du Groupement des industries de construction et activités navales.

Des réparations qui ne pourront néanmoins jamais faire oublier l'humiliation et le vif sentiment de déclassement dans les rangs français. D'autant que dans l'histoire de Naval Group – ex-DCNS –, cet énorme camouflet en rappelle un autre : celui des 12 sous-marins nucléaires d'attaque que la France devait livrer à la marine canadienne à la fin des années 1980. Des années de discussions et d'échanges politiques au plus haut niveau qui finiront au fond du Saint-Laurent. Au printemps 1989, la préférence des Canadiens pour les sous-marins français est acquise. Le patron de la direction générale de l'Armement (DGA) de l'époque, Yves Sillard, s'envole même pour Ottawa afin de signer un accord intergouvernemental entérinant la commande. Lors du dîner officiel, entre deux coupes de champagne, les deux hommes découvrent en direct à la télévision canadienne que le ministre des Finances local vient d'annoncer l'annulation pure et simple du programme. La France apprendra par la suite que le Premier ministre Brian Mulroney a cédé aux pressions américaines. Même si la guerre froide tire à sa fin, Washington n'est guère enclin à voir le Canada jouer les





JON BERKELEY

trouble-fête dans la guerre sous-marine que les Etats-Unis livrent aux Russes sous la calotte glaciaire du pôle Nord... Dans le domaine des grands contrats militaires, l'industrie a ses raisons que le politique ignore. Et les Américains sont passés maîtres (tout comme la Chine aujourd'hui) dans l'alignement de leurs intérêts stratégiques, géopolitiques et économiques. Quitte à employer tous les moyens de pression et d'influence pour arriver à leurs fins.

Au sein de la branche militaire d'Airbus ou chez l'avionneur Dassault, on collectionne aussi les histoires de contrats ayant capoté in extremis. Comme celui avec Singapour en 2005, le chasseur Rafale ayant été écarté à la dernière minute au profit du F-15 Eagle de Boeing. Washington aurait en effet promis que la flotte américaine dans le Pacifique passerait une partie de l'année au large de la cité-Etat. Une

guerre d'influence qui fait rage aussi en Europe. A l'automne 2015, les négociations très avancées entre le gouvernement polonais et Airbus Helicopters pour la fourniture d'une cinquantaine de Caracal sont brutalement stoppées par l'arrivée au pouvoir de la nouvelle équipe atlantiste du PiS (Droit et justice). « La garantie d'un soutien américain indéfectible face aux Russes l'a emporté », raconte Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint et spécialiste des questions de défense à l'Institut des relations internationales et stratégiques.

Tout récemment enfin, le choix de la Suisse de se doter d'une trentaine de F35 laisse pantois – les chasseurs de combat n'avaient pas au départ la faveur des autorités locales, qui leur préféraient les Rafale. Et le calendrier interroge. Le 10 juin, Joe Biden, venu rencontrer Vladimir Poutine à Genève, n'a pas manqué de vanter les

mérites de ses appareils. Trois semaines plus tard, le Conseil fédéral officialisait la commande, affirmant que l'avion de chasse américain était « près de 2 milliards [de francs suisses] meilleur marché que ses concurrents ». Un argument qui fait tiquer lorsque l'on sait que le programme des F35 est un gouffre financier dénoncé par une pelletée de rapports parlementaires du Congrès américain. Dans ce cas, c'est la levée de potentielles sanctions portant sur les banques helvètes aux Etats-Unis qui aurait fait pencher la balance.

Chaque fois, la pression de l'Oncle Sam fait mouche. D'autant qu'il sait aussi manier la carotte financière. Dans l'industrie de la défense, on appelle cela les contrats FMS, du nom du programme Foreign Military Sales. Le pays acheteur négocie directement avec le Pentagone, qui se charge d'acheter lui-même le matériel à l'industriel américain. Une commande qui est noyée dans ses propres achats. L'avantage est triple. Pour l'acheteur, c'est la garantie de bénéficier de l'effet de masse des achats du Pentagone, et donc de décrocher un prix plus bas. L'industriel, lui, minimise le risque d'impayés. Quant au Pentagone, il fait vivre son industrie de défense et prélève une juteuse commission au passage... « Ils ont utilisé ce type de montage pour le contrat suisse », affirme un spécialiste du secteur, ancien grand ponte de la DGA. Le problème, c'est que la France n'a jamais voulu (ou pu, car la commande militaire est trop faible) se doter d'un tel outil, l'Etat, trop frileux, ne voulant supporter seul le risque financier d'un impayé, et les industriels craignant d'avoir les mains liées par la puissance publique...

Quand la carotte financière n'est pas suffisamment appétissante, l'Oncle Sam sort le bâton. Impossible de passer en revue son arsenal sans parler de l'extraterritorialité du droit américain, qui permet à sa foudre judiciaire de frapper à peu près n'importe où dans le monde. Il suffit en effet d'avoir un demi-orteil aux Etats-Unis pour que le Department of Justice (DoJ) s'intéresse à vous. Si une entreprise étrangère possède une filiale aux Etats-Unis, si elle est cotée à la Bourse de New York, si une transaction a eu lieu en dollars, ou si un simple mail incriminant a transité sur un serveur californien, le lien est suffisant pour l'administration américaine. Alstom, Siemens, BNP Paribas, Technip, HSBC, Total..., nombre d'entreprises en ont fait



Le 10 juin, en rencontrant le président de la Confédération suisse, Joe Biden a vanté ses F35 au détriment des Rafale (à dr.).

► les frais, généralement pour corruption ou violation d'embargo. Certes, elles auraient pu s'économiser des milliards de dollars d'amendes en restant dans les clous. Le problème, c'est que les enquêtes du DoJ épargnent très souvent les groupes arborant la bannière étoilée, et que les sanctions semblent parfois essentiellement guidées par les intérêts économiques de Washington. L'exemple phare est le rachat par General Electric de l'activité énergie du français Alstom au printemps 2014, alors que le cours de Bourse de cette dernière était au plus bas... à cause de la menace d'une lourde amende du DoJ.

Dans cette guerre qui ne dit pas son nom, la communication est également une arme redoutable. Peu avant l'été, la Maison-Blanche a ainsi relayé auprès de la chaîne CNN des faits concernant le réacteur franco-chinois de Taishan, faisant état d'une « menace radiologique imminente ». En choisissant de divulguer cette information juste avant un sommet du G7, l'administration Biden était certaine de lui donner un retentissement maximal, avec un objectif double : décrédibiliser la Chine, et semer un doute sur la fiabilité de la technologie nucléaire tricolore. Qu'importe si l'incident s'est révélé moins grave qu'annoncé. En temps voulu, les négociateurs américains sauraient rappeler l'épisode à leurs interlocuteurs, quand il s'agira de vendre des centrales General Electric ou Westinghouse en Pologne ou ailleurs...

Et quand ils ne sont pas dans la course, les Américains s'arrangent toujours pour être en situation d'arbitre ou d'influence. A la fin des années 2000, alors qu'un atelage inédit constitué des groupes Suez,

Areva et Total semblait idéalement placé pour la construction de deux réacteurs EPR à Abu Dhabi, « ils n'ont jamais lâché les lieux de décision », témoigne un protagoniste de cette affaire. Jusqu'à faire nommer l'un des leurs à la tête de l'autorité de contrôle... Résultat, le trio tricolore s'est fait souffler ce contrat de 20 milliards de dollars par le constructeur coréen Kepco, plus proche des intérêts de l'Oncle Sam.

L'Hexagone, lui, semble bien démuné face à cet outillage de haut vol. Si l'on s'en tient à la seule question du renseignement, comment expliquer que les services français n'aient pas vu venir la gifle australienne ? « Les signaux faibles ont pourtant été nombreux, à commencer par les pseudo-révélation de la presse australienne, comme celles sur les piratages dont aurait été victime Naval Group, faisant de l'industriel un partenaire peu fiable », souligne un expert du secteur. Certes, comme l'explique un proche du dossier, « la duplicité a été grande, puisque même les interlocuteurs australiens n'étaient pas au courant de l'accord qui se tramait du côté des politiques ». Il n'empêche. Même si la manœuvre avait été moins habile, pas sûr que nos services de renseignement l'auraient détectée sur leurs radars. « 75 % des effectifs de la direction générale de la Sécurité extérieure travaillent aujourd'hui sur les questions du terrorisme, ce qui laisse peu de place pour l'intelligence économique, sans compter qu'espionner le grand frère américain a toujours été tabou chez nous », pointe Eric Denécé. C'est un véritable changement de logiciel qui doit s'opérer pour que l'on sorte, une fois pour toutes, de la naïveté.

En bref, il faut cesser d'être l'idiot du village global. Lentement, la mue est en train de s'opérer dans une Union européenne biberonnée au mirage du libre-échange. Inspirée par la cellule française chargée de filtrer les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques, Bruxelles s'est dotée d'un dispositif identique. Dès le mois de décembre prochain, la Commission devrait présenter un outil « anticoercition », une sorte de réponse, notamment, à l'extraterritorialité du droit américain. Une arme de politique commerciale qui permettra d'augmenter automatiquement les droits de douane frappant les productions d'un pays tiers ayant une politique discriminatoire envers l'Europe ou ses entreprises. De la même manière, au 1^{er} décembre, les droits d'entrée sur des dizaines de produits américains très symboliques comme les motos Harley-Davidson ou le whisky devraient être portés de 25 à 50 %, en réponse aux taxes qui touchent l'acier et l'aluminium européens.

Il s'agit de s'approprier – et d'assumer enfin ! – le concept de souveraineté et l'arsenal d'outils qui va avec. Rien de vraiment nouveau, diront certains. Au début des années 1960, de Gaulle avait refusé que Washington ait accès à toutes les communications du premier satellite français, qui aurait dû être mis en orbite par une fusée américaine – l'acte fondateur du programme spatial français. Le même de Gaulle qui, en 1966, claquait la porte du commandement intégré de l'Otan. Une organisation en « situation de mort clinique », affirme aujourd'hui Emmanuel Macron. Comme si l'histoire bégayait. ✱

Signal d'alarme

Thomas Gomart : « L'Europe ne pourra pas rester au balcon »

Selon le directeur de l'Ifri, la France a subi un sérieux revers mais reste le seul pays de l'Union européenne capable de proposer une « vision globale ».

Vu de Paris, le camouflet subi en Australie incite à relancer la réflexion sur l'autonomie stratégique européenne. Mais au sein de l'UE, nos partenaires partagent-ils cette analyse ? Le directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri), Thomas Gomart, n'en est pas certain. A ses yeux, ils n'ont pourtant guère le choix : « Si l'Europe pense que son avenir stratégique se résume au *Green Deal*, prévient-il, elle fait fausse route. »

Le choc ressenti dans tout le pays après l'affaire des sous-marins australiens marque-t-elle la prise de conscience que la France est devenue un petit pays, ou au mieux une puissance moyenne ?



Thomas Gomart Je ne pense pas que la France soit un petit pays. Après le Brexit, elle reste un des rares membres de l'Union européenne capable de porter une vision globale. Paris vient de subir un revers diplomatique et industriel mais il ne sert à rien de se lamenter. En matière diplomatique, la colère est mauvaise conseillère. Nous devons maintenant anticiper les conséquences stratégiques d'Aukus, reflet de l'escalade entre la Chine et les Etats-Unis. Les Européens feraient bien de s'y préparer car ils y seront impliqués d'une manière ou d'une autre. Paradoxalement, cet échec fragilise le discours français sur la zone indopacifique, tout en le validant. La stratégie française reposait sur un discours pour l'ensemble de la région et une conduite à travers trois partenariats stratégiques, consolidés par des ventes d'armes, avec les Emirats arabes unis, l'Inde et l'Australie. En rompant ainsi, cette dernière fragilise l'ensemble, tout en réduisant la flexibilité stratégique dans la région. Dans le même temps, les Européens, grâce au travail conduit par Paris depuis plusieurs années,

comprennent qu'il y a des équilibres stratégiques à l'est de Suez qui les concernent directement. En effet, une décision prise aux antipodes affecte la relation transatlantique et, par ricochet, la sécurité européenne. Pour Paris, le problème est double. C'est le décalage entre l'ambition de la stratégie indopacifique, qui obligent à penser les flux maritimes actuels et futurs, et les moyens militaires correspondants. Il faut bien comprendre que la France ne peut se détourner de cette région en raison de la présence de ses ressortissants et de ses territoires – à moins de renoncer à sa souveraineté.

Dans ce contexte, quelles voies s'offrent à la France ?

Il y a deux options. La première consisterait à réduire ostensiblement la voilure, en alignant nos ambitions sur nos moyens et en considérant que l'Europe et la France devraient se concentrer sur leur voisinage immédiat. La seconde option consiste à prendre acte des logiques de réarmement actuellement à l'œuvre dans le monde. Cette crise est un nouveau signal pour les Européens de réajuster leur effort militaire à la hausse. Paris doit continuer à prendre toute sa part, avec ou sans les Vingt-Sept. Quoi qu'il en coûte...

Pensez-vous que ce revers australien a changé la donne, de ce point de vue ? D'autres pays pourraient-ils désormais défendre l'idée d'autonomie stratégique européenne ?

Cette idée est une vieille histoire. Elle déplaît à Washington, gêne Berlin et indiffère désormais Londres. Il faut le rappeler à Paris : la très grande majorité des pays européens sont prêts à tout pour conserver la garantie de sécurité américaine dans le cadre de l'Otan. Après le revers australien, ces mêmes pays souhaitent que les tensions entre Paris et Washington n'aillent pas trop loin. Dans le même temps, je sens

monter une inquiétude chez certains de voir Paris se lasser de ses efforts vers l'autonomie stratégique. La sécurité du Vieux Continent reste tributaire de la relation transatlantique. Il y a un nouveau point d'équilibre à trouver avec Washington, qui soit utile à l'ensemble des Européens. En réalité, la notion d'Europe puissante est une idée fondamentalement française, qui n'est guère partagée. Croire que l'UE puisse jouer le jeu de la puissance comme la Chine ou les Etats-Unis est une illusion dangereuse. L'Union n'est pas une organisation politico-militaire et ne le deviendra pas. Elle s'est construite en évacuant les questions militaires, en acceptant des transferts de souveraineté sur les dimensions économiques. Il y a là un vrai décalage avec notre position : à chaque fois que la France propose une avancée dans le domaine de la défense, elle est soupçonnée de vouloir prendre les commandes et de se servir de l'Europe comme d'un multiplicateur de sa propre puissance.

Quelques dates



1973

Naissance à Pau.

2015

Directeur de l'Ifri.

2021

Publie *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques* (Tallandier).

Mais les choses changent... Sur le front industriel, économique, on sent bien une forme de prise de conscience, la volonté partagée de défendre la souveraineté européenne...

Le problème auquel nous sommes confrontés, c'est que, dans leur rivalité, les Etats-Unis et la Chine brouillent de plus en plus les frontières entre ce qui relève du civil et du militaire. On observe de part et d'autre un enchevêtrement, un emboîtement d'outils « civilitaires ». Ces deux pays disposent, grâce à leurs complexes militaro-numériques respectifs, d'éléments de confrontation sans aucune comparaison avec ce que l'Europe serait capable de mobiliser... Mais tout n'est pas perdu ! Il faut absolument avoir une réflexion sur les points critiques qui doivent être contrôlés en propre par les Européens. Cela passe en particulier par la volonté partagée de continuer à être un acteur dans le spatial, de conserver un accès autonome à l'espace, d'être présent sur les constellations, dans les services qui vont en découler... Cela reste possible. Si cela disparaissait, le degré de dépendance

à l'égard des Etats-Unis s'accroît encore, et sans doute demain à l'égard de la Chine aussi. Les enjeux liés aux données, à la cybersécurité sont également clefs. S'agissant des données personnelles, la réponse politique et réglementaire a pris la forme du RGPD [NLDL : règlement général sur la protection des données] après l'affaire Snowden, mais l'UE est dépourvue de plateformes numériques comparables à celles des Etats-Unis et de la Chine. Elle dispose, en revanche, d'acteurs de premier plan pour les données industrielles ; elle doit s'interroger très vite sur la façon de devenir moins dépendante dans le domaine des câbles, des *data centers* ou du *cloud*.

Entre les deux géants, le défi climatique n'offre-t-il pas à l'Europe une opportunité de bâtir un autre modèle, de construire une puissance alternative, la fameuse « troisième voie » ?

Si l'Union européenne pense que son avenir stratégique se résume au *Green Deal*, elle fait fausse route. Nos ambitions climatiques auront une portée limitée si nous ne renforçons pas sa stature stratégique. Et ce pour une raison simple : les Etats-Unis et la Chine subordonnent leur politique climatique à leur rivalité stratégique. Alors que les Européens raisonnent en termes de régulation, eux les abordent par la recherche de solutions technologiques et industrielles.

La dégradation environnementale va de pair avec la propagation technologique. Aux Etats-Unis et en Chine, on considère que la seconde va répondre à la première. Il faut bien comprendre ce qu'implique la « civilisation écologique » promue par Pékin. Elle y voit à la fois une manière de devenir la première puissance décarbonnée et d'exercer un complet contrôle social. La *smart city* à la chinoise, c'est à la fois un outil de rationalisation des flux et un mode de surveillance. A travers la technologie se met en place ce que Shoshana Zuboff appelle le « capitalisme de surveillance ». Il y a des formes de convergence entre les plateformes systémiques américaines que l'on connaît et celles contrôlées par l'Etat chinois pour générer et surveiller les données.

L'Europe a un problème fondamental : comment se positionner face aux complexes militaro-numériques de la Chine et des Etats-Unis ? Si l'Union dispose de briques technologiques, elle n'a pas de cohérence d'ensemble par manque d'acteurs industriels. Dès lors, une double menace la guette : l'accélération de sa provincialisation ; l'instrumentalisation par les deux grands. En somme, l'Europe risque de devenir le terrain de leur rivalité géoéconomique comme Taïwan et l'Australie sont devenus celui de leur rivalité géopolitique. ✱

**PROPOS RECUEILLIS
PAR CHARLES HAQUET, BÉATRICE
MATHIEU ET PASCAL POGAM**

Défense commune

La France touchée mais pas coulée

L'affaire des sous-marins démontre l'isolement manifeste de Paris et la nécessité de s'appuyer sur la coalition européenne.

Le temps d'une salve d'applaudissements, il y a cru. Ce 25 septembre 2018, à la tribune des Nations unies, Emmanuel Macron vient de haranguer les chefs d'Etat pendant quarante minutes, vantant une « troisième voie possible » sur la scène internationale, « plus difficile, plus exigeante ». Le président français intervient quelques heures seulement après son homologue américain de l'époque, Donald Trump, dont le discours agressif n'a provoqué que sarcasmes et incompréhensions dans l'assemblée. Ce jour-là, la France propose une alternative aux menaces américaines et à la montée en puissance chinoise. L'ovation est à la hauteur de la promesse. Trois ans plus tard, l'affaire des sous-marins australiens a enterré pour de bon l'élan de Paris, désormais bien seul sur sa « troisième voie »...

En ce mois de septembre 2021, la France se retrouve lâchée par l'Australie, avec qui elle avait passé le « contrat du siècle » pour 12 sous-marins conventionnels, trahie par le Royaume-Uni et les Etats-Unis, qui ont négocié un nouveau partenariat dans son dos, et soutenue du bout des lèvres par ses alliés européens. Comme au temps où, en 1966, le général de Gaulle avait, de manière fort peu diplomatique, quitté le commandement intégré de l'Otan, un climat d'incompréhension et de défiance s'est installé avec ses meilleurs partenaires anglo-saxons. Et, une fois de plus, Paris se trouve sur la défensive.

« La France ne s'est pas rendu compte qu'elle n'était plus une puissance mondiale et devait se reposer sur Bruxelles », souligne David O'Sullivan, ancien secrétaire général de la Commission européenne. Dans cette affaire, les Etats-Unis ont considéré qu'ils pouvaient la tenir à l'écart. » Certes, l'Hexagone pèse encore dans le concert des nations grâce à sa force de dissuasion, son siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, sa diplomatie, son industrie de défense ou encore sa



Visioconférence sur la sécurité et la défense, à Bruxelles, le 26 février 2021.

capacité de projection militaire au Sahel. Mais il faut se rendre à l'évidence : son leadership n'est plus vraiment à la hauteur de ce que l'Élysée voudrait croire.

D'ailleurs, à l'humiliation infligée à Paris s'est ajoutée une solitude de cinq jours. Alors que l'exécutif entre dans une colère noire et rappelle ses ambassadeurs de Washington et Canberra, les Européens s'enfoncent dans un silence assourdissant. « Certains Etats membres considèrent qu'il s'agit d'une simple affaire commerciale française », poursuit David O'Sullivan. Finalement, à la veille de l'ouverture de l'assemblée générale de l'ONU, le 20 septembre, les responsables des Vingt-Sept finissent par dénoncer « le traitement inacceptable » de la France et « demander des comptes » aux alliés, y compris américains. « Nous avons expliqué qu'il s'agissait d'un problème européen, et non d'une simple déception française liée à une perte de contrat, raconte à L'Express Clément Beaune, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. Au-delà de ce cas concret, il s'agit d'un signe supplémentaire que les Etats-Unis s'éloignent des Européens. »

Dans la nouvelle guerre froide entre la Chine et les Etats-Unis, l'Europe cherche sa place. Après avoir désigné le géant asiatique comme « un adversaire systémique », la Commission a conclu, sous l'impulsion française, un accord commercial avec Pékin en décembre dernier, moins de deux mois après l'élection de Joe Biden... « Les Etats-Unis ont très mal pris cette signature alors que leur nouvelle administration s'appêtait à se mettre en place, souligne Philippe Le Corre, chercheur associé au Carnegie Endowment for International Peace. Depuis, le gouvernement Biden cherche à renforcer ses « vraies alliances », notamment militaires, avec les autres « *Five Eyes* », – Australie, Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande et Canada. Dans la classification américaine actuelle, la France et l'Allemagne sont des alliés secondaires. »

Bien que cet accord commercial avec la Chine n'ait toujours pas été ratifié par le Parlement européen – il ne le sera sans doute jamais –, la Maison-Blanche a décidé de faire payer le Vieux Continent. « A l'origine, l'affaire des sous-marins est clairement française, mais les Etats-Unis ont dévoilé cette nouvelle alliance dans l'Indo-pacifique la veille de l'annonce de la stratégie européenne dans la zone, rappelle Ricardo Borges de Castro, directeur



Emmanuel Macron et le Premier Ministre australien Malcolm Turnbull, lors d'une visite officielle à Sydney, en mai 2018.

adjoint de l'European Policy Centre. Les Américains donnent l'impression que l'Europe n'a aucune importance, et braquent ainsi les projecteurs sur ses faiblesses, mais aussi sur ses ambiguïtés vis-à-vis de la Chine. »

Dans ce contexte, la nécessité pour les Européens de « prendre en main leur propre destin », selon les mots d'Angela Merkel en 2017, devient quasi existentielle. Dans le sabir bruxellois, on parle plutôt d'acquiescer une « autonomie stratégique » – c'est-à-dire de se doter des moyens d'assurer sa défense sans l'aide de l'Oncle Sam. Adoptée par Bruxelles en 2016, cette ambition s'est élargie à d'autres domaines, tels que les politiques énergétique et numérique. Bref, un concept fourre-tout qui, d'un bout à l'autre de l'Europe, n'est pas toujours bien compris. « Personne n'arrive vraiment à la définir, opine Paul Maurice, chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes. Et lorsque la France, en 2017, en a fait sa grande aspiration, certains Etats membres se sont demandé s'il ne s'agissait pas, avant tout, d'un projet hexagonal... »

L'année suivante, le doute devient inquiétude. « Pour titiller Trump, lors des célébrations du centenaire de l'armistice de 1918, le président français a évoqué l'idée

d'armée européenne, raconte François Heisbourg, conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique. En Europe centrale, la phrase a été interprétée comme une volonté française de chasser les Américains du Vieux Continent. » Inacceptable pour la plupart des Etats membres, qui dépendent de Washington pour assurer leur défense. « Dans l'Est, tous posent la même question, pointe Ricardo Borges de Castro : qui les défendras s'ils sont attaqués [par la Russie] ? »

A Paris, il n'a jamais été question de se substituer aux Américains ni de marginaliser l'Otan. La « troisième voie » prônée par la France consiste plutôt à se donner les moyens de se défendre, voire de se projeter dans des pays tiers, comme au Sahel. « Affirmer que l'Europe doit renforcer ses capacités de coordination et d'intervention ne constitue pas une attaque contre l'Otan, décrypte Sylvie Bermann, ex-ambassadrice à Moscou et à Pékin. D'ailleurs, les Américains, qui n'adhérait pas à cette idée d'autonomie stratégique, viennent d'infléchir leur position. » Dans son communiqué de « réconciliation » avec ses alliés européens, le 22 septembre, le président Joe Biden estime ainsi « nécessaire que la défense européenne soit plus forte et plus performante »



Acquérir une autonomie stratégique sans se départir de l'Otan : une ambition européenne défendue par l'exécutif français.

► [...] en complétant le rôle de l'Otan ». « C'est la première fois que Washington tient ces propos, insiste la diplomate. Ce n'est pas rien. »

Au fond, les Européens devraient peut-être moins manier les concepts et agir davantage. « Lorsque nous parlons de défense européenne aux pays Baltes, ils se braquent ; cependant, ils envoient des troupes au Sahel pour se battre à nos côtés, commente Clément Beaune. Ce paradoxe doit nous éclairer sur la marche à suivre. Plutôt que de nous diviser sur ces concepts d'autonomie stratégique et de défense européenne, effectuons des avancées concrètes, et voyons ensuite quel nom on leur donne. »

Peinant à rallier leurs partenaires, à l'exception, peut-être, de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne, les Français savent une chose : ils n'iront pas loin sans les Allemands. Tout dépendra bien sûr du futur chancelier, mais surtout de leur volonté collective à assumer leur rôle. « Berlin a pris conscience qu'il ne peut se détourner des enjeux de défense », veut-on croire au Quai d'Orsay. « L'Allemagne ne doit plus rester dans l'ombre comme elle l'a fait durant dix ans », juge pour sa part Hatim Shehata, chercheur à l'Institut allemand de politique étrangère.

Pour bâtir un projet de défense commun, Paris et ses partenaires européens pourront bientôt compter sur une Boussole stratégique, un instrument juridique visant à mettre leurs ressources en commun et mieux appréhender les menaces de demain. Une ébauche de ce plan sera dévoilée en novembre, avant qu'il ne soit adopté en février 2022 durant la présidence française de l'UE. « Ce projet va aider les Vingt-Sept à réfléchir à leur liberté et à leur capacité d'agir en commun, estime Ricardo Borges de Castro. Il est question de partage non seulement militaire, mais surtout technologique, économique et industriel. » Un travail de longue haleine, avec 2030 pour horizon. « Les Européens font les choses dans le bon ordre, pointe Tara Varma, directrice du bureau de Paris de l'European Council on Foreign Relations. Ils évaluent d'abord leurs besoins, puis ils décident de la meilleure façon de coopérer. Avant d'atteindre cette autonomie, il faudra continuer de travailler avec les Etats-Unis. » Jusqu'à ce qu'un jour, peut-être, Washington et ses alliés anglo-saxons ne puissent plus paraphraser Staline et demander, comme le faisait « le petit père des peuples » à propos du Vatican : « L'Europe, combien de divisions ? » * **CHARLES HAQUET**

ET CORENTIN PENNARGUEAR

Bataille navale

Une certaine idée de l'Indopacifique

Paris, qui possède des territoires dans cette région, tente d'affirmer son rôle à côté des superpuissances américaine et chinoise...

Les candidats de l'émission *Koh-Lanta* feraient bien d'en prendre de la graine. Car l'aventure, la vraie, se déroule dans le Pacifique sud, lorsque les militaires français abordent l'île Matthew. Ici, pas de palmiers ni de sable fin. Mais un rocher aride perdu au milieu de l'océan et surmonté d'un volcan. Pour poser le pied sur ce caillou hostile, à 450 kilomètres à l'est de la Nouvelle-Calédonie, il faut généralement se laisser hélitreuiller par un hélicoptère Puma. « Là-bas, c'est un peu l'enfer, se souvient un ancien caporal-chef qui y est resté trois semaines au sein d'un détachement de dix soldats envoyés depuis Nouméa. Il n'y a pas le moindre arbre qui fasse de l'ombre, pas d'eau pour se rafraîchir, pas âme qui vive en dehors des sternes et des pétrels dans le ciel. »

Mais alors, que vient faire la France dans cette galère ? Elle réaffirme sa souveraineté en y débarquant à intervalles réguliers. Car ce territoire, ainsi que l'île Hunter, située plus à l'est, sont tous deux revendiqués par le Vanuatu depuis l'indépendance de cet archipel de 300 000 habitants en 1980. « Sur Matthew, nous stockons aussi du carburant, ce qui peut toujours servir », ajoute-t-on du côté du ministère des Armées. Mais l'essentiel de la mission consiste à protéger les eaux territoriales tricolores environnantes.

Depuis l'océan Indien, avec la Réunion et Mayotte, jusqu'au Pacifique, avec la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie et Wallis-et-Futuna, la France possède un patrimoine hérité de Louis XIII (pour la Réunion) et de la III^e République (pour les autres îles), auquel correspondent d'immenses espaces maritimes : 9 millions de kilomètres carrés, soit plus de 90 % de la zone économique exclusive française dans le monde. Et qui abrite 1,6 million de nos concitoyens.

Fort de ces atouts, Paris tente depuis quelques années d'affirmer sa présence dans l'Indopacifique, zone stratégique où

se focalise la rivalité militaire entre deux superpuissances nucléaires, la Chine et les Etats-Unis. « Avec 7 000 soldats répartis sur cinq bases, des avions de transport et de combat, des porte-hélicoptères, des frégates et le porte-avions Charles-de-Gaulle (2 000 hommes, 40 aéronaves), qui effectue des passages réguliers dans la région, sans oublier nos sous-marins, la France est le seul pays de l'Union européenne à avoir une présence significative dans l'Indopacifique », énumère le colonel Pascal Ianni, porte-parole du chef d'état-major des armées Thierry Burkhard. Elle y défend ses intérêts, développe des coopérations économiques et effectue des manœuvres aéronavales avec des partenaires régionaux. « L'objectif ? Contribuer à la stabilité de la zone en faisant respecter le droit international et la liberté de navigation », reprend le colonel Ianni.

Si Emmanuel Macron aime à rappeler que son discours de 2018 à Sydney constitue un tournant, c'est l'actuel ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui, du temps où il était en charge de la Défense sous François Hollande, a vu la nécessité d'un pivot vers l'Asie, à l'instar du président Barack Obama avant lui. « Il a été visionnaire, estime le géopolitologue Frédéric Encel. Avec une base militaire à Djibouti et une autre dans les Emirats

arabes unis, des forces projetables dans l'océan Indien, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, la France dispose aujourd'hui d'un axe cohérent, depuis le détroit d'Ormuz dans le Golfe – crucial pour l'approvisionnement en pétrole – jusqu'à l'entrée du Pacifique sud. »

Le « visionnaire » n'avait toutefois pas anticipé la « trahison » anglo-saxonne, la rupture par Canberra d'un mégacontrat portant sur l'achat de 12 sous-marins français, ni la création de l'Aukus, alliance militaire tripartite entre Australie, Royaume-Uni et Etats-Unis destinée à contrer la montée en puissance de la Chine. « L'approche française, qui consistait à ne pas s'aligner sur la logique des blocs de Washington tout en prenant en compte la réalité de la menace chinoise, et s'appuyait sur l'Inde dans l'océan Indien et l'Australie dans le Pacifique sud, s'en trouve marginalisée », résume Marianne Péron-Doise, chercheuse à l'Institut des relations internationales et stratégiques.

Dès lors, une question se pose : Paris, qui propose cette « troisième voie », a-t-il les moyens de ses ambitions ? Avec seulement 12 navires présents en permanence dans la région, notre pays ne pèse guère à côté des deux géants. Pékin renforce sa présence militaire en mer de Chine à une allure stupéfiante, et dispose désormais

d'une flotte totale d'environ 350 navires, plus que l'US Navy (293). « La France pensait que sa stratégie pouvait être complémentaire de celle de l'Amérique, qu'il pouvait y avoir une forme de répartition des rôles face à la Chine, entre un *good cop* et un *bad cop*, en quelque sorte. Mais cela n'a visiblement pas convaincu », note le diplomate Pierre Vimont, chercheur au Carnegie Endowment for International Peace.

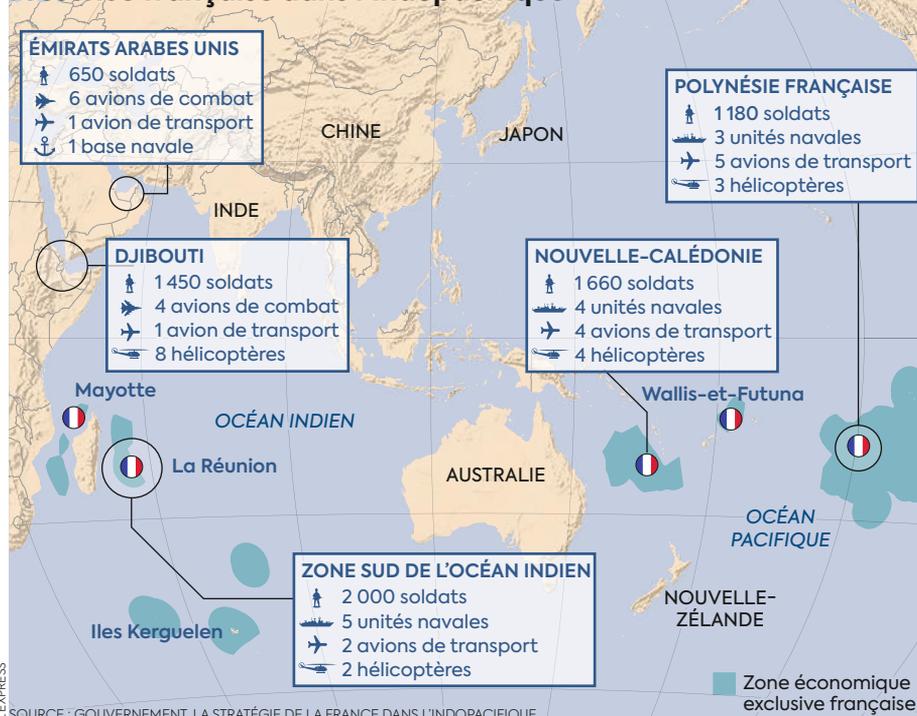
Son avenir dans l'Indopacifique dépendra du soutien de ses partenaires européens, mais également de l'attitude des pays de la région – comme l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam –, qui veulent eux aussi éviter d'être entraînés dans une confrontation dure entre la Chine et les Etats-Unis. Et cela, alors que les risques d'incidents et de conflits armés se multiplient en mer de Chine du Sud, où Pékin impose sa souveraineté sur des territoires revendiqués par plusieurs de ses voisins, et dans le détroit de Taïwan, où le statut de l'île suscite de graves tensions entre les deux premières puissances mondiales. « On est une alternative économique et militaire qui compte, pour tous ces pays. Et il n'y a aucune raison que cela ne continue pas », considère Jean-Maurice Ripert, qui fut ambassadeur en Chine de 2017 à 2019.

L'Inde, qui a déjà acheté 36 avions Rafale à la France, sera-t-elle intéressée par les sous-marins initialement destinés à l'Australie ? « New Delhi va soit continuer sa politique de non-alignement, qui bénéficie à la France, soit opter pour une rupture stratégique qui l'amènerait à rentrer dans le camp américain, un scénario moins probable, mais qui ne peut être écarté », juge Mathieu Duchâtel, directeur du programme Asie à l'Institut Montaigne.

Autre problème, et non des moindres : dans le Pacifique, Paris fait face à l'influence grandissante de la Chine, qui renforce ses liens avec de micro-Etats comme Vanuatu ou les Fidji et encourage le mouvement indépendantiste kanak, selon un rapport de l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire. Alors qu'un référendum s'y tiendra en décembre, une Nouvelle-Calédonie indépendante « deviendrait la clef de voûte de la stratégie chinoise d'antiercerement », tout en isolant l'Australie, insiste l'étude. Un tel scénario équivaldrait à une nouvelle défaite pour « une certaine idée de la France » dans l'Indopacifique. *

AXEL GYLDÉN
ET CYRILLE PLUYETTE

Présence française dans l'Indopacifique



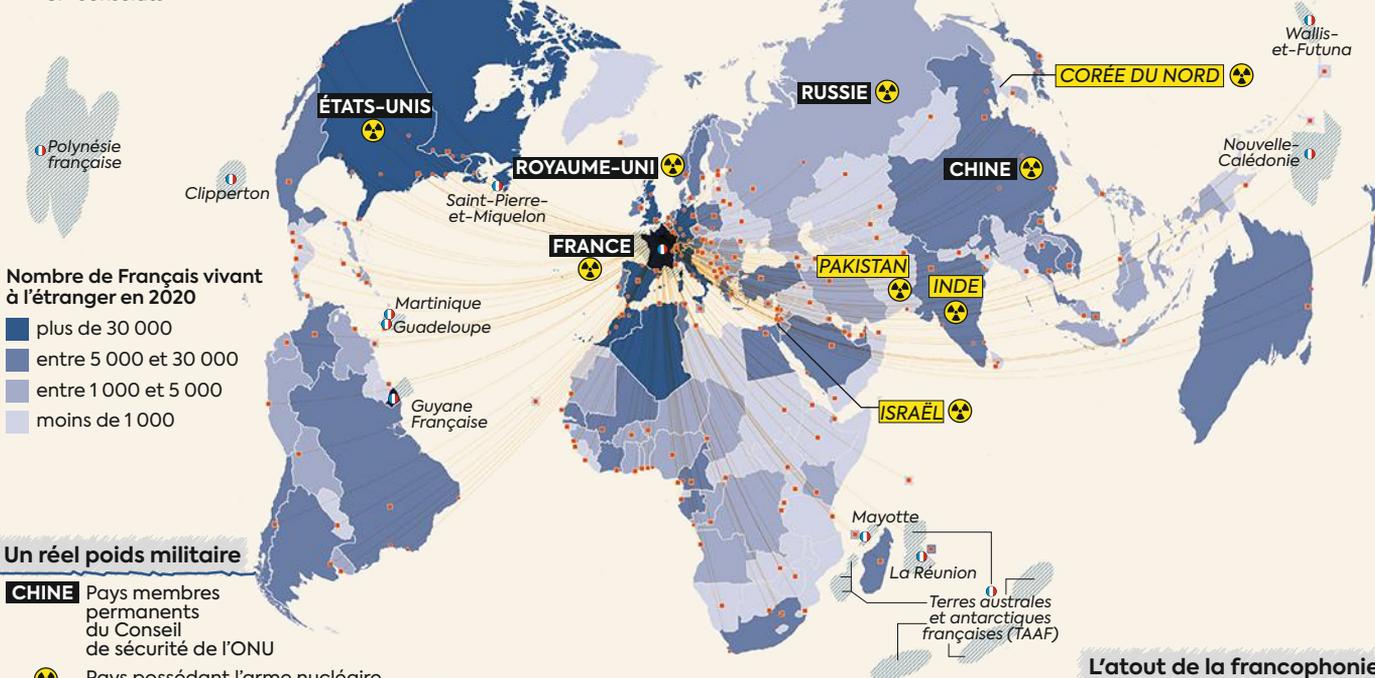
SONAR

Ce que pèse la France

Si nos intérêts apparaissent malmenés sur la scène internationale, l'influence tricolore demeure réelle dans un certain nombre de domaines.

Une présence diplomatique planétaire

- France et territoires d'outre-mer
- Zone économique exclusive
- 160 ambassades
- 87 consulats



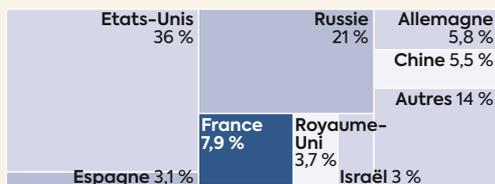
Nombre de Français vivant à l'étranger en 2020

- plus de 30 000
- entre 5 000 et 30 000
- entre 1 000 et 5 000
- moins de 1 000

Un réel poids militaire

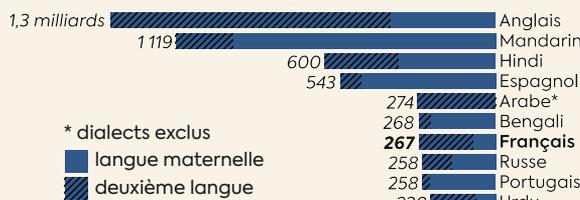
- CHINE** Pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU
- RUSSIE** Pays possédant l'arme nucléaire

Exportations d'armements sur la période 2015-2019, en % du total mondial



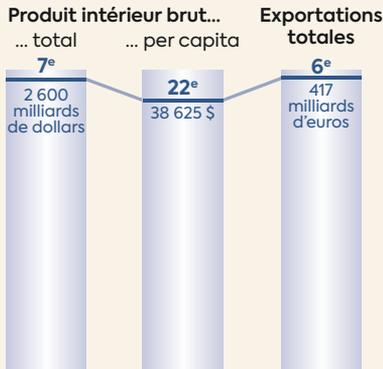
L'atout de la francophonie

Nombre de locuteurs dans le monde, parmi les dix langues les plus parlées, en millions



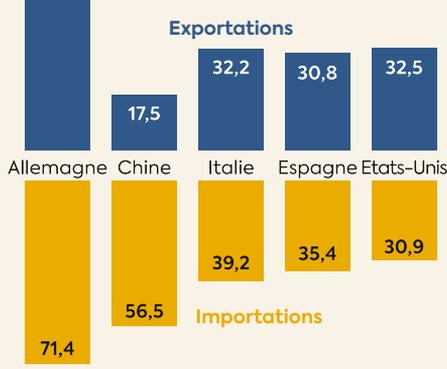
Du terrain perdu sur le plan économique

Classement de la France en 2020 (sur 217 pays ou économies)



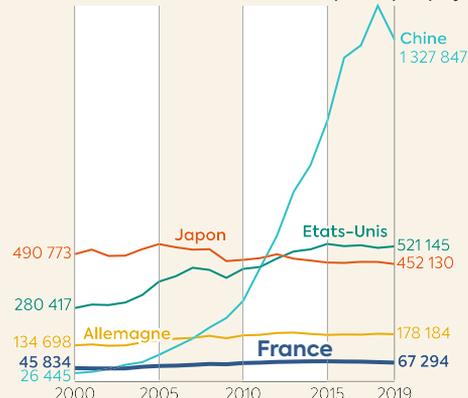
Un commerce extérieur déséquilibré

Principaux pays partenaires en milliards d'euros, 2020



Innovation : le décrochage

Nombre de brevets déposés par pays



Sources : Ministère des Affaires étrangères ; Sipri ; Banque mondiale ; Direction générale des douanes ; Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ; Comtrade ; Ethnologue

INFOGRAPHIE : DARIO INGIUSTO, avec la rédaction

« Nous devons repenser notre diplomatie »

par Jérémie Gallon*

Les Américains ont tort de négliger les Européens. Pour déployer leur stratégie indopacifique, ils ont besoin d'une Europe plus forte.

Il y a cinquante ans, Richard Nixon annonçait le rapprochement des Etats-Unis avec la République populaire de Chine. A l'issue de son allocution télévisée qui se tint le 15 juillet 1971, le monde fut saisi de stupeur. Par ce coup de maître diplomatique, le président américain venait de prendre ses adversaires soviétiques par surprise. Au cœur de la guerre froide, il portait un coup décisif au lien unissant Pékin à Moscou. Pourtant, un de ses plus proches alliés ne put cacher son courroux : le Japon, qui n'avait pas été informé des négociations secrètes menées par Henry Kissinger, se sentait trahi.

Cette colère japonaise, comme la récente fureur française aujourd'hui, les Etats-Unis ne pouvaient que l'anticiper. Mais en 1971 comme en 2021, les maîtres de la diplomatie américaine ont considéré que l'indignation et l'amertume d'un allié pesaient bien peu face aux intérêts stratégiques de la puissance américaine. A l'heure où les Etats-Unis considèrent la Chine comme leur principal défi, l'alliance nouée avec l'Australie représente en effet un coup sévère porté à Pékin. Du point de vue australien, il est également incontestable que la possibilité d'acquérir des sous-marins à propulsion nucléaire est une opportunité unique pour un pays dont l'avenir dépend de sa capacité à anticiper les spasmes qui secouent le bassin indopacifique.

Certes, nous, Français, ne pouvons que regretter cette décision, notamment du fait des conséquences sociales importantes qu'elle engendrera. Il est aussi indéniable que la manière dont Washington et Canberra ont noué cette alliance – Boris Johnson n'ayant fait que saisir l'opportunité inespérée qui lui était offerte de donner un semblant de réalité à son concept nébuleux de *Global*



K. KENNEY

« Transformer en réalité ce qui n'est encore que l'utopie d'une Europe géopolitique »

Britain – témoigne du mépris le plus total à l'égard des intérêts de la France et des accords conclus entre les autorités australiennes et françaises. Cependant, plutôt que de nous perdre en jérémiades, cette crise doit d'abord nous ouvrir les yeux sur certaines réalités auxquelles notre diplomatie est confrontée – une diplomatie française qui a plus que jamais besoin d'être repensée.

Il est d'abord frappant d'observer que la colère française n'est en aucun cas une colère européenne. A l'exception de la réaction tardive de l'exécutif bruxellois, le silence assourdissant de nos voisins reflète leur indifférence – parfois teintée d'une pointe de sarcasme – à l'égard de ce qu'ils ne voient que comme un problème français. Alors que les menaces qui se multiplient dans notre voisinage et que les maintes crises récentes, au cours desquelles l'Europe s'est retrouvée impuissante, devraient convaincre les dirigeants européens de l'urgente

nécessité de bâtir une Europe souveraine, nombre d'entre eux préfèrent s'enfermer dans un aveuglement stratégique coupable. Pour beaucoup de nos partenaires européens, la feuille de route en matière de politique étrangère se limite à courber l'échine devant Washington tout en évitant d'irriter Pékin. Quant à la diplomatie européenne, tant qu'elle ne sera pas prise au sérieux par les chancelleries européennes, il est illusoire d'imaginer qu'elle puisse l'être à Pékin, Moscou ou Washington.

Mais de ces cruels constats il nous faut désormais tirer les leçons, tant au niveau national qu'europpéen. Pour la France, cela suppose d'abord de se doter d'une politique étrangère, en Asie comme ailleurs dans le monde, qui soit non pas le reflet de nos rêves de grandeur, mais la réponse à une évaluation réaliste de nos moyens et de nos intérêts. En Europe, nous devons également apprendre à bâtir, avec humilité et patience, les coalitions qui, au sein de l'UE, nous permettront demain de transformer en réalité ce qui n'est encore que l'utopie d'une Europe géopolitique. A cet égard, la présidence française de l'UE au premier semestre 2022 sera un test majeur.

Enfin, plutôt que de nous figer dans une posture gaullienne d'un autre temps, nous devons inlassablement faire comprendre à nos alliés américains que l'autonomie stratégique européenne est de leur intérêt. Au moment même où les Etats-Unis pivotent vers l'Asie, ils ont plus que jamais besoin de pouvoir se reposer sur une Europe plus forte, capable de remplir le *vacuum* qu'ils ont laissé dans bien des régions du monde. Loin d'être en contradiction avec les objectifs stratégiques de l'Amérique, l'Europe souveraine est au contraire la condition même de leur réalisation. *

* Jérémie Gallon. Directeur général pour l'Europe du cabinet de conseil géopolitique *McLarty Associates*, il enseigne les questions internationales à Sciences po et vient de publier *Henry Kissinger, l'Européen* (Gallimard).



HÉSITATIONS

Emmanuel Macron : à la recherche du candidat perdu

En 2017, le candidat En Marche! voulait « renverser la table ». En 2022, il faudra trouver une autre histoire à raconter aux Français...

PAR LAURELINE DUPONT

Le temps retrouvé. Ce 19 juillet 2021, Emmanuel Macron a convié le gouvernement dans sa totalité (secrétaires d'Etat compris, conjoints en prime) à partager avec lui les traditionnelles agapes estivales. Neuf mois avant l'élection présidentielle, cette dernière occupe les esprits autant que la crise sanitaire. Dans les jardins de l'Élysée, on piaffe, on évoque la campagne qui déjà commence doucement, les oppositions qui, de l'avis général, s'abîment en refusant de soutenir le passe sanitaire... « Attention à ne pas sous-estimer Xavier Bertrand, c'est un énorme bosseur », met en garde une secrétaire d'Etat. Moqueur, un ministre rétorque : « Un jour, Nicolas Sarkozy m'a dit : "Bertrand n'a qu'une seule qualité, c'est qu'il a une gueule d'électeur". » On rit, on savoure ce dîner, peut-être le dernier. Une des invitées, sans doute saisie par l'émotion, le fredonne au président, sur un air nostalgique. L'intéressé badine : « Qui dit que c'est le dernier ? Si on travaille – et en général on sait faire –, ce n'est peut-être pas le dernier. » Voici, ce soir de juillet, le palais de l'Élysée nimbé du macronisme le plus pur. Une foi inébranlable en « l'émancipation par le travail ». Aucun de ses prédécesseurs n'a été réélu depuis Jacques Chirac, mais Emmanuel Macron, lui, semble croire à sa victoire si ses ministres et lui-même se donnent la peine de turbiner.

Puis, l'été. Les parquets des petits bureaux exigus de la Rue du Faubourg Saint-Honoré ont cessé de craquer. Tous leurs occupants ont cru que le temps de souffler était venu, « recharger les batteries » pour mieux se lancer dans la bataille pour l'Élysée. Las ! « Cinq jours, il m'a fichu la paix cinq jours, halète, encore à bout de souffle, un conseiller. Il n'a absolument pas coupé. » Il faut dire que l'actualité, embrasée par l'arrivée des talibans au pouvoir en Afghanistan mi-août, la succession de meurtres à Marseille fin août, et quelques manifestations contre le passe sanitaire, n'a pas aidé. Sans parler de cette campagne élyséenne 2022 qui pétarade et fait dire à certains qu'en septembre 2021 on se croi-

« Quand la mer est un peu calme, je suis plutôt inquiet », répète le président

rait en mars 2022. De l'avis d'un stratège macroniste objectif, pendant que la droite s'écharpe sur la façon de désigner son candidat, tandis qu'Eric Zemmour grignote l'espace de Marine Le Pen, alors que la gauche paraît écartelée et les écolos esquintés par leur radicalité, Emmanuel

Macron, lui, « a fait un bon été et une bonne rentrée ». Un grand plan pour Marseille, un Beauvau de la sécurité... « Il a occupé tous les fronts méthodiquement », juge un observateur. Jusqu'à rendre un peu effrontés certains membres de son entourage ou du gouvernement, qui se rengorgent : « Je ne vois pas qui peut gagner à part lui en 2022. » Mais la vantardise avant le scrutin n'a rien de macronien. Pendant que les uns disent leur assurance, le Premier ministre Jean Castex, en privé, tempère : « J'ai l'intime conviction qu'on gère le pays le mieux possible, mais il ne faut pas faire les marioles, il faut laisser les gens le voir. » A ceux qu'il reçoit dans son bureau, le président, lui, répète : « Quand la mer est un peu calme, je suis plutôt inquiet. » Des moments d'inquiétude qui « ressemblent à ceux d'un homme qui se demande s'il ne va pas pleuvoir sans pour autant se préoccuper d'acheter un parapluie », nuance l'un de ses visiteurs.

Le temps suspendu. Il faut dire que l'animal politique Macron n'aime rien tant que le bruit, l'agitation, la controverse. Il l'a lui-même théorisé : c'est dans les périodes de crise qu'il se dépasse. « Il est devenu en cette sortie de crise sanitaire le pôle de stabilité, ce n'était pas acquis il y a un ou deux ans, veut croire l'un de ses proches historiques. Est-ce qu'il porte cette stabilité à la fin, pour la campagne ? Ce n'est pas son ADN. Il a plutôt envie de mettre un coup de pied dans la fourmière. » Certains autour de lui ont pourtant jugé intéressant de faire de cette modération, de cette constance, « le narratif », comme on dit en Macronie, de la campagne du président sortant. Ainsi, la commission pilotée par le sociologue Gérard Bronner, chargée de réfléchir aux façons de lutter contre les dangers du complotisme et aux solutions pour offrir aux citoyens une information éclairée, fait partie des moyens détournés pour installer dans l'opinion l'image d'un président-candidat garant de la rationalité. Une façon de suggérer que Macron rime avec raison, sans commettre l'erreur de le formuler.

Car la Macronie retient son souffle quand Clément Beaune soutient, à la fin de l'été, dans un entretien au *Monde* : « En 2022, il nous faudra incarner le camp de la République et de la raison. » Un homme avant lui a pu apprécier les retombées d'une telle saillie. Alain Minc a tracé des



Pour lui désormais, chaque mouvement est un risque.

décennies plus tôt les contours du « cercle de la raison », incarné en 1995 par le candidat Edouard Balladur. L'économiste a beau voir en Beaune l'un des meilleurs de sa génération, cela ne l'a pas empêché, après lecture de l'interview, de murmurer à ce dernier sa façon de penser : « On a perdu une campagne à l'époque où la raison dominait, je vais vous expliquer comment on perd une campagne au nom de la raison... » Paradoxalement, à l'heure où rationalité et bon sens paraissent fragilisés, « raison » devient un mot éruptif dont l'usage risquerait de raviver le procès en arrogance fait à Emmanuel Macron. « Nous n'avons pas le monopole de la

raison comme ceux qui avaient le monopole du cœur, s'est ému Jean Castex devant les siens. Les zinzins progressent, mais je ne pense pas que tous mes concitoyens sont devenus fous. On doit leur montrer qu'on est des types qui, par des temps de mutation, seront les mieux à même de conduire le bateau France. Les Français savent qu'ils sont des râleurs, des contestataires, ils nous testent. Mais il faut s'abstenir de toute formule où on est dans le jugement des valeurs. »

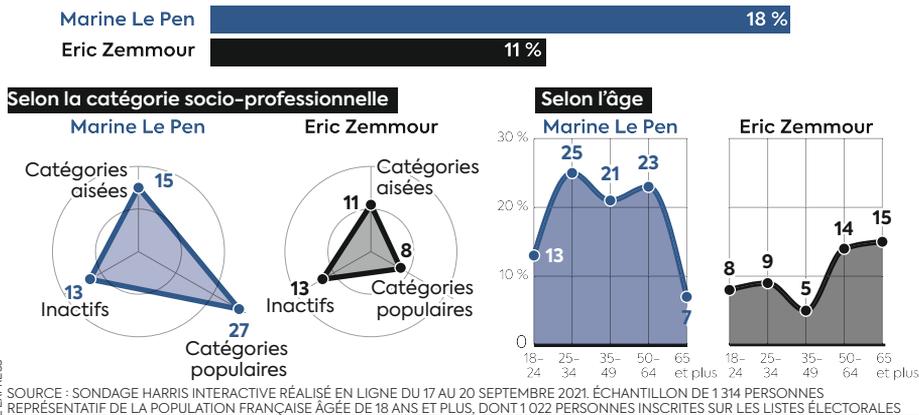
Le temps des questions. Alors, que dire ? Quelle histoire raconter ? Voici Emmanuel Macron prisonnier de son sérieux et de sa permanence. Chaque

- P. 32. Lutte des classes à l'extrême droite
- P. 32. Manifeste d'un macroniste expatrié
- P. 33. Whirlpool, l'encombrant fiasco

mouvement est un risque pour celui qui, en 2017, « n'avait ni passé, ni passif », selon la formule d'un de ses amis, et qui l'a emporté en promettant de tout bousculer. « Son avantage, lors de la dernière présidentielle, c'est que tout le monde pouvait se projeter sans ouvrir des boîtes, comparer..., poursuit ce proche. Maintenant, son histoire est celle du sortant et, jusqu'à la dernière seconde, il faut tenter de s'en extraire ; parce que les candidats qui entrent en campagne doivent représenter d'une manière ou d'une autre un espoir, ils doivent déclencher une envie, un désir. » Pourtant, devant ceux qui prennent place dans son bureau, le président évoque souvent l'importance de présenter « un bilan ». Comme si lui croyait que ce passif pouvait devenir force d'attraction, de séduction. Sans doute animé par la même foi, Alexis Kohler s'est plaint, lors d'une réunion au Château : « Le pays est très injuste, nous agissons bien et on a l'impression qu'il ne s'en rend pas toujours compte. » Un ministre a alors fait remarquer au secrétaire général de l'Élysée : « L'écart entre ce qu'on fait de bien et ce que le pays ressent, ça s'appelle la politique. » Et la politique est justement ce qui rend une réélection chaque fois aussi incertaine, qu'importe le bilan. Maintenant que la transformation ne peut plus être son identité, que reste-t-il à Emmanuel Macron ? « Il faut dire pourquoi on transforme, affirme l'un de ses conseillers. On transforme pour préserver ce que nous sommes, le modèle français. » Et le même d'insister : « Les grands défis auxquels nous sommes confrontés (climat, terrorisme, risque sanitaire) supposent une nation de citoyens solidaires. » Cela ne vous rappelle rien ? « Réconcilier les Français », voilà un vœu que le chef de l'État a déjà exprimé à maintes reprises et qui constitue un fil rouge de la pensée macronienne. Dans son entretien à L'Express en décembre 2020, il admettait : « La réconciliation ne se décrète pas. Mais le combat qui est le mien ne consiste pas à essayer de réconcilier en ayant des mots émollients, les Français savent que ce ne sont pas seulement des mots qui les réconcilieront, mais l'action. » Le temps perdu ? *

Les catégories populaires plébiscitent plus Le Pen que Zemmour

Intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (parmi les inscrits sur les listes électorales, en % de votes exprimés)



Radicalité

Lutte des classes à l'extrême droite

Séduite par le discours plus tranché et le verbe d'Eric Zemmour, une frange de la droite snobe la candidature de la figure du Rassemblement national.

L'évocation de la théorie du « grand remplacement », l'obsession de la défense civilisationnelle, le retour de la loi napoléonienne sur les prénoms... Sur bien des aspects, les idées d'Eric Zemmour coiffent au poteau celles de Marine Le Pen sur le plan de la radicalité. A Fréjus, la candidate RN l'affirmait d'ailleurs : « Eric Zemmour est à ma droite. » Il est aujourd'hui le candidat potentiel au discours le plus radical. Pourtant, selon un sondage Harris Interactive paru le 21 septembre, 25 % des électeurs de François Fillon en 2017 se disent prêts à voter pour le polémiste, contre 10 % de ceux de Marine Le Pen. Chez Les Républicains, nombreux sont les cadres de la frange la plus à droite du parti à lorgner sa candidature. Eric Ciotti lui-même affirmait qu'entre Emmanuel Macron et Eric Zemmour il voterait pour ce dernier, lui qui s'est toujours refusé à une quelconque compromission avec le RN.

Les étiquettes ont la peau dure, et malgré le processus de dédramatisation mis en place, le cordon sanitaire qui entoure le RN n'a pas cédé. Marine Le Pen pâtit toujours de l'image désastreuse du débat du second tour en 2017 et souffre de la comparaison avec les qualités d'orateur du polémiste. « Comment voulez-vous faire confiance à

quelqu'un qui a humilié ses électeurs de la sorte ? » questionnait un ancien filloniste, venu soutenir Eric Zemmour à Toulon pour le lancement de son livre. A droite, on soutient cette idée : il est plus aisé de voter pour un ancien journaliste, cultivé et bon orateur, que pour la fille de Jean-Marie Le Pen, peu importe le fond des propositions.

« Dans un premier temps, l'électorat de Zemmour était plutôt typique de celui de Marine Le Pen : jeune, rural et peu diplômé, analyse le directeur délégué de Harris Interactive, Jean-Daniel Lévy. Mais, depuis quelques semaines, on note un afflux de voix d'électeurs plus diplômés, plus âgés, aux niveaux sociaux plus élevés. La posture d'intellectuel de Zemmour, sa mobilisation de l'Histoire et la crédibilisation de son étiquette de candidat participent à mobiliser ce nouveau vivier électoral. » Certains analysent ce phénomène à travers une lecture de classe. « Zemmour est bien plus rigide que Marine Le Pen, mais voter pour lui, c'est plus chic, plus convenable, assure un élu de droite. Voter Marine Le Pen, ça fait un peu province, un peu prolo... » Si la dédramatisation du RN n'a pas été un franc succès, l'instauration de la ligne populiste est désormais un acquis pour Marine Le Pen. Au point qu'elle fasse l'objet d'un mépris de classe. ✱ **MARYLOU MAGAL**

PERSPECTIVE

Manifeste d'un macroniste expatrié

Le député Roland Lescure publie un livre... disruptif !

« Au fond, je découvre que neuf ans après l'avoir quittée, la France n'a pas beaucoup changé. » Voilà le constat que pose Roland Lescure, député marcheur des Français établis en Amérique du Nord, dès le début de *Nos totems et nos tabous : dépassons-les!* (L'Aube), à paraître le 1^{er} octobre. L'actuel président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, brièvement encarté au PS, qui fut de 2009 à 2017 premier vice-président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pose le regard (quelque peu influencé par la culture anglo-saxonne, c'est assumé) d'un expatrié de longue date sur les sujets sensibles du pays. Il distille un mélange d'anecdotes personnelles et de propositions politiques censées répondre avec mesure et pragmatisme à ces blocages, en vue d'un second quinquennat d'Emmanuel Macron. Le tout, bien sûr, sur fond de satisfecit quant au premier mandat du président, rangé aux côtés des Mandela, Obama, Merkel, dans le cercle des « leaders rassembleurs et progressistes qui ont su saisir le présent ». Au programme de ces fameux tabous : le fédéralisme de l'UE, horizon qui devrait selon lui tendre vers un siège européen permanent au conseil de sécurité de l'ONU ; la légalisation du cannabis ; la mise en place de statistiques ethniques pour lutter contre les discriminations ; l'intégration par l'administration de méthodes venues du management... Il n'est pas certain que tous ses camarades de la Macronie souhaiteront les lever ! ✱

ERWAN BRUCKERT

Effet rétro

Whirlpool, l'encombrant fiasco

Un livre donne une version critique de ce qui est resté comme l'un des épisodes fondateurs de la victoire d'Emmanuel Macron en 2017.



Le candidat rencontre les salariés de l'usine entre les deux tours de la présidentielle.

Des campagnes victorieuses, on voudrait ne retenir que les moments glorieux, ceux qui forgent une mythologie, qui assoient une stature. Pour Emmanuel Macron, le 26 avril 2017 fut de ceux-là. Entre les deux tours de l'élection présidentielle, le Marcheur rend visite aux salariés de l'usine Whirlpool d'Amiens, menacée de fermeture. La journée commence mal, le rendez-vous a été fixé à la chambre de commerce et d'industrie, la rencontre est polie, pour ne pas dire policée. Le contraste est ravageur avec Marine Le Pen, qui lui a grillé la politesse et voit les salariés sur le parking de l'usine. Emmanuel Macron décide de s'y rendre dans l'après-midi, la tension est vive, l'accueil tout sauf chaleureux, mais le moment tourne à son avantage. On salue son courage, lui revendique d'aller « au cœur de la bête ».

Quatre ans et demi plus tard, alors qu'une nouvelle campagne démarre, un homme, Nicolas Decayeux, vient bousculer cette belle histoire et rappeler que la fin ne fut pas aussi éclatante que cet épisode printanier. Dans son livre *Leçons de savoir perdre et gagner* (NBE éditions), il raconte comment les belles promesses politiques

de réindustrialisation du site se sont évaporées et ont conduit au fiasco. Dans sa ligne de mire – même si Decayeux se défend de régler ses comptes : Emmanuel Macron, possible prétendant à un deuxième mandat, mais aussi le président de la région, Xavier Bertrand, lui aussi aspirant à la fonction suprême. Deux hommes qui n'ont guère envie de voir resurgir maintenant un dossier aussi emblématique.

Sans tomber dans les excès d'un Sarkozy à Gandrange ou d'un Hollande

**Une affaire
emblématique
des emballements
électorales**

perché sur une camionnette à Florange, Emmanuel Macron promet à l'époque de mettre « toute [son] énergie pour qu'un repreneur crédible puisse s'installer sur le site ». Nicolas Decayeux affiche un profil

réassurant, il travaille pour le groupe familial et préside le Medef de la Somme. Grâce à son projet, 180 des 290 salariés de Whirlpool retrouveraient un emploi. L'Etat doit contribuer à hauteur de 4 millions d'euros. En octobre 2017, Macron et Decayeux s'affichent ensemble à l'usine, on parle de 500 emplois à terme, les salariés approuvent le projet. La région participe au financement – 3 millions d'euros sont envisagés. Mais, à l'été 2019, l'entreprise est placée en redressement judiciaire.

Dans son livre, l'auteur dénonce la versatilité des promesses politiques, l'Etat n'ayant versé que 2,5 millions d'euros, et la région ayant réduit sa quote-part à 1,2 million. « Quand vous avez un président de la République qui vous dit "Je crois en vous, vous êtes formidable" et un président de région partant pour votre projet, vous vous dites que vous allez changer le monde avec eux, confie-t-il à L'Express. Or ils sont dans une logique de maîtrise de l'ordre public, il fallait endormir l'opinion dans une ville où il y a déjà eu le dossier Goodyear et qui vient de perdre son statut de capitale régionale. »

S'il n'est pas exempt d'arrière-pensée – Nicolas Decayeux sera jugé le 9 décembre pour « abus de biens à des fins personnelles » et « banqueroute, détournement ou dissimulation de passif » pour 179 000 euros de dépenses hors des clous –, son livre pointe les dégâts des emballements électoraux dans les dossiers industriels. Du côté de l'exécutif, on a compris le danger et on contre-attaque en insistant sur la « forte dispersion », l'« absence de stratégie claire de la société » et le « manque de transparence » de Decayeux. On rappelle aussi que « l'Etat ne lui a en rien forcé la main » et qu'il « a bénéficié d'un soutien significatif (de Whirlpool et de l'Etat, pour près de 10 millions d'euros) alors qu'il a lui-même pris peu de risques, à hauteur de 100 000 euros ». Côté région, les proches de Xavier Bertrand prennent également leurs distances à l'égard d'un dossier dans lequel, disent-ils à L'Express, ils n'étaient que « sur le fauteuil du passager ». Et de renvoyer vers le seul pilote, l'Etat. ✦

AGNÈS LAURENT

Quelques dates



Avril 2017
Macron se rend sur le site

Octobre 2017
Il présente Decayeux comme repreneur

Juin 2019
La société est placée en redressement

Une gauche radicale de gouvernement est-elle possible ?

UNE CHRONIQUE DE GAËL BRUSTIER

A force de rétrécissement sur leur noyau militant et de polémiques, les mouvements issus d'une gauche très active voient leur horizon s'obscurcir.

La dernière décennie a été marquée par un reflux spectaculaire des vieilles social-démocraties et par l'émergence de nouvelles gauches radicales qui, dépassant de loin l'étiage des vieux partis communistes, ont rénové un temps au moins l'offre politique à gauche.

Les gauches radicales portent dans le champ politique et électoral les aspirations nées de la « pensée critique » et des mobilisations nouvelles dans la société. À partir de 1989, l'essor des pensées critiques se veut une tentative de réponse à l'échec du bloc soviétique, mais aussi aux défaites rencontrées dans les années 1970. La contestation

La contestation de la mondialisation a fourni un carburant politique à cet essor

des termes de la mondialisation et de la globalisation a fourni un carburant politique essentiel à cet essor. La crise de 2008-2009 et l'incapacité des vieilles social-démocraties des'extraire du consensus économique régnant au sein des institutions européennes ont libéré un espace politique et électoral nouveau. Ainsi, si le mouvement altermondialiste a été la rampe de lancement des nouvelles gauches radicales en permettant la formation d'une nouvelle génération de cadres intellectuels et politiques, 2008 a marqué une nouvelle étape : la confrontation aux conséquences matérielles des politiques d'austérité dans de nombreux pays et à l'essor du « mouvement des places ». Ces mouvements d'occupation de l'espace public mêlant contestations économique et démocratique sont le terreau de mouvements comme Podemos, en Espagne, ou Syriza, en Grèce.

La richesse de la pensée critique a permis aux gauches radicales de faire une analyse pointue de la fissuration puis de l'effondrement du bloc historique néolibéral, hérité des années Thatcher et Reagan. En affirmant qu'un « autre monde est possible » dès avant la crise de 2008, toute une génération militante, souvent formée aux sciences sociales, a pu émerger. Dans des sociétés soumises au choc de la crise, les gauches radicales ne pouvaient se contenter de demeurer une gauche idéale à côté de la gauche réelle. Les idéologies existantes étant mises à mal, les signifiants et les symboles perdant de leur intensité, les fondateurs de Podemos ont incarné un temps un puissant renouvellement stratégique et politique de ce camp.

Le débat sur le « populisme de gauche » a cependant été mal traduit et souvent détourné aux fins de luttes internes, affaiblissant un débat de grande qualité. Là où le mot « populisme » suggérait dans le débat français une forme politique aux relents démagogiques, les écrits d'Ernesto Laclau, Chantal Mouffe et, plus récemment Inigo Errejón soulignaient quant à eux la nécessité d'une pratique démocratique plus proche des demandes sociales existantes et, en quelque sorte, plus « modérée ». Cette invitation, présente dans Podemos, à porter les pensées critiques hors du lit traditionnel de la gauche radicale semble, pour l'heure, mise en échec.

Podemos a cependant réussi à participer au pouvoir en n'occupant plus que l'espace d'Izquierda Unida (la coalition autour

La course derrière toutes les radicalités l'a emporté sur le souci d'élargissement

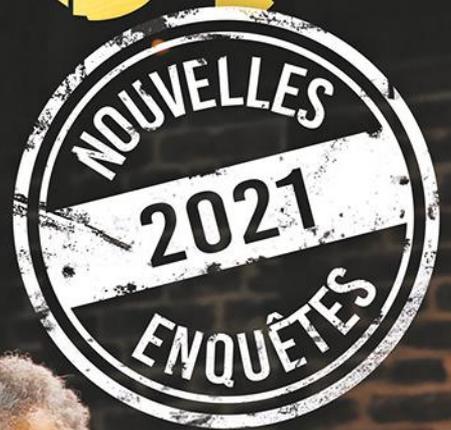


du PCE). Syriza occupe l'espace électoral du Pasok, mais a échoué dans les buts premiers que les proches de Tsipras s'étaient fixés. En 2017, c'est Jean-Luc Mélenchon qui a réussi avec, plus de 7 millions de suffrages, à réaliser le *sorpasso*, c'est-à-dire à doubler le candidat du parti socialiste, mais il piétine. La prise de contrôle du Labour Party par les amis de Corbyn a tourné court. Les nuages se sont amoncés au-dessus de ces mouvements.

Quelques raisons peuvent expliquer cet échec relatif. Le renfermement sur un noyau militant affirmant davantage la radicalité de ses options que sa capacité à agréger d'autres groupes sociaux. La quête d'une forme de « pureté militante » a donné prise à des polémiques coûteuses comme, chez nous, celle sur « l'islamo-gauchisme ». La course derrière toutes les formes de radicalité, au besoin en tordant le sens de certains concepts de sciences sociales, l'a emporté sur le souci d'élargissement. La tendance à voir dans le conflit israélo-palestinien la matrice des rapports internationaux, ainsi que la domination de ce que Michael Bérubé dénonce comme une « gauche manichéenne », ont également affaibli la capacité d'attraction des gauches radicales. En conséquence, le repli progressif de ce camp sur son noyau sociologique originel a sonné le glas de ses ambitions du milieu des années 2010. La possibilité d'une gauche radicale de gouvernement s'est donc éloignée... *

Gaël Brustier, politologue et essayiste.

FAIT'ES ENTREER L'ACCUSE



DOMINIQUE
RIZET

RACHID
M'BARKI

CHAQUE DIMANCHE À 21H05

RMC
S T O R Y

CANAL 23 DE LA TNT



STUPÉFIANT

Cocaïne, la nouvelle drogue des classes moyennes

Longtemps dévolue aux professions urbaines et créatives, cette substance illicite atteint désormais toutes les strates sociales.

PAR ALEXANDRA SAVIANA

Tout a commencé il y a trois ans. Emma*, la trentaine, sort d'une relation difficile. « J'étais en soirée et un peu déprimée, raconte la jeune femme. Un de mes amis m'a dit "Tiens, ça va te faire penser à autre chose". A partir de là, j'ai commencé à prendre de la cocaïne pendant les fêtes. » Petit à petit, ses amis s'y mettent aussi. Leur budget coke explose : à chaque prise, ils dépensent entre 60 et 120 euros, en fonction du dealer. « On en prenait environ un week-end toutes les trois semaines, parfois plus », relate-t-elle. Un changement pour Emma, qui ne fume pas et « ne prenai[t] rien » avant la cocaïne. Elle découvre l'addiction. « Dès que je buvais de l'alcool, j'y pensais, et puis au réveillon 2020, j'ai eu une montée d'angoisse et j'ai eu peur de faire une crise cardiaque. J'ai décidé d'arrêter », souffle-t-elle. Technicienne en télécommunications à Bordeaux – elle installe les connexions Internet à domicile –, « rien » ne la prédisposait à consommer, sinon le fait que la cocaïne soit « disponible en soirée ». « Tout le monde en prend, du monsieur en costard-cravate au caissier. C'est devenu très accessible, quel que soit le métier », s'agace-t-elle.

Oubliez le temps où la consommation de cocaïne se résumait à des rails discrètement sniffés dans des discothèques huppées ou dans les bureaux d'un trader surexcité. Des grandes agglomérations aux petits

villages français, la cocaïne semble à portée de main. « Elle fait partie des substances illicites dont la diffusion a le plus progressé ces dernières années, note Julien Morel d'Arleux, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT). Il s'agit aujourd'hui de la deuxième drogue illicite la plus consommée en France, même si ce niveau est bien plus faible que celui du cannabis. »

« C'est un pur produit de notre époque, qui repousse les limites de la maîtrise de soi »

Selon les estimations, 600 000 personnes en auraient pris dans l'année, quand les fumeurs de cannabis sont environ 5 millions. Ce chiffre occulte un autre aspect : selon l'OFDT, la part des 18-64 ans ayant expérimenté la cocaïne a quadruplé en deux décennies, passant de 1,2 % en 1995 à 5,6 % en 2017. « La cocaïne est le produit pour lequel on a observé le niveau d'augmentation de la consommation le plus élevé chez les adultes », résume Marie Jauffret-Roustide, sociologue à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Cette augmentation est permise par une circulation accrue de la substance sur le territoire. En témoignent les opérations de police relatées dans la presse. En septembre, dans le Nord, près de 420 kilos de cocaïne ont été saisis à Loon-Plage, sur la Côte d'Opale. Un mois plus tôt, dans le même port, une autre saisie de 415 kilos avait été réalisée. En Alsace, en juillet, un trafic de drogue a été démantelé, la police judiciaire en confisquant 57 kilos. Ces opérations sont récurrentes dans les villes portuaires. « Le principal vecteur de trafic de cocaïne est maritime, via des porte-conteneurs à destination notamment du marché européen, ce dont témoigne la hausse des saisies dans les ports du continent, y compris en France », analyse Julien Morel d'Arleux. En mars, 600 kilos de la substance illicite – soit plus de 20 millions d'euros – ont ainsi été interceptés au Havre par les policiers de l'Office anti-stupéfiants (Ofast). Le même mois, au port de Rouen, la brigade des douanes en a trouvé plus d'une tonne dans un conteneur.

« Tous les indicateurs sont au rouge. Cette augmentation des saisies est liée à une hausse de la production mondiale », explique David Weinberger, sociologue, spécialiste de l'analyse de l'offre illicite des drogues. En 2017, 1 976 tonnes de cocaïne ont été produites dans le monde, soit 25 % de plus que l'année précédente. Majoritairement, la substance vient de Colombie, qui assure quelque 64 % de la production mondiale, selon les chiffres du rapport de l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime et d'Europol, publié en septembre. « Cette augmentation s'explique car il s'agit de la drogue illicite la plus rentable, avec des marges extrêmement élevées », poursuit David Weinberger. D'après une étude réalisée en 2016 par le sociologue aux côtés des chercheurs Christian Ben Lakhdar et Nacer Lalam, la part des bénéfices du trafic de cocaïne en France dépasserait les 55 %. « Voyez le décalage : en 2010, 15 tonnes de cocaïne pure ont généré 900 millions d'euros de chiffre d'affaires au total », illustre-t-il.

À la faveur de l'augmentation de la production, les trafiquants ont fait fructifier leurs gains avec méthode, poursuit le sociologue : « Ils n'ont pas hésité à saturer le marché, et ils ont cassé les prix. Dans les années 1990, la cocaïne était considérée comme assez élitiste. Ce n'est plus tout à



L'EXPRESS

fait le cas. » En 2018, le gramme coûtait entre 70 et 80 euros, contre 150 euros en 1990. Trouver des clients est devenu plus aisé. « La majeure partie des consommateurs commandent par téléphone, note Léon Gomberoff, directeur du Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie parisien de l'association Aurore. Leurs numéros sont ensuite récupérés par des centres d'appels illégaux organisés, qui revendent leurs listes. S'ils ne recommandent pas, les consommateurs sont appelés, ou reçoivent des SMS promotionnels pour les inciter à la consommation. » Soit toute une économie souterraine dévolue à la vente des substances illicites. Selon une estimation des

chercheurs, 33 têtes de réseaux se partageraient le gâteau en France. « Au lieu de se concurrencer de manière frontale, des dealers de cocaïne ont préféré s'implanter dans des villes secondaires plutôt que d'affronter de gros trafiquants, analyse David Weinberger. Ce qui a favorisé la diffusion dans le rural. »

En Moselle, Lionel Diény, directeur du centre d'addictologie Les Wads, à Metz, a pu le constater. « Nous avons analysé 150 seringues ces six derniers mois pour voir ce qui avait été consommé. Plus de la moitié d'entre elles ont été utilisées pour s'injecter de la cocaïne », raconte-t-il, expliquant observer une augmentation de la diffusion « sur ces deux dernières

années ». A l'autre bout de la France, dans l'Aude, Elian Revel, directeur de l'Accueil info drogue et addiction du département, fait un constat similaire. « J'ai observé une augmentation de la consommation depuis mon arrivée ici, il y a deux ans, remarque-t-il. Nous sommes une région touristique, et la cocaïne semble beaucoup toucher les professionnels des stations balnéaires, de la restauration et du milieu de la nuit. »

Pas de quoi, néanmoins, dresser un « profil type » du consommateur. « Les usagers ont une grande diversité de profils sociaux, confirme Marie Jauffret-Roustide, de l'Inserm. Dans nos entretiens, nous rencontrons des maçons comme des journalistes ou des chauffeurs routiers. » En 2018, *LSD*, série documentaire de France Culture, notait l'usage récurrent de « la blanche » chez... marins pêcheurs. « La cocaïne n'a ni profession ni géographie », prévient Laurent Karila, psychiatre, médecin à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif (AP-HP), spécialisé dans l'addictologie. D'ordinaire consommée dans un cadre festif, la substance est ici prisée pour son côté dopant, avant ou après le travail. « Les consommateurs sont souvent en situation de devoir puiser dans leurs réserves personnelles pour leur travail, décrypte Gladys Lutz, docteure en psychologie du travail, responsable du service prévention d'Addiction Méditerranée. La cocaïne est un pur produit de notre époque : elle repousse les limites de la maîtrise de soi et donne l'impression d'augmenter sa performance. »

A tel point qu'il est difficile d'arrêter. Comme Emma, notre ancienne consommatrice bordelaise, les usagers de cocaïne mettent souvent du temps à prendre la mesure de ce qui devient une addiction. Certains pensent aussi à tort qu'une prise irrégulière n'a pas de conséquences. « Ce n'est pas parce que l'on consomme de temps en temps qu'il n'y a pas de risque. Il y a toujours l'éventualité d'un mauvais trip ou un risque d'accident cardiaque une heure après la prise, avertit Laurent Karila. C'est une drogue sournoise, qui entraîne beaucoup de complications. » Le psychiatre réclame plus de prévention sur le sujet. « Il y a un gros travail à faire, prévient-il. La cocaïne est devenue un vrai problème de santé publique. » *

* Le prénom a été changé.



J. AUFORT/COLLECTIF/DR

Mémoire

Serge Carel, le harki que Macron écoute

L'ex-soldat de l'armée française en Algérie a noué un lien avec le chef de l'Etat. Il vient d'obtenir qu'une loi reconnaisse les souffrances de ses pairs.

À l'Elysée, on en sourit encore. Le 10 mai dernier, une délégation de quatre représentants de harkis est reçue au Palais. Il s'agit notamment d'évoquer le projet de loi décidé par le chef de l'Etat, pour la reconnaissance et la réparation des souffrances des rapatriés d'Algérie. Parmi les invités, Serge Carel, 84 ans. L'homme est bavard. Devant le président de la République, il relate les tribulations de sa vie, d'un discours direct, en rejouant les moments clefs de son parcours. Emmanuel Macron écoute, suspendu, ses collaborateurs aussi. Plus d'une heure passe, avant que le président ne le coupe : « Serge, je t'adore, je pourrais t'écouter toute une journée. Mais j'ai un coup de fil avec un chef d'Etat dans vingt minutes ! »

Sans Serge Carel, il n'y aurait peut-être jamais eu de loi sur ces soldats musulmans engagés au service de la France pendant la guerre d'Algérie. L'octogénaire a noué un lien particulier avec Emmanuel Macron, rencontré pendant la campagne présidentielle, qui l'a pris en amitié, happé par son histoire tragique. Ce lundi 20 septembre, l'associatif a été le dernier à prononcer un discours à l'Elysée avant que le chef de l'Etat n'annonce la loi tant attendue. « Le

pardon exprimé par le président de la République objective la reconnaissance de la faute commise par la France, admet les blessures et les souffrances infligées », s'est félicité l'ancien combattant.

**Séances, abandon, exil...
sa vie est un roman
à la Modiano, sauf qu'il
a tout vécu pour de vrai**

« Le président m'aime bien », opine modestement Serge Carel lorsque nous le recevons à la cafétéria de L'Express. Sa timidité s'efface quand il se raconte avec la même urgence qu'à l'Elysée. Deux heures sans reprendre son souffle. Les montagnes du sud de l'Algérie dont il est originaire, ses deux frères et ses quatre sœurs, l'école coranique qu'il a fréquentée après les cours, le nom des officiers supérieurs, ceux de ses frères d'armes, ceux des agents du FLN, Alger la blanche, le départ clandestin en bateau, l'errance dans Paris, les absurdités

Lors de l'hommage national rendu aux harkis, le 25 septembre, aux Invalides.

bureaucratiques, les cauchemars, les pleurs, son embauche dans une entreprise de convoi de fonds, la douleur qui ne part jamais. Il n'oublie aucun lieu, aucun détail, aucun nom. Sauf le sien. Car Serge Carel a changé son patronyme un an après son arrivée en métropole. « J'avais un autre nom, un nom mignon. Après, je n'ai plus voulu avoir un nom arabe », dit-il, tout en précisant qu'il jugerait « excessif » d'imposer des prénoms du calendrier à tous les Français.

En 1965, il s'est rendu au ministère des Affaires sociales, où les fonctionnaires lui ont fait ouvrir un dictionnaire des noms propres. « J'ai lu Carel, çam'a rappelé Dany Carrel, une actrice superbe », se remémore-t-il. Sa vie est un roman à la Modiano, sauf qu'il a tout vécu pour de vrai. Sévices, abandon et exil inclus. Tout est parti de ce discours d'un jeune de son village, en 1957, qui invite ses camarades à prendre les armes contre la France. « Alors je vais tirer sur ma famille ? » se demande Serge Carel. Son père, un appelé de la guerre de 1914-1918, exerce comme garde forestier, il est fonctionnaire de l'Etat. Son frère a fait l'Indochine. Sur un coup de tête, pour échapper au dilemme, Serge décide de s'engager, à 20 ans, au sein de l'armée française. Il se fait recruter comme traducteur, mène de nombreuses missions, surtout de renseignement, dans les mosquées ou les bourgs des alentours. Les exactions se multiplient, de part et d'autre. En mars 1962, au moment des accords d'Evian, l'armée l'abandonne. Après une poursuite en taxi, le FLN l'arrête, le ramène en trophée au village où il travaillait. Coups de pied, crachats, jets de pierres des habitants. Puis des séances de torture dans un cabanon préfabriqué, au courant électrique, pendant trois mois.

Serge Carel parvient finalement à s'évader, puis à gagner la France. Il ne reverra jamais sa famille. A Paris, il découvre qu'il n'a plus la nationalité française, qu'une partie de la population le voit comme un étranger. Malgré ces avanies, l'octogénaire ne regrette rien : « Mon pays, c'est la France. » Le 14 juillet dernier, il a été nommé officier de la Légion d'honneur, le seul civil de sa promotion. « Il y avait un pavé avec mon nom aux Invalides », précise-t-il, fier. Une pierre au nom de Serge Carel. *

ÉTIENNE GIRARD

L'écologie, ou le parti des modes de vie

UNE CHRONIQUE DE JEAN-LAURENT CASSELY

Qu'on adhère ou non à leur imaginaire, les Verts mettent en avant des enjeux qui questionnent notre modèle de société.

Sans connaître l'issue du duel entre Yannick Jadot, « le centriste » et Sandrine Rousseau, « la radicale », les deux finalistes de la primaire qui doit désigner le candidat écologiste à l'élection présidentielle, il est possible de tirer un bilan de cette séquence politique et médiatique. Même si la jauge de 106 600 électeurs qui se sont mobilisés au premier tour pour ces primaires ouvertes à tous les sympathisants reste modeste en comparaison de celle des Républicains en 2016 (4,4 millions d'électeurs au second tour) ou du Parti socialiste en 2017 (2 millions au second tour), l'écologie peut prétendre

Ils contestent les fondements de notre civilisation industrielle et consumériste

s'être installée, au moins temporairement, au centre du jeu, confirmant ses bons résultats lors des municipales de 2020, et, plus généralement, sa position enviable de force politique ascendante et en phase avec son époque.

Pour comprendre pourquoi les Verts, jadis considérés comme des babas cool amoureux de la nature, ont acquis une certaine importance dans l'offre politique de 2022, il suffit de se pencher sur les axes thématiques abordés lors des débats organisés par différents médias tout au long de cette campagne : tous sont en prise avec nos modes de vie, et constituent autant de questionnements frontaux adressés à notre civilisation industrielle, technique et consumériste, dont les écologistes contestent les fondements mêmes. Delphine Batho, qui prônait la décroissance de l'économie, a proposé de freiner

le déploiement de la 5G et d'instaurer un moratoire sur l'implantation des entrepôts et plateformes logistiques d'Amazon. Yannick Jadot a plaidé pour sa part pour l'arrêt de l'élevage industriel, des pesticides dans l'agriculture et pour bloquer les projets de centres commerciaux de périphérie. Jean-Marc Governatori s'en est pris à la publicité, accusée selon lui de créer « des besoins factices », publicité dont le maire de Grenoble Eric Piolle a limité la place sur les espaces d'affichage dans sa ville. La majorité des candidats écologistes estiment par ailleurs que les déplacements automobiles et aériens, à la racine de notre société individualiste et de loisirs, devront être drastiquement réduits.

Alors que les forces sociales-démocrates s'étaient contentées de rééquilibrer le rapport de force entre capital et travail au profit du second, militant pour une augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs et l'allongement des périodes de repos et de loisir des salariés, l'écologie politique questionne la légitimité même de ce compromis socio-économique, quitte à passer pour les rabat-joie du monde d'après. Sentant probablement que la qualification lui échappait, et que cette inquiétude vis-à-vis du programme écologiste était partagée par de nombreux Français, le candidat Eric Piolle s'est emporté, lors du troisième et dernier débat du premier tour, organisé par Mediapart : « Depuis le début du débat, on a l'impression que l'écologie, c'est chiant ! »

Sandrine Rousseau a insisté lors du débat de l'entre-deux-tours sur l'inutilité des SUV



Tout au long des débats, c'est bien entendu Sandrine Rousseau, véritable révélation de la primaire des écologistes, qui a assumé le plus clairement cette ligne « chiante », affirmant avec une indéniable honnêteté politique que la transition écologique s'obtiendrait par la contrainte législative, la création d'un imaginaire alternatif à celui de la société de consommation et qu'elle ferait des perdants du côté des industriels mais également des consommateurs.

La candidate, chercheuse en économie, a insisté lors du débat d'entre-deux-tours sur l'inutilité des SUV « dans une société de transformation écologique ». Un marqueur hautement symbolique pour son électorat urbain de travailleurs du savoir, qui conduit peu et bénéficie d'un maillage dense de transports en commun et des flottes de trottinettes ou vélos électriques qui ont essaimé ces dernières années. Elle a ensuite défendu la démobilité, soit la limitation du nombre de déplacements pour aller faire ses courses en périphérie, amener les enfants à l'école ou aller au travail et a plaidé pour un renforcement du télétravail. Autant de modes de vie déjà adoptés par les citadins des grandes agglomérations, mais qui apparaîtront fort éloignés du quotidien des habitants des territoires de la maison individuelle, des zones commerciales et du tout-voiture. ✨

Jean-Laurent Cassely, journaliste et essayiste, spécialiste de la nouvelle société de consommation.



ALLEMAGNE

Hambourg, le laboratoire politique de Scholz

Grâce à la victoire du SPD aux élections fédérales, il pourrait bien succéder à Merkel. Sa vision centriste est typique de la grande cité portuaire.

PAR CLÉMENT DANIEZ, ENVOYÉ SPÉCIAL À HAMBOURG

Le 12 août dernier, Olaf Scholz était tout sourire. En pleine campagne électorale, le candidat du Parti social-démocrate (SPD) faisait enfin étape à Hambourg, « sa » ville, où il a conservé un appartement. Après un jogging matinal sur les bords de l'Elbe, il avait pu montrer aux journalistes ses réussites dans la cité portuaire : des crèches gratuites, une agence pour l'emploi des jeunes et une myriade de nouveaux logements. Avant de devenir vice-chancelier, Scholz a en effet été le maire incontesté de la cité hanséatique, de 2011 à 2018. A ces deux postes, malgré son manque de charisme, il s'est bâti la réputation d'un homme d'action, fiable. Une image qui a permis au SPD d'arriver en tête des élections fédérales, le 26 septembre, avec 25,7 % des voix. Et à Scholz de revendiquer le poste de chancelier, même si les conservateurs, arrivés en deuxième position (24,1 %), peuvent prétendre également former un gouvernement.

L'actuel ministre des Finances rassure les Allemands. Son style, tout en sobriété, colle parfaitement à l'état d'esprit hambourgeois, cette ville du nord où il a grandi et découvert la politique, et qui lui a servi de tremplin. Le troisième port d'Europe est aussi le territoire le plus riche d'Allemagne en PIB par habitant – 64 000 euros en 2020. Milieux économiques et politiques y font bon ménage : son hôtel de ville

néorenaissance est adossé à la chambre de commerce. La « porte du monde », protestante et marchande, est un point d'entrée privilégié pour appréhender l'austère Olaf Scholz et son parcours.

Personne, à part Scholz lui-même, ne l'imaginait en mesure de devenir le successeur d'Angela Merkel lorsqu'il a été désigné par le SPD, en août 2020. Le scénario rappelle pourtant celui de sa conquête miraculeuse de la mairie de Hambourg, en 2011. Sélectionné par la fédération du Land faute d'un meilleur candidat, il avait multiplié les clins d'œil à droite et finalement effacé

la concurrence. « C'est de cette façon que le parti a réussi à maintes reprises à attirer bien plus que ses électeurs traditionnels, expliquait alors Scholz. En s'assurant que l'économie de la ville fonctionne bien. »

Pourtant, lors de ses premières années militantes, avec ses cheveux longs et bouclés, Olaf Scholz se situait tout à gauche du SPD. Il prônait même le « dépassement de l'économie capitaliste ». Vice-président des « Jusos », les jeunes socialistes, il rejetait alors le pragmatisme d'un autre Hambourgeois, Helmut Schmidt, chancelier SPD de 1974 à 1982. « Nous avons des débats passionnés à la section de Rahlstedt, où il a pris sa carte à 17 ans au SPD », se souvient le dirigeant local à cette époque, Günter Frank. C'est dans cette banlieue populaire au nord-est de Hambourg qu'il a grandi, dans une petite maison de briques rouges, à toit plat, près d'immeubles HLM. « Cet environnement a contribué à son engagement radical pour plus de justice sociale, précise son mentor. Mais il s'est découvert beaucoup plus pragmatique lorsqu'il est devenu avocat du travail, à partir du milieu des années 1980. » Scholz parle même de « désintoxication » par rapport aux idées de ses débuts.

Aprésent, le champion des sociaux-démocrates se revendique de la tradition politique d'Helmut Schmidt. Et, comme lui, il va devoir s'entendre avec les libéraux du FDP s'il veut gouverner – en plus des Verts. Des compromis seront nécessaires. Mais Scholz devrait défendre deux promesses



Olaf Scholz a été maire de la ville hanséatique de 2011 à 2018.

Hors-série « Vivre au Canada »

En kiosque actuellement



148 PAGES



SOCIÉTÉ

Le rêve américain a passé la frontière

Le Canada se distingue des États-Unis par sa mobilité sociale et une plus grande sécurité. Des atouts non négociables pour les nouveaux arrivants.

PAR ELIZABETH BARBÉ

Le rêve américain est resté, avec des particularités locales, une référence pour les migrants qui arrivent au Canada. Mais le pays se distingue des États-Unis par sa mobilité sociale et une plus grande sécurité. Des atouts non négociables pour les nouveaux arrivants.

EVOLUTION RAPIDE

Des compétences partagées

Le Canada est un pays où les compétences sont partagées.

PAR CHRISTOPHE THOUVENIN

Les compétences sont partagées au Canada. Les entreprises ont accès à une main-d'œuvre qualifiée et expérimentée.

GRAND ENTRETIEN

Yoshua Bengio : « Le pays favorise la croissance des start-up »

Selon le chercheur, le Canada et la France ont un rôle à jouer pour que l'intelligence artificielle ne soit pas l'apanage de la Chine et des États-Unis.

PROFOS RECUEILLIS PAR IRÈNE PRAT

Yoshua Bengio, chercheur en intelligence artificielle, estime que le Canada et la France ont un rôle à jouer pour que l'intelligence artificielle ne soit pas l'apanage de la Chine et des États-Unis.



DES LIEUX OÙ S'INFORMER

Les bonnes démarches pour décrocher un job

Pas simple de savoir où chercher lorsque l'on arrive dans un nouveau pays. Suivez le guide.

PAR ANNE-HELENE MAI

BOOSTEUR DE RENCONTRES

Tisser des liens pour faire carrière

A travers des événements, des associations, ou en s'impliquant bénévolement, le réseautage est indispensable à toutes les étapes de l'avancement professionnel.

PAR ANNE-HELENE MAI

► clefs de son programme : le salaire minimum à 12 euros de l'heure et la construction de 400 000 logements par an. Sur ce dernier point, il peut mettre en avant son bilan à Hambourg. « Il en a fait la ville d'Allemagne ayant construit le plus de nouvelles résidences par habitant ces dernières années », relève Marc Widmann, journaliste à *Die Zeit*. Les nouveaux immeubles continuent toujours d'y pousser, en particulier dans la zone de l'ancien port, un immense chantier où les grues s'affairent.

Mais les années hambourgeoises de Scholz ne sont pas exemptes de critiques. Il lui est reproché d'avoir refusé la diminution du trafic automobile en centre-ville.

Quelques dates



1975

Rejoint la section SPD de Rahlstedt, à 17 ans.

1998

Élu pour la première fois député fédéral.

2011-2018

Maire de Hambourg.

en 2016, poussé l'administration fiscale locale à permettre à Warburg, une banque du cru, de conserver frauduleusement 47 millions d'euros qui lui avaient été versés à tort. « Il a reçu plusieurs fois, à cette époque, le patron de Warburg, pointe Marc Widmann. Il dit qu'il ne se souvient pas de leur conversation, alors qu'il possède une excellente mémoire. »

Ici, personne n'a oublié sa gestion désastreuse du G20, en 2017, dans sa ville. Scholz avait assuré qu'il y aurait très peu de heurts, avant que des affrontements violents opposent militants anticapitalistes et forces de l'ordre, avec d'importants dégâts. « Ce fut un moment très dur pour lui, car il se voit comme quelqu'un qui résout les problèmes et non qui s'en excuse, comme il l'a finalement fait », raconte Christoph Holstein, son ancien porte-parole à la mairie. Le raté a mis en lumière une confiance en soi parfois excessive et une difficulté à s'adapter à une crise soudaine. Une différence majeure avec la chancelière sortante, Angela Merkel, dont il se veut l'héritier naturel. ✱

Grande-Bretagne

Liz Truss : sur les chapeaux de roues

Atterrissage plutôt mouvementé pour la nouvelle ministre des Affaires étrangères, nommée en pleine tourmente diplomatique.

C'est ce qu'on appelle en anglais *hit the ground running*, démarrer sur les chapeaux de roues. Quelques heures après sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères dans le nouveau gouvernement de Boris Johnson, Liz Truss, 46 ans, préparait d'une main ses valises pour l'assemblée générale des Nations unies à New York et, de l'autre, prenait son téléphone pour parler à ses homologues australien et américain, Marise Payne et Antony Blinken, afin de gérer les retombées immédiates de la toute nouvelle alliance stratégique, Aukus, signée entre les Etats-Unis, l'Australie et la Grande-Bretagne. Le tout entre une rencontre avec le président de la région kurde d'Irak, Netchirvan Barzani, et une autre avec Mohammed ben Zayed, prince héritier d'Abu Dhabi. La ministre la plus populaire du parti conservateur britannique trouvait même le temps de signer une tribune dans le quotidien favori des Tories, le *Daily Telegraph*, intitulée : « La Grande-Bretagne globale plante son drapeau sur la scène mondiale ».

Car si, à Paris, on estime que Boris Johnson a rallié le pacte tripartite par « pur opportunisme », comme l'a dit le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Clément Beaune, à Londres, en revanche, le gouvernement prend soin de présenter l'alliance comme l'une des victoires concrètes du Brexit et de son fameux *let's take back control* (« reprenons le contrôle »). Ou, dans les mots de Liz Truss dans le *Daily Telegraph* : « Nos libertés doivent être défendues. A cet effet, nous construisons des alliances de défense à travers le monde [...]. Avec Aukus, nous utiliserons des technologies de pointe, du sous-marin à propulsion nucléaire à l'intelligence artificielle en passant par le calculateur quantique. » Avant de conclure dans un roulement de tambour : « Voici *Global Britain* en action ! [...] Le meilleur est à venir. » Jamais elle ne mentionne la France ou la Chine. Et Liz Truss de s'engouffrer dans l'avion de la Royal Air Force pour New York.



TWITTER@TRUSSLIZ

La ministre doit notamment gérer les retombées de l'alliance Aukus.

Sept heures plus tard, la ministre postait une photo d'elle à l'aéroport, en chemise à lavallière et veste rouge à boutons dorés. Juste le temps de se changer, et la voici à prendre le petit déjeuner avec... Henry Kissinger. Avant d'enchaîner les réunions bilatérales dans les bureaux de la mission de Grande-Bretagne aux Nations unies avec ses homologues indonésien, jordanien, américain, turc, égyptien, indien, australien et canadien. Pour, enfin, accompagner Boris Johnson auprès de Kamala Harris et Joe Biden.

Il faut dire qu'à côté de Dominic Raab, son prédécesseur, qui exigeait de n'être dérangé sous aucun prétexte, qu'il soit en vacances, en famille ou à la gym, même lors de la chute de Kaboul, Liz Truss ne ménage ni sa peine ni son énergie. Celle qui fit campagne pour le maintien dans l'UE avant d'embrasser la cause du Brexit au ministère de l'Economie sous Theresa May, puis au Commerce extérieur dans le premier gouvernement Johnson, offre le visage volontaire de cette « Grande-Bretagne globale » chère à « BoJo ». A défaut d'avoir une stratégie plus consistante. ✱ **AGNÈS C. POIRIER (LONDRES)**



Carrefour

VIN BIO & ÉQUITABLE

LA REVUE DU VIN DE FRANCE **14/20**

CHATEAU BARRAIL TAPON

Appellation : Montagne-Saint-Emilion
Région : Bordeaux

-50%
SUR LA 2^{ÈME}

Les 2 pour **11€⁹²** | Soit la bouteille **5€⁹⁶**

Vendue seule : 7€95



DU 28 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE 2021
DANS VOS HYPERMARCHÉS CARREFOUR

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



Carrefour

GRAND MILLÉSIME

LA REVUE DU VIN DE FRANCE **16/20**

CHATEAU LAROSE PERGANSON

Appellation : Haut-Médoc
Cru Bourgeois
Région : Bordeaux

La bouteille ~~13€⁹⁵~~ **9€⁹⁵**



DU 28 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE 2021
DANS VOS HYPERMARCHÉS CARREFOUR

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



Carrefour

VIN BIOLOGIQUE

LA REVUE DU VIN DE FRANCE **14,5/20**

MAS AMIEL "PROMESSE"

Appellation : Côtes-du-Roussillon
Région : Languedoc-Roussillon

La bouteille

9€⁹⁵



DU 28 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE 2021
DANS VOS HYPERMARCHÉS CARREFOUR

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



Carrefour

FRUITÉ & ÉQUILIBRÉ

LA REVUE DU VIN DE FRANCE **16/20**

DOMAINE GRANDE BELLANE VISAN

Appellation : Côtes-du-Rhône-Villages Visan
Région : Vallée du Rhône

La bouteille

4€⁹⁵



DU 28 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE 2021
DANS VOS HYPERMARCHÉS CARREFOUR

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Château Larose Perganson

“Une densité structurée par des tanins fondus et une allonge fraîche.”



Le saviez-vous ?

Comment carafage son vin ?

Le carafage est conseillé pour assouplir un vin jeune, rouge ou blanc. Choisissez plutôt une carafe avec un fond large et un goulot évasé. Inclinez la carafe et versez doucement le vin le long de la paroi, 2 heures avant de le servir.



Domaine Grande Bellane Visan

“Des saveurs fraîches, proches du fruit et portées par une trame caillouteuse gourmande.”



Le saviez-vous ?

Comment “défatiguer” un vin ?

Avant de déguster un vin qui vient de voyager, placez votre bouteille 2 heures au réfrigérateur avant de le ramener ensuite à la température idéale. Attention, les vieux millésimes auront besoin d'un peu plus de temps : environ une journée debout dans la porte de votre réfrigérateur.



Château Barrail Tapon

“Des arômes de framboise, de fraise des bois et de mûre qui enchantent aussi bien en nez qu'en bouche.”



Qu'est-ce que le label Fair for Life ?

Depuis plusieurs années, Carrefour s'est engagé aux côtés des petits producteurs avec des actions concrètes notamment via le label Fair for Life. Ce label garantit, la transparence, la traçabilité, le choix de pratiques justes et sûres, ainsi que la sincérité des prix. Carrefour s'inscrit dans cet engagement en faveur d'un commerce plus éthique à la fois pour le producteur et pour le consommateur.



Mas Amiel « Promesse »

“Des arômes florales, intenses et dotées d'un joli gras.”



À la rencontre du producteur

Olivier Decelle

En 1999, Olivier Decelle reprend en main le Mas Amiel, un domaine de plus de 150 hectares situé à Maury. Dès lors, il adopte la culture bio et biodynamique, créant ainsi des vins rouges remarquables et remarqués. Fort de son succès, il s'implante dans d'autres régions avec toujours le même état d'esprit.



Du 7 septembre au 24 octobre

La pépète
qui pétille !



LA REVUE DU
vin
DE FRANCE

14/20

NICOLAS FEUILLATTE "GRANDE RÉSERVE"

Appellation : Champagne Brut



« La jolie finesse des bulles construit la dégustation du vin. La note finale est plus croyeuse et offre des parfums briochés. A déguster, en apéritif sur des toasts de foie gras et du pain grillé. »

Le coffret de 3 bouteilles

~~59€~~ 47€

A retrouver sur jereservemafoireauxvins.carrefour.fr

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Carrefour.fr



Du 7 septembre au 24 octobre

Faites votre sélection
en ligne !

La seule Foire aux vins notée par

LA REVUE DU
vin
DE FRANCE



jereservemafoireauxvins.carrefour.fr

Plus de 1000 bouteilles dont 100 exclusivités web à retrouver en ligne

en
magasin



drive



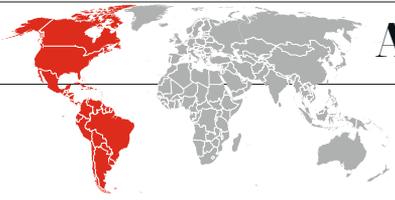
livré
chez vous



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Carrefour.fr





ÉTATS-UNIS

Donald Trump mijote son grand retour

L'ex-président n'a toujours pas digéré sa défaite. Il s'implique dans les scrutins locaux et laisse entendre qu'il briguera un nouveau mandat.

PAR HÉLÈNE VISSIÈRE (WASHINGTON)

Un grand meeting électoral de Donald Trump est programmé le 9 octobre dans l'Iowa. Tout un symbole. Situé dans le nord du pays, entre les fleuves Missouri et Mississippi, c'est traditionnellement le premier Etat qui vote lors des primaires, avant la présidentielle. Et tout prétendant au bureau Oval se doit d'y faire de multiples apparitions. L'ancien président n'est pas déclaré candidat, mais il laisse entendre qu'il compte bien se réapproprier la Maison-Blanche qu'on lui a, dit-il, injustement volée. Le fait d'avoir l'air de se positionner pour 2024 a des avantages. Il permet à Trump de monopoliser l'attention, de continuer à baigner dans l'adoration des foules, de lever des millions de dollars. Et, au passage, d'empoisonner la vie de ses éventuels rivaux républicains. Car même si Donald Trump a perdu l'élection et s'il est banni de Twitter, il conserve, à 75 ans, et grâce à son immense popularité, la mainmise sur le Parti républicain.

D'ordinaire, les ex-présidents se font discrets et se consacrent à l'écriture de leurs Mémoires, comme Barack Obama, ou à la peinture à l'huile, comme George W. Bush. Donald Trump, lui, entre deux parcours de golf, s'active frénétiquement. Il tient des meetings, multiplie les appels de fonds par textos et courriels, commente toutes les décisions de son successeur.



L'adoration de sa base reste intacte.

Surtout, il met en place une machine politique financée grâce aux 102 millions de dollars qu'il a engrangés ces six derniers mois. Déjà, il a recruté deux stratèges dans l'Iowa. Mais sa priorité à court terme est revancharde : il cherche à déboulonner aux élections de mi-mandat, l'année prochaine, les quelques républicains sortants qui ont voté son *impeachment* au Congrès après l'insurrection du 6 janvier dernier. Il a donc apporté son soutien à plusieurs de leurs adversaires. Il a déjà eu la peau d'Anthony Gonzalez, un représentant de

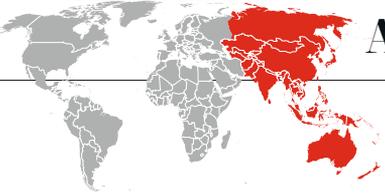
l'Ohio, qui a préféré ne pas se représenter plutôt que de subir « la dynamique toxique » du parti. Dans une interview au *New York Times*, l'élu estime que Trump est « un cancer pour notre pays ».

Encore plus inédit, l'ancien président s'implique dans les scrutins locaux. Il soutient par exemple trois candidats à un poste de secrétaire d'Etat – chargé du fonctionnement des élections – en Arizona, Géorgie et Michigan, trois Etats où il s'est battu (sans succès) pour inverser le résultat de la présidentielle. « Si son soutien ne garantit pas 100 % de réussite, il reste un atout précieux dans une primaire », estime Amy Walter, spécialiste électorale de la lettre d'information *The Cook Political Report*.

Donald Trump va-t-il réellement se représenter en 2024, alors qu'il aura 78 ans ? Jason Miller, un ex-membre de son équipe de campagne, déclare au site Cheddar qu'il y a « entre 99 et 100 % » de chances que cela soit le cas. Lorsqu'on lui pose la question, l'intéressé répond que les gens « seront contents » de sa décision. Mais Trump devra faire face à une série de poursuites judiciaires liées à ses agissements financiers ou à sa tentative de faire basculer en sa faveur les résultats des élections en Géorgie... Récemment, les procureurs de New York ont mis en examen le directeur financier de la Trump Organization et le groupe pour fraude fiscale.

En attendant, Trump bloque les velléités présidentielles de ses concurrents Mike Pence, l'ex-vice-président, Mike Pompeo, son ancien ministre des Affaires étrangères, et Ron De Santis, le gouverneur de Floride. Ils ne veulent pas, en annonçant trop tôt leur candidature, s'attirer ses foudres et risquer de s'aliéner sa base. L'implication de Trump dans les *midterms* ne fait cependant pas l'unanimité chez les républicains : certains d'entre eux craignent qu'il ne soutienne des candidats extrémistes qui se feront laminer par les démocrates.

De leur côté, ces derniers se réjouissent du retour de l'ex-président. Ils espèrent transformer les *midterms* de 2022 en un référendum anti-Trump et faire ainsi oublier le fiasco de Joe Biden en Afghanistan et sa baisse de popularité. « Le trumpisme reste l'un des meilleurs outils de mobilisation des électeurs et de collecte de fonds dans l'arsenal démocratique », juge Amy Walter. ✱



CHINE

Evergrande en quasi faillite : les inquiétudes de Xi Jinping

Le possible effondrement du mastodonte de l'immobilier fait craindre une montée des tensions sociales au président chinois.

PAR SÉBASTIEN LE BELZIC (PÉKIN)

Ils sont venus de tout le pays, serrant des dossiers remplis de documents qui attestent les sommes dues par Evergrande. En ce 13 septembre à Shenzhen, devant un immense gratte-ciel aux façades de verre, siège du deuxième groupe immobilier chinois, des dizaines de manifestants crient leur colère : « Evergrande, tu dois payer ! » La plupart d'entre eux sont sur place depuis des jours, malgré une forte présence policière. « Evergrande nous dit : "Nous n'avons pas d'argent", clame le directeur d'un sous-traitant de l'entreprise, dont la plainte fait le tour des réseaux sociaux. On nous traite comme des voyous, mais qui sont les voyous dans cette affaire ? »

Comme lui, des centaines de milliers de Chinois sont dépités. La plupart sont des propriétaires d'appartements achetés sur plan, qui ont versé des arrhes, beaucoup emprunté, et ne verront sans doute jamais leur logement du fait des difficultés financières d'Evergrande, menacé de faillite. Le groupe est endetté à hauteur de 260 milliards d'euros, l'équivalent de la dette publique du Portugal. Et on estime à 1,6 million le nombre d'appartements réglés qu'il n'a pas livrés.

Un effondrement du géant chinois aurait d'importantes répercussions pour la deuxième économie mondiale. Au-delà du cinquième périphérique de Pékin, dans la lointaine banlieue de la capitale, Nan nous montre un large trou creusé dans un

Un géant surendetté



200 000 employés



3 800 000 emplois indirects

Dette (en milliards d'euros)...

260 ... d'Evergrande

851 ... des quatre plus grands promoteurs immobiliers chinois

Cours de Bourse d'Evergrande depuis un an (en dollars d'Hongkong. 1 HKD = 0,11 euros)



SOURCES : EVERGRANDE ; BLOOMBERG ; INVESTING.COM

ancien champ de pommes de terre. « C'est ici qu'Evergrande devait construire notre immeuble, précise-t-elle. Il y a deux ans, nous avons signé pour un appartement de trois pièces, j'ai emprunté 500 000 euros à la banque et à mes proches. Je dois déjà rembourser chaque mois et les travaux n'ont même pas commencé. J'ai peur de tout perdre », confie en larmes cette jeune enseignante de 25 ans qui rêvait, comme beaucoup de ses compatriotes, de pouvoir enfin accéder à la propriété.

La crise est prise très au sérieux par le président Xi Jinping, placé dans une position délicate à un an du prochain congrès du Parti communiste, qui doit lui permettre d'obtenir un troisième mandat, fait inédit depuis des décennies. Alors que le dirigeant fait miroiter une « prospérité commune » pour asseoir sa légitimité, la ruine d'une multitude de Chinois contredirait pour le moins cet idéal. « Le régime est bien conscient que la hausse du marché immobilier a créé non seulement une grande richesse, mais aussi de profondes inégalités, explique un gestionnaire de portefeuilles à Hongkong. On l'a vu ici en 2019, où les manifestations antigouvernementales étaient en partie liées aux inégalités accentuées par le coût des logements très élevés. C'était déjà un signal d'alarme pour Pékin. »

« La société chinoise est plus inquiète qu'auparavant, avec un sentiment de déclassement chez les jeunes. Il existe un vrai risque de montée des tensions sociales, que le Parti communiste va devoir gérer », complète Jean-Pierre Cabestan, professeur de sciences politiques à Hongkong, pour qui cette affaire prouve que le régime ne contrôle pas le secteur économique autant qu'il le voudrait.

Selon le *Wall Street Journal*, les autorités chinoises ont demandé aux gouvernements locaux de se préparer à « une éventuelle tempête » et à intervenir pour éviter les débordements et maintenir l'ordre. Les responsables politiques auraient aussi été enjoins de discuter avec les promoteurs publics et privés afin qu'ils reprennent certains projets d'Evergrande. « Les manifestations concernant des problèmes immobiliers sont récurrentes en Chine, précise Adam Ni, éditeur de la lettre d'information *China Neican*, à Canberra (Australie). Mais, cette fois, le phénomène a pris une telle ampleur que les autorités sont vraiment préoccupées. » Au vu de la masse de parties prenantes – acheteurs et investisseurs – et du danger d'instabilité sociale, il est « peu probable que le gouvernement laisse l'entreprise s'effondrer brutalement sans aucune forme de soutien », poursuit cet observateur. Mais l'Etat ne semble pas non plus vouloir se charger du sauvetage d'un acteur symbolisant les dérives de tout un secteur. D'autant que ce geste inciterait ses concurrents surendettés à réclamer eux aussi de l'aide. *

**Chaque fille devrait
grandir à l'abri du danger**

Grâce au parrainage d'enfants, nous donnons aux familles un accès à l'eau potable, à une alimentation saine et à des revenus stables : les petites filles peuvent être scolarisées et construire sereinement leur avenir.

**Parrainez une fille avant le 11 octobre pour
la Journée internationale des droits des filles !**

visiondumonde.fr



TOGO

Un algorithme pour lutter contre la pauvreté

Pour cibler les bénéficiaires d'aides sociales, le gouvernement s'appuie sur l'intelligence artificielle. Un système unique en Afrique.

PAR SÉBASTIEN HERVIEU (ENVOYÉ SPÉCIAL À LOMÉ ET GANAVÉ, TOGO)

Des toits de chaume et de tôle, un sol et des routes en terre battue : vu du ciel, Ganavé Anamé, au Togo, ressemble à beaucoup d'autres villages des environs. Et ce sont précisément ces indicateurs, observés par images satellite, qui ont rendu cette zone éligible à un programme d'aides sociales inédit en Afrique. Son nom ? Novissi, « solidarité » en éwé, l'une des langues nationales de ce petit pays du golfe de Guinée.

« Ce fut un cadeau du ciel », lance d'emblée Mensan Kanko, un habitant de la localité. Face à lui, une dizaine de petits porcs au pelage noir trottaient dans un enclos aux murs de boues séchées. « J'ai reçu un peu d'argent pendant cinq mois, raconte ce père de quatre enfants. Cela m'a permis d'acheter un mâle et une femelle, ils ont fait des petits que j'ai pu vendre quand j'en avais besoin, ça m'a évité d'aller quêmander de la nourriture chez mon voisin. » Peintre en bâtiment, il n'a pas pu travailler pendant la pandémie de Covid-19.

Au Togo, le virus a frappé la population de plein fouet. Pas tant par sa létalité (216 décès au 21 septembre) que par les restrictions qu'il a imposées. « Le Covid a tout bloqué, résume Ekoe Degbe, représentant du canton. Les frontières ont été fermées, l'accès à la capitale interdit, nos paysans et nos commerçants ne pouvaient plus aller vendre aux citadins. La faim est arrivée. »

Les autorités réagissent dès avril 2020 en mettant en place un programme d'aide à destination des travailleurs informels de la capitale, Lomé. Le principe est simple : les petits vendeurs et artisans s'inscrivent par téléphone avec leur carte d'électeur, sur laquelle figure leur profession. Les hommes sélectionnés reçoivent mensuellement 10 500 francs CFA (16 euros) pendant cinq mois, 12 250 francs CFA pour les femmes (18,50 euros), soit un tiers du smic local. Les bénéficiaires reçoivent l'argent sur un compte lié à leur opérateur téléphonique et peuvent le récupérer en cash dans un point de retrait à proximité, un système très répandu en Afrique.



Mais pour réussir à toucher le reste du pays, il a fallu innover. C'est la Prix Nobel d'économie Esther Duflo qui souffle la bonne idée aux autorités togolaises : consulter des chercheurs de l'université de Californie, à Berkeley, spécialisés dans l'intelligence artificielle. Ces derniers ont mis au point un algorithme croisant des données satellitaires et téléphoniques pour cibler au mieux les citoyens dans le besoin.



Le premier filtre permet, grâce à l'observation d'images spatiales, d'identifier les habitats précaires en détectant l'état des routes, la qualité des toitures ou la fréquence des plantations. Le village de Ganavé Anamé est choisi avec quelques autres. Mais le nombre d'allocataires est encore trop élevé. Un second filtre est alors appliqué, en collaboration avec les opérateurs de téléphonie. Les données des habitants présélectionnés sont passées au crible : fréquence et durée des appels, montant du crédit disponible sur le téléphone. « Un usager qui appelle peu et reçoit peu d'argent de ses proches sur son mobile sera jugé vulnérable », explique Floriane Acouetey, représentante au Togo de GiveDirectly, une organisation américaine à laquelle s'est associé le gouvernement pour mettre Novissi en œuvre.

L'algorithme mouline alors l'ensemble des données et établit une carte précise de la pauvreté, maison par maison. « Dans les campagnes, il était difficile de distinguer les habitants les plus nécessiteux, explique Cina Lawson, ministre des Postes et de l'Économie numérique. Il nous fallait un outil pour les géolocaliser rapidement et à distance, car les restrictions sanitaires nous empêchaient d'aller sur place. »



Y. FOLLY POUR L'EXPRESS

A la distribution de nourriture, le gouvernement préfère le transfert d'argent, sur les conseils, là encore, d'Esther Duflo. Les paniers alimentaires ? Des nids à corruption et une logistique infernale, alerte-t-elle. 140 000 Togolais ont été sélectionnés grâce à ce système.

Parmi eux, Gbedekpe Ekoue. Cette femme de 45 ans avait laissé son téléphone

« Il nous fallait un outil pour géolocaliser les habitants les plus nécessiteux »

à la maison au moment où le bip du message indiquant le versement d'argent a retenti. « A mon retour, mes enfants sont venus m'annoncer la nouvelle, j'ai d'abord été surprise, puis j'ai ri de joie », se souvient-elle, enveloppée dans un large pagne aux motifs bariolés. Dans sa cour, elle plonge et tourne à la force de ses bras une grande cuillère en bois dans une marmite remplie de bouillie de maïs posée sur un

feu de bois. « Ça m'a permis d'acheter du maïs, et même suffisamment pour aller en vendre au marché du village », se réjouit cette mère de huit enfants. Si les femmes reçoivent plus d'argent que les hommes, c'est parce qu'elles se préoccupent davantage du foyer, explique le représentant du canton de Ganavé, Ekoe Degbe : « Les maris pensent moins aux enfants, et certains iront même dépenser leur argent dans la boisson », souligne-t-il.

L'aide financière reçue semble toutefois avoir été utilisée à bon escient. « Les ménages bénéficiaires n'ont pas les moyens de gaspiller cet argent, et ils savent que les versements ont une durée limitée », pointe Floriane Acouetey, de GiveDirectly. « A part la nourriture, les familles utilisent ce pécule pour les frais de scolarité, ou le font fructifier en achetant des semences pour la prochaine récolte. »

Mécanicien de deux-roues, Dosseh Teko a, lui, vu son atelier au toit de branches et de feuillages déserté pendant la pandémie. « L'argent ne circulait plus, donc les mototaxis non plus, se désolait-il. L'aide de Novissi m'a permis de faire de la soudure, et j'ai commencé à acheter de l'huile de moteur en gros pour la revendre en petites quantités. »

Grâce à l'aide reçue, Gbedekpe Ekoue a pu acheter suffisamment de maïs pour en vendre au marché.

A ses côtés, un homme se plaint. Il a reçu, lui aussi, le premier versement. Mais il attend toujours les suivants. Quelques autres habitants évoquent un problème similaire. Des soucis techniques minoritaires, assure de son côté GiveDirectly, qui projette de répliquer son modèle au Kenya.

Un petit attroupement se forme. Des habitants se demandent pourquoi quelques-uns ont touché une aide et pas d'autres. Certains n'hésitent pas à accuser le gouvernement. Lors de la première phase du programme Novissi, l'an dernier, l'opposition togolaise a accusé le pouvoir autoritaire de Faure Gnassingbé – successeur en 2005 de son père, qui fut président pendant trente-sept ans – de clientélisme. Le régime aurait cherché à favoriser ses sympathisants. Une accusation rejetée par les autorités, qui certifient également que les données utilisées par l'algorithme sont anonymisées et protégées.

« Le digital, c'est notre avenir, insiste pour sa part la ministre Cina Lawson. C'est notre clef pour développer le pays en incluant toute la population. » Tirant un bilan positif de l'expérience Novissi-GiveDirectly, le gouvernement compte pérenniser cet outil et l'utiliser en cas d'autres crises sanitaires ou climatiques.

« Le mécanisme Novissi peut servir de modèle de développement de la protection sociale » en Afrique subsaharienne, écrivait en 2020 Mouhamadou Moustapha Ly, économiste à l'université Mohammed VI Polytechnique, au Maroc. Si « des efforts importants sont consentis par les pays africains en matière de financement des filets sociaux [...], un nombre important de ménages demeurent sans couverture sociale en Afrique », observait-il.

A Ganavé, Nouglo Amoussou-Dabla est satisfait. Avec cette allocation, l'éleveur a pu agrandir son troupeau de chèvres. « J'aimerais bien que les versements continuent, je pourrais offrir des études supérieures à mes enfants », envisage-t-il, avant d'ajouter, soudainement inquiet : « J'espère juste qu'ils n'ont pas fait d'erreur et que je ne devrai pas rembourser ! » ✨

Ce reportage a été réalisé en partenariat avec le Centre européen du journalisme et le soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates.



192 pays sont représentés, dont la France avec un pavillon imposant.

LES AFFAIRES REPRENENT

A quoi sert (encore) l'Exposition universelle ?

Le 1^{er} octobre s'ouvre pour six mois l'Exposition universelle de Dubaï. Que vont y faire au juste les entreprises tricolores ?

PAR SÉBASTIEN POMMIER

Il souffle un air de renouveau sur Dubaï. A la veille de l'ouverture de l'Exposition universelle 2020, décalée d'un an pour cause de pandémie, les autorités locales piaffent d'impatience. Il faut dire que les Emirats arabes unis ont mis le paquet pour cette première édition au Moyen-Orient du rendez-vous mondial de la connaissance, dont le thème est « Connecter les esprits, créer le futur ». Depuis leur création en 1851 à Londres, les Expos, qui ont notamment donné naissance à la tour Eiffel (1889), sont « une sorte

de Jeux olympiques de l'architecture et de l'économie », explique Pascal Lamy, ancien directeur général de l'OMC et ex-sherpa de la candidature France Expo 2025.

Pour Dubaï, qui a peu de pétrole dans le sous-sol, c'est une opportunité unique de marquer son territoire. Toujours engagé dans sa politique d'influence globale, l'émirat a investi 8,2 milliards de dollars pour en assurer le succès, faisant notamment sortir de terre une ligne de métro pour l'occasion. Très axé sur le tourisme et les divertissements, l'émirat, qui a accueilli 16,7 millions de visiteurs

en 2019, espère en attirer 25 millions à la faveur de cet événement.

Au micropays de la démesure, sur une zone de 4,5 kilomètres carrés, les pavillons des 192 pays participants ont donc poussé à l'ombre de palmiers. Celui des locaux ressemble à un gigantesque faucon. A côté, celui de l'Arabie saoudite a été dessiné comme une grande fenêtre à ciel ouvert. La France, elle, a choisi de travailler sur la lumière, et aura « l'un des plus importants », prévient Erik Linquier, le commissaire général mandaté par le gouvernement pour mener le projet. Mais avec la menace Covid-19, à quoi faut-il s'attendre ? « Les Dubaïotes savent qu'il y a 25 épées de Damoclès au-dessus de leur tête, mais on sent un vent d'optimisme. Il y a une volonté pour que ça démarre fort, avec des allègements sur les contraintes sanitaires. On s'attend donc à avoir plus d'Européens que prévu », poursuit le Français, qui met la dernière main au pavillon.

La particularité des expositions universelles est que celles-ci ressemblent à de gigantesques salons, drainant à la fois un grand public avide d'innovation et de découverte, et des professionnels qui ont des solutions à promouvoir. C'est pour cela qu'une trentaine d'entreprises françaises (Orange, Engie, Accor, Renault, EDF...) ont mis la main au portefeuille pour être présentes à Dubaï. « Le budget de la France est de 30 millions d'euros, dont un tiers est réglé par le privé, détaille Erik Linquier. Mais cela nous situe encore loin derrière les Chinois (120 millions d'euros), les Japonais (90 millions), les Américains (70 millions), les Allemands et les Italiens (50 millions) ». Il n'empêche que c'est déjà plus qu'à la dernière édition à Milan en 2015, où les entreprises tricolores n'avaient réglé que 2 millions d'euros sur les 20 millions du budget de l'époque. Pour Dubaï 2020, les deux plus grands sponsors français s'appellent donc Orange et Engie, qui ont déboursé, selon nos informations, 1 million d'euros chacun pour s'afficher en XXL sur le pavillon. « Cet événement est l'opportunité pour le groupe de porter ses valeurs au-delà des 26 pays dans lesquels il est présent. Dubaï a pris le virage de la *smart city*. Il est donc intéressant pour nous de valoriser dans la région notre savoir-faire », souffle-t-on chez l'opérateur télécom français.

Un accent particulier étant mis sur la mobilité cette année, la RATP n'a pas

manqué non plus de monter dans le train. Sa filiale RATP Dev, gestionnaire de réseaux de bus, tramways et métros dans 13 pays étrangers, est devenue un acteur clef au Moyen-Orient (à Riyad et Doha, mais non à Dubaï, justement), où les organisations régulatrices de transports sont friandes des compétences tricolores. « Pour nous, c'est une zone critique où l'on réalise un tiers de notre chiffre d'affaires [NDLR : 1,2 milliard d'euros] et où il y a des projets majeurs, notamment en Arabie saoudite et en Egypte. On veut défendre nos positions », justifie Laurence Batlle, présidente de RATP Dev. Derrière ces têtes de gondole tricolores se cachent aussi des start-up innovantes comme Flying Whales et ses ballons dirigeables géants dédiés à la logistique, qui seront l'une des attractions de cette édition.

Des milliers de Français sont donc attendus sur place, notamment des membres de fédérations patronales ou régionales qui veulent profiter de ce premier grand salon post-Covid pour repartir en conquête. Une dirigeante d'un groupe spécialisé dans l'automobile a ainsi fait passer la consigne à ses commerciaux : « J'en ai marre que l'on ne fasse que du Teams. Je veux que vous sortiez et repartiez sur le terrain ! » Le message est clair. Mais est-ce que cela se traduira en commandes ? « Une exposition universelle, c'est plus de l'image que des contrats. Mais, sur les expositions thématiques, qui sont aussi organisées par le Bureau international des expositions (BIE), c'est l'inverse. Après le flop de France Expo 2025, que je regrette, nous travaillons justement à une candidature pour une exposition française dédiée à l'univers du son pour 2027 », nous confie Pascal Lamy, encore à la manœuvre.

C'est le Premier ministre Edouard Philippe qui a retiré en 2018 la candidature de la France pour 2025, expliquant redouter un dérapage financier, la France organisant déjà la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux olympiques en 2024. Pour réconcilier tout le monde, les organisateurs de Dubaï ont fait une fleur aux Français : la journée consacrée à la France – chaque pays aura la sienne – est programmée pour le 2 octobre. L'exécutif tricolore se rendra donc très vite dans le Golfe. « En matière de protocole, c'est pas mal. On verra si cela nous rabiboche avec le BIE », conclut un brin amusé Pascal Lamy. ✱

Cote d'alerte

Les Canadair frisent la limite d'âge

La fabrication du bombardier d'eau canadien est stoppée depuis 2015, faute de commandes. L'Europe projette un achat groupé d'une vingtaine d'avions.

En août, les pompiers ont maîtrisé difficilement l'incendie qui a brûlé 7 000 hectares de végétation et fait deux morts dans l'arrière-pays de Saint-Tropez. Outre ses hélicoptères bombardiers d'eau, la France a pu déployer l'incontournable Canadair, l'avion amphibie capable d'écooper 6 000 litres d'eau en douze secondes pour les larguer au-dessus des flammes. 11 des 12 appareils de la flotte française ont été mobilisés dans l'opération.

« Tous nos moyens ont été concentrés dans le Var. S'il y avait eu un départ de feu au même moment ailleurs, c'était foutu », alerte Jean-Pierre Vogel. Auteur d'un rapport d'information sur le sujet en 2019, le sénateur LR de la Sarthe pointe le risque de « rupture capacitaire » en cas d'incendies simultanés. Une menace à prendre au sérieux avec la hausse des températures due au changement climatique.

Les sapeurs-pompiers s'inquiètent notamment du vieillissement des Canadair, dont la moyenne d'âge dépasse 21 ans. Cela entraîne des besoins supplémentaires en entretien et en réparations, et diminue donc la disponibilité des appareils. Les coûts de maintenance des avions de la sécurité civile ont d'ailleurs flambé d'un tiers en trois ans, passant de 35 millions d'euros en 2018 à 46 millions cette année. La France est donc en discussion avec le constructeur canadien Viking Air, afin que ce dernier reprenne la production des Canadair à l'arrêt depuis 2015 faute de commandes, pour remplacer ses douze « pélicans ». Le coût à l'unité est estimé à 50 millions d'euros.

Pour l'instant, les moyens français de lutte contre les feux de forêt, qui comprennent également 5 avions Dash d'une capacité de 10 000 litres (leur nombre passera à 8 en 2023), suffisent à assurer leur mission. Mais la menace s'étend. Face à des catastrophes naturelles qui ne connaissent pas les frontières, les pays européens se mettent par ailleurs à mutualiser leurs moyens. L'UE a créé il y a deux ans une flotte commune appelée RescEU, mise à



Chaque avion coûte 50 millions d'euros.

disposition par six pays dont la France, et actuellement composée de 14 avions et de 7 hélicoptères. Elle est mobilisée lorsque l'ampleur d'une catastrophe dépasse les capacités de réaction d'un pays membre. « Plus de 75 % du coût de l'intervention est pris en charge par l'UE, les 25 % restants sont payés soit par le pays bénéficiaire soit par le pays propriétaire de l'avion », précise Alexandre Jouassard, porte-parole de la direction générale de la Sécurité civile. C'est dans le cadre de ce mécanisme de solidarité que la France a envoyé cet été des Canadair en Grèce et en Italie.

L'Europe doit néanmoins investir pour faire face aux menaces futures. Elle serait prête à subventionner l'achat mutualisé d'une vingtaine de nouveaux avions. Un tel volume pourrait convaincre Viking Air de relancer la chaîne de fabrication des Canadair. Signe encourageant, l'entreprise basée en Colombie-Britannique (Canada) négocie en parallèle des ventes de son avion amphibie avec les Etats-Unis, le Canada et l'Indonésie. Paris compte annoncer des acquisitions l'an prochain, pendant la présidence française de l'UE. Il n'y a pas encore le feu, mais il y a urgence. ✱

THOMAS LESTAVEL

La face cachée de Facebook

L'INQUIÉTANTE VÉRITÉ. ET SI FACEBOOK N'ÉTAIT PAS VOTRE AMI ?

PAR SHEERA FRANKEL ET CECILIA KANG,
TRAD. DE L'ANGLAIS (ÉTATS-UNIS)
PAR NATHALIE CUNNINGTON, VALÉRIE
LE PLOUHINEC ET BÉATRICE TAUPEAU.
ALBIN MICHEL, 334 P., 19,90 €.



Rarement une entreprise n'aura été examinée d'aussi près, ni passée au crible avec autant d'opiniâtreté que dans ce nouveau livre consacré à Facebook. Cet ouvrage est le résultat de plus de mille heures d'entretiens avec

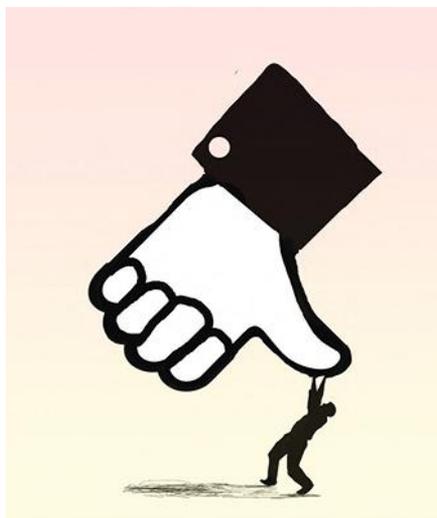
plus de 400 personnes, salariés, ex-salariés, cadres, investisseurs et conseillers de Facebook, ainsi que d'un grand nombre de documents internes (e-mails, mémos, rapports). Il n'en fallait pas moins pour approcher au plus près la « vérité » de Facebook et extirper des tréfonds d'une entreprise, qui cultive pourtant le secret, ses intentions les moins avouables. Et il faut dire qu'à ce jeu, Sheera Frankel et Cecilia Kang, deux journalistes d'investigation du *New York Times*, dans les domaines de la cybersécurité et des nouvelles technologies, marquent des points.

Elles commencent par détruire ce qui est pour elles une fiction : celle d'un Mark Zuckerberg pétri de bons sentiments, mais dépassé par sa propre créature, et qui se serait égaré en chemin en adoptant les codes les plus rudes de l'Amérique « *corporate* ». En réalité, affirment les auteurs, dès 2007, soit trois ans après la création de Facebook, son fondateur avait parfaitement conscience du potentiel du réseau social et de la possibilité d'en faire une puissance mondiale – projet qu'il a conçu avec Sheryl Sandberg, rencontrée à Noël 2007 alors qu'elle travaillait chez Google et qui a rejoint l'entreprise en mars 2008. Elle va y déployer des talents hors pair au point de devenir rapidement la directrice

des opérations de la société, dont elle a quasiment inventé le modèle économique, basé sur la publicité.

Sur le chemin de la réussite, Facebook n'a pas ménagé ceux qui voulaient lui faire de l'ombre. « Au lieu d'affronter la concurrence au mérite, la firme a joué de sa position dominante pour éliminer ses rivaux afin de mieux exploiter ses utilisateurs et de gagner des milliards en faisant des données personnelles sa vache à lait », écrivent Sheera Frankel et Cecilia Kang. Sheryl Sandberg serait celle qui aurait inventé le système pour faire de ces informations une « commodité » comme le sucre ou le blé et des instruments financiers propres à être négociés sur le marché.

Surtout, ce que révèle le livre des deux journalistes américaines est l'espèce de fascination des équipes de Facebook face à la puissance que leur donne l'accès aux données personnelles des utilisateurs. Une enquête interne a notamment révélé que, pendant des années, des milliers d'ingénieurs ont utilisé les nouveaux produits qu'ils avaient mis au point pour violer l'intimité des internautes et infiltrer leur vie. Ces déviances sont le produit de la permissivité instaurée par Mark Zuckerberg lui-même, pour lequel il n'était pas question de limiter d'une façon ou d'une autre la quantité d'éléments récoltés. Une passion qui est l'origine même de la création du réseau en 2004, qui va devenir une véritable frénésie : en quelques mois, Facebook compte plus de 5 millions d'utilisateurs.



La firme n'affronte pas la concurrence au mérite, mais joue de sa position de n° 1.

Mais depuis quelques années, les nuages s'accumulent sur l'entreprise de Menlo Park (Californie), qu'il s'agisse de l'affaire Cambridge Analytica, de la profusion des *fake news* et des thèses complotistes, des intrusions de hackers russes lors des élections présidentielles américaines de 2016 ou des auditions de Mark Zuckerberg devant les commissions d'enquête du Sénat ou de la Chambre des représentants. Les auteurs décrivent avec talent la façon dont les dirigeants de Facebook sont chaque fois dans le déni, tout en utilisant avec un certain cynisme tous les ressorts de l'influence, du lobbying, parfois de la

Des milliers d'ingénieurs ont violé l'intimité des internautes et infiltré leurs vies

menace voilée pour défendre leur place forte. La question de retirer de Facebook les messages conspirationnistes ne sera vraiment traitée que durant l'été 2020 et ne portera que sur une toute petite partie des contenus visés. Ce n'est qu'en octobre que le réseau social décidera par exemple le retrait total de tous les comptes QAnon et sa nouvelle politique en matière de contenus négationnistes. Trop peu et trop tard. Cela n'empêchera pas les émeutiers du Capitole, en janvier 2021, d'avoir préparé leur montée à Washington sur Facebook, sans alerter plus que cela les gestionnaires du réseau social.

L'image qui ressort de ce livre est celle de dirigeants qui n'ont d'autre objectif que de maximiser les profits de l'entreprise et de ses applications sœurs, sans considérations morales quant à la façon d'exploiter jusqu'à la lie les données personnelles des utilisateurs et de faire du réseau social le porte-voix favori des extrémistes. Au-delà des messages que veulent véhiculer les dirigeants de Facebook sur leur attachement à la démocratie et à la vérité, la réalité est plus crue et modifie assez substantiellement la perception que l'on peut avoir de tous ceux qui, dans la galaxie des géants d'Internet, veulent « changer le monde ». ★ **FRANÇOIS ROCHE**

Après le « quoi qu'il en coûte », le retour de la valeur travail

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

Les plans d'investissement sont nécessaires pour préparer l'avenir, mais collectivement, il va falloir travailler davantage.

Partout dans le monde, on relance l'économie et on a bien évidemment raison. Les Etats-Unis multiplient les milliers de milliards de dollars de dépenses. La Chine surveille les effets de son plan d'investissement et du plan quinquennal 2021-2025, et se tient prête à faire davantage encore le cas échéant. Même le Vieux Continent se convertit désormais à l'injection d'argent public afin de dynamiser la croissance, via le plan NextGenerationEU, à savoir 750 milliards d'euros que la Commission européenne peut emprunter sur les marchés. Rappelons qu'il y a deux ans, les Allemands ne voulaient pas

Sans travail, s'endetter ne sert à rien et peut même s'avérer contreproductif

entendre parler d'eurobonds. Ils y sont pourtant venus, amenant l'Union à faire sa révolution quantique vers le fédéralisme financier. L'opinion publique n'est pas suffisamment consciente de ce changement majeur.

Pas question de critiquer ces plans ici car, même s'ils coûtent cher, ils sont utiles. Ils prennent prétexte de la crise pour répondre à des questions qui lui préexistaient : problèmes d'infrastructures ou d'inégalités aux Etats-Unis, difficultés liées à l'innovation en Europe, enjeux de décarbonation de l'économie partout. Simplement, il ne faudrait pas tomber dans l'illusion qui consiste à penser que ces plans de relance, financés par une épargne mondiale abondante et par l'argent créé par les banques centrales, sont des baguettes magiques joyeusement utilisables par les gouvernements.

La réalité économique est malheureusement plus complexe, et il faut se remémorer le matérialisme marxiste pour s'en convaincre : in fine, toute valeur vient du travail. On commence d'ailleurs à le voir concrètement, y compris en France. On déverse, par exemple, de l'argent public dans l'objectif de structurer la filière hydrogène, mais on manque cruellement d'ingénieurs pour la monter. Et les cas analogues sont loin d'être rares.

L'analyse contemporaine exprime les choses un peu différemment, mais l'idée est la même. A long terme, les deux tiers de la croissance économique émanent du progrès technique, et le tiers restant de la quantité de travail. Le Prix Nobel d'économie Paul Krugman évoque un tiers de transpiration et deux tiers d'inspiration. Mais comme l'inspiration vient rarement sans transpiration, on est obligé de se rendre à la raison marxiste : tout vient du travail, ou encore, sans travail, s'endetter non seulement ne sert à rien, mais peut même s'avérer contreproductif.

Voilà donc le grand sujet de l'après-crise, qui appelle des mesures de la part des pouvoirs publics, mais aussi des entreprises. Nos pays ont besoin de générer une forte croissance économique ces prochaines années : pour augmenter la mobilité sociale, pour financer la protection sociale et la transition écologique, pour rembourser la dette publique... En France, il faudrait au moins doubler notre taux de croissance structurelle, de 1 à 2 %. L'effort à fournir est énorme ! Nous allons donc

Ceux qui font miroiter une semaine de quatre jours sont de dangereux irresponsables



devoir collectivement travailler plus, y compris pour innover, ce en quoi ceux qui font miroiter une semaine de quatre jours sont de dangereux irresponsables. Travailler davantage à l'échelle individuelle, cela passe notamment par une réforme du régime des retraites qui, d'une façon ou d'une autre, allongera la durée moyenne de cotisation. Cela passe aussi par la mise en œuvre rapide de la réforme de l'assurance-chômage afin que jamais – au grand jamais – le travail paie moins que le non-travail.

Travailler plus au niveau collectif, c'est continuer de rendre notre marché de l'emploi plus efficace, afin de baisser notre chômage structurel, qui avoisine en France 8 % de la population active. De la rupture conventionnelle aux ordonnances Pénicaud en passant par la loi El Khomri, la France a déjà parcouru un remarquable chemin en la matière. Il faut le poursuivre en rendant notre formation professionnelle et l'intégration en entreprises des jeunes (notamment les non-diplômés) plus efficaces.

Cet agenda du « travailler plus » sera acceptable et même enthousiasmant à partir du moment où les entreprises joueront leur rôle, en améliorant la qualité du management et en revalorisant, partout où c'est possible, les salaires. Comme le disent souvent les chefs d'entreprise eux-mêmes, on ne peut pas tout attendre de l'Etat... ✱

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est directeur du cabinet de conseil Asterès.

POIL À GRATTER

Fonds activistes : prédateurs ou chevaliers blancs ?

S'ils sont loin d'être des saints, ces investisseurs sourcilleux bousculent souvent des directions d'entreprises qui en ont bien besoin.

PAR RAPHAËL BLOCH

Joseph Oughourlian adore le football. Les matchs tendus, le propriétaire du club de Lens sait ce que c'est, et pas seulement parce qu'il n'en loupe pas un le week-end. Pendant plus de deux ans, celui qui est aussi le patron du fonds d'investissement britannique Amber Capital a bataillé contre Arnaud Lagardère pour obtenir son limogeage de la tête du groupe qui porte son nom. Le combat a été rude, les phases d'attaque et de défense ont été innombrables. Et l'investisseur l'a finalement emporté : « l'héritier » va lâcher les rênes du groupe de médias et d'édition. Dans la foulée, Joseph Oughourlian a annoncé qu'il allait céder ses parts à Vivendi pour un peu plus de 600 millions d'euros. « Joseph a obtenu ce qu'il voulait », explique un investisseur qui le connaît bien. Dans l'opération, le Français basé à Londres aurait récupéré ainsi un peu plus de 200 millions d'euros.

Le patron d'Amber Capital n'est pas un investisseur comme les autres. Il est ce que l'on appelle un « activiste », c'est-à-dire un actionnaire qui investit dans une société en espérant influencer la stratégie du management pour faire monter le cours de Bourse et réaliser une jolie plus-value. Ces acteurs, comme Amber Capital, qui gèrent souvent quelques centaines de millions d'euros, sont de plus en plus présents en Europe et en France. On les a vus s'agiter au capital de grands groupes comme Pernod

Ricard ou Scor, ou plus récemment chez Danone, où ils ont obtenu le départ du PDG Emmanuel Faber. Et, chaque fois, ils sont passés pour d'affreux jojos, uniquement obsédés par l'argent, le cours de Bourse et les questions de rentabilité. Et si, comme souvent, la réalité était plus complexe ?

Bien sûr, avec leur stratégie à la husarde et les mots durs couramment employés contre leur cible, Amber Capital, CIAM, Bluebell Capital et autres ne se font pas que des amis. « On ne se lève pas le

Leur méthode est toujours la même. D'abord discuter avec le groupe cible

matin en se demandant qui on va aller emmerder », s'amuse un banquier qui travaille avec plusieurs fonds activistes en Europe. Dans la majorité des cas, ces investisseurs décident de s'inviter au capital d'une entreprise cotée parce qu'ils considèrent que le management est défaillant, que la valorisation en Bourse est trop faible, bref, qu'il y a des choses à corriger !

Leur méthode est toujours la même. D'abord discuter avec le groupe cible. « Ça n'a pas de sens d'y aller frontalement.

- P. 52. Fonds activistes : prédateurs ou chevaliers blancs ?
- P. 53. Wizz Air, nouveau trouble-fête de l'aérien
- P. 54. Le chewing-gum en péril

« Quand on peut se mettre d'accord, on le fait, et cela arrive assez souvent », explique Catherine Berjal, cofondatrice du fonds français CIAM. Une méthode en douceur qui évite les mauvaises publicités. « C'est dans l'intérêt de tout le monde », souligne un avocat. C'est quand les deux parties ne sont pas d'accord que les tensions deviennent publiques, comme dans le dossier Lagardère, où Joseph Oughourlian a attaqué la gestion de l'héritier. Difficile de lui donner tort. Depuis la crise de 2008, la capitalisation du groupe a fondu de plus de la moitié sans que le groupe n'annonce une stratégie... Au printemps 2020, il valait à peine 2 milliards d'euros !

Dans son combat, l'activiste français n'a pas réussi à tout changer au sein du groupe. Mais il a obtenu la fin de la commandite qui permettait à Arnaud Lagardère, avec moins de 10 % du capital, d'en verrouiller le contrôle. « Personne n'osait le dire, parce que les gens ne veulent pas passer pour les méchants, mais tout le monde était ravi qu'Oughourlian secoue le cocotier et fasse enfin bouger les choses », explique un banquier d'affaires.

Ce changement a déjà produit des effets. Le cours est progressivement remonté, ce qui a aussi permis à Joseph Oughourlian de revendre ses parts. « Ça faisait des années que les choses tournaient à l'envers chez Lagardère », souligne un investisseur. Un son de cloche qui rappelle un peu celui que l'on a entendu chez Danone. L'un des associés de Bluebell Capital, qui a bataillé contre Emmanuel Faber, se souvient : « On trouvait que le cours de Bourse ne correspondait pas au potentiel de l'entreprise, il était trop bas, donc on a pris une part du capital et contacté le management pour discuter de notre vision. » Une vision que l'on retrouve dans un document de plusieurs dizaines de pages qui relate par le menu comment Danone a décroché par rapport à ses concurrents, notamment Nestlé.

Car, avant de se lancer, les activistes passent au crible la société. « Quand un fonds de ce type arrive à votre capital, c'est qu'il a des arguments », confirme Alain



Minc, qui travaille avec plusieurs groupes du CAC 40. Marges, dettes, chiffre d'affaires... Tout est passé au peigne fin, jusqu'à la moindre activité pouvant être cédée. « On a des équipes d'analystes qui scannent les entreprises », explique Catherine Berjal. Les activistes travaillent même tellement les dossiers que certains fonds connaissent mieux les entreprises que les patrons eux-mêmes. C'est ce qu'aurait confié Alexandre Ricard au fonds américain Elliott lorsque celui-ci a débarqué au capital de sa société en 2018 avec un plan de transformation radical. Après un dialogue assez tendu, les deux parties vont finalement se mettre d'accord. « On a beaucoup discuté avec Elliott, c'est normal, vous discutez toujours avec vos

Le podium

Les 3 plus gros activistes de la planète :

- Elliott Management**
40 milliards \$
- Icahn Partners**
25 milliards \$
- Third Point**
17 milliards \$

actionnaires. Mais on avait en réalité déjà l'intention de faire une bonne partie de ce qu'il proposait », explique-t-on du côté du n° 2 mondial des vins et spiritueux.

Les activistes sont-ils pour autant des chevaliers blancs? Pas forcément. Certains s'inquiètent d'ailleurs de leur puissance. « Nous ne sommes pas contre les activistes sur le principe, mais ils peuvent aussi être très déstabilisants », explique David Chase Lopes, dirigeant de DF King, une société qui accompagne les entreprises face aux attaques de ces investisseurs avides. D'autant plus que leur terrain de jeu ne cesse de s'agrandir avec le développement des critères extra-financiers liés à l'environnement ou à la parité homme-femme. « La rentabilité d'une société ne se discute pas trop, mais en ce qui concerne les critères sociaux et environnementaux c'est beaucoup plus vague », reconnaît un banquier. Encore un débat qui risque d'opposer et dirigeants et activistes. *

Vent d'Est

Wizz Air, nouveau trouble-fête de l'aérien

Méconnue en France, la compagnie hongroise a tenté de croquer EasyJet. Avec son modèle ultra low cost, elle bouscule le marché.

Chez Wizz Air, plus que partout ailleurs, « l'argent est roi ». C'est même la ligne directrice de son patron, le Hongrois Jozsef Varadi, ancien PDG de la compagnie nationale Malév. Quand cet ex-haut cadre de Procter & Gamble lâche un poste confortable dans la multinationale pour prendre en 2003 le manche de la compagnie low cost, il n'imaginait pas une seconde que, près de vingt ans plus tard, il bataillerait dans le ciel européen avec les leaders du secteur, Ryanair et EasyJet. Et Wizz Air, avec 1,7 milliard d'euros d'argent frais en soute, s'est senti pousser les ailes pour tenter de mettre la main sur ce dernier!

Début septembre, une offre de rachat hostile est ainsi arrivée sur le bureau d'EasyJet, forçant la compagnie à demander une augmentation de capital de 1,2 milliard d'euros (soit un tiers de sa capitalisation boursière!) à ses actionnaires pour ne pas se faire avaler tout cru. Il faut dire que, même si son cours de Bourse a stagné à cause de la pandémie, Wizz Air vaut aujourd'hui plus que sa rivale anglaise. Et le rapport de force n'est pas près de s'inverser, puisqu'elle semble mieux armée pour redécoller. « Au début de l'épidémie, on ne savait pas comment on allait payer les gens. Mais nous sommes restés concentrés sur l'idée de préserver le cash à tout prix », racontait en novembre dernier Jozsef Varadi, lors du Paris Air Show.

Comme dans toutes les compagnies, le PDG de 55 ans a donc serré les boulons. Sévèrement. Il a fait passer sa masse salariale de 231 millions d'euros en 2020 (4 400 employés) à 131 millions d'euros en 2021 (3 960 employés), et celle-ci ne pèse plus que 10 % de ses coûts. En parallèle, il a continué sa politique de recrutement et de formation de jeunes pilotes, l'âge moyen dans l'entreprise étant d'à peine 33 ans. Même si ses revenus ont chuté de 73 % sur

► un an, Wizz Air, dont le siège social est en Suisse, a brûlé moins d'argent que ses concurrents : l'entreprise a perdu 732 millions d'euros l'année dernière, quand Air France en perdait sur le seul mois de mai 2020 près de 400 millions.

Il faut dire que son positionnement stratégique, mais aussi géographique, est un atout. Axée sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, Wizz Air rafle près de 50 % de parts de marché sur une dizaine de pays de l'ex-URSS, loin devant Ryanair, son principal concurrent dans la zone. La compagnie irlandaise affiche un prix moyen par billet de 37 euros, Wizz Air de 43 euros, quand EasyJet est à 59 euros. « Ils sont sur un modèle ultra low cost avec une croissance forte. Ils ont été parmi ceux qui ont fait voler le plus d'avions cet été par rapport à leur niveau d'avant crise », constate Philippe Berland, du cabinet de conseil Sia Partners.

Adossé à un puissant actionnaire, le fonds américain Indigo Partners, Wizz Air a du carburant dans le moteur. C'est la compagnie qui affiche la flotte la plus jeune sur les tarmacs (5 ans contre 8 ans chez Ryanair et 11 chez Air France-KLM). Dans ses nouveaux A321neo, Wizz Air peut transporter 239 passagers, contre 180 sur la plupart des A320. Et si l'on compare au leader encore incontesté Ryanair qui vole majoritairement sur Boeing, la compagnie hongroise accueille 30 personnes de plus par avion. « Wizz Air est un peu comme nous, ce sont des opportunistes, à la différence d'EasyJet qui n'est pas vraiment low cost. D'ailleurs, je n'ai pas été surpris par leur offensive sur eux », confie à L'Express Jason McGuinness, le directeur commercial de la compagnie irlandaise.

Même si Jozsef Varadi n'a pas concrétisé son raid, il continue à chercher de la croissance. Wizz Air vient ainsi de monter une filiale à Abu Dhabi dont l'objectif est d'apporter de nouveaux clients au hub d'Emirates... et inversement. « Ils font partie des compagnies aériennes qui ont connu une forte croissance ces dernières années en tirant profit de leur positionnement géographique, comme Turkish Airlines avec les axes Europe-Moyen Orient et Europe-Asie », souffle le consultant Philippe Berland. Car, comme le rappelait il y a moins d'un an Jozsef Varadi, « le monde change, et il faut savoir tirer avantage de la situation ». *

SÉBASTIEN POMMIER

FIN DE RÈGNE

Le chewing-gum en péril

Les consommateurs boudent le *bubble gum*, considéré comme vieillot.

Coup de frein sur la gomme. Mars Wrigley a annoncé mi-septembre l'arrêt d'ici à un an de la production de tablettes Freedent à Biesheim (Haut-Rhin) et l'ouverture d'un PSE afin de supprimer 280 postes sur 350. « C'est la mort du site, un démantèlement industriel », s'est insurgé Didier Dossmann, délégué CFDT à l'usine proche de Haguenau. C'est aussi la fin d'une époque. Selon sa date de naissance, on se souvient des soldats américains, des faux tatouages Malabar, de « la fraîcheur de vivre »... Mais voilà, le petit bout de polymère pollue la planète et, trop sucré, symbolise la malbouffe. Résultat, les ventes en Europe de tablettes, le format traditionnel, ont chuté de 37 % de 2016 à 2019. La pandémie de Covid-19 lui a porté l'estocade. Avec le télétravail et l'interdiction des sorties nocturnes, conserver une haleine fraîche n'était plus indispensable. En avril 2020, le marché français a dévié de 54 %.

Les multinationales Mars Wrigley, Mondelez (Hollywood, Oral-B, Simple) et Perfetti Van Melle (Mentos), qui se partagent ce marché, cherchent la formule magique pour relancer les ventes. L'année dernière, ils ont supprimé le dioxyde de titane en raison des risques pour la santé. Mondelez a également banni le BHT en tant que potentiel perturbateur endocrinien. « Début octobre, la sucralose [NDLR : édulcorant artificiel] remplacera l'aspartame. Et les colorants de Greenfresh et Icefresh d'Hollywood ne seront plus de synthèse », promet Audrey Flachat, chef de marque chez Mondelez.

De son côté, la marque Too Good renoue avec le sapotillier, arbre exotique à la sève élastique déjà connu des Mayas et des Aztèques, et s'interdit d'ajouter aspartame et sucre. Tout comme Ludovic Rachou, fondateur



GETTY IMAGES/ISTOCK

de la foodtech One Gum, qui revendique une démarche durable : « Bonsai est un chewing-gum biodégradable. Même le packaging respecte l'environnement puisqu'il est en carton issu de bois exploité de façon durable. » Mâcher écolo se mérite : Bonsai est vendu deux fois plus cher qu'une gomme standard.

Le chewing-gum tente aussi de renaître avec de nouvelles promesses. Chaque dragée de la marque Kaya lancée par Gaétan Laederich contient 5 milligrammes de CBD – ou cannabidiol, molécule du chanvre, qui n'est pas considérée comme un stupéfiant –, « juste ce qu'il faut pour se sentir léger ». Plus sage, Audrey Flachat mise sur l'hygiène bucco-dentaire pour promouvoir Oral-B sans sucre, lancé l'année dernière grâce à une licence Procter & Gamble : « Ce produit apporte du fluor. Nous ciblons les 35-45 ans, qui prennent soin de leur dentition. » Autant de petites bulles qui feront difficilement revenir le temps glorieux du chewing-gum. *

MARIE NICOT

VITRINE

L'éolien offshore en opération séduction

Le premier parc français entrera en service à Saint-Nazaire fin 2022. La filière veut montrer qu'elle est prête à relever le défi industriel.

PAR LUCAS MEDIAVILLA

Une si longue attente. Dans le port de Saint-Nazaire, il n'y a pas que les paquebots de croisière en construction qui se languissent de la mer sous le soleil encore vif de cette fin septembre. A quelques encablures des Chantiers de l'Atlantique et de ses navires démesurés, des dizaines de pales, nacelles et mâts d'éoliennes attendent là, entreposées comme sur une étagère avant la sortie inaugurale en mer tant désirée. Attribué en 2011 à EDF Renouvelables, le parc éolien de Saint-Nazaire sera le premier à voir le jour sur les côtes françaises.

Le début de l'exploitation est prévu pour fin 2022, après onze longues années de procédures administratives. Pêcheurs, plaisanciers ou encore habitants de La Baule toute proche : chacun y est allé de son recours pour s'opposer à l'installation du parc, qui doit fournir à terme près de 20 % de la consommation électrique en Loire-Atlantique. Il y a deux semaines encore, une plainte déposée par un collectif de pêcheurs français contre les tarifs de rachat accordés par l'Etat pour l'électricité de ces éoliennes a été déboutée à Bruxelles.

Venu constater l'avancée des travaux en mer ce matin-là, le président historique du Syndicat des énergies renouvelables, Jean-Louis Bal, prend soin de ne pas trop charger les opposants d'hier. Et préfère regarder vers l'avenir : « On va dire que c'est

une spécificité française. Ce premier parc permettra de surmonter les dernières réticences, et de mieux planifier à l'avenir le déploiement des prochains projets. » Sans doute. En attendant, il faut délivrer les 80 premières éoliennes offshore françaises en temps et en heure... et sans surcoûts. Surtout pas de dérapage – question de crédibilité pour toute une filière, qui se sait attendue au tournant dans un contexte d'hostilité grandissante.

Le défi organisationnel, du reste, est loin d'être anodin. Sur le hub logistique de GE Renewable Energy, qui longe l'estuaire de la Loire, la filiale française du géant américain General Electric (GE) se tient prête. Les 12 hectares qu'elle loue au port de Saint-Nazaire accueillent depuis maintenant plusieurs mois les éoliennes en version kit d'assemblage.

72 pales (73 mètres de longueur chacune), sur les 240 que compteront les 80 mâts de la ferme, ont déjà fait le voyage depuis l'Espagne, tandis qu'une quarantaine de nacelles sont, elles, venues de l'ex-usine Alstom de Montoir-de-Bretagne, toute proche. Au total, une éolienne pèse 1500 tonnes, soit près de 8 fois plus que leurs homologues terrestres. Forcément, un tel

Quelques chiffres



80

éoliennes vont être posées en mer.

720 000

foyers seront alimentés par la production du parc.

2 milliards

d'euros d'investissement par EDF et ses partenaires.



L'installation, qui abritera 80 éoliennes,

gigantisme se retrouve dans la facture. Pour ce parc d'une capacité de 480 mégawatts, EDF Renouvelables et les autres actionnaires du projet vont devoir déboursier 2 milliards d'euros.

Au regard du contrat de rachat d'électricité garanti par l'Etat, 150 euros le mégawattheure pendant dix-sept ans, le groupe public et ses partenaires n'auront aucun mal à rentrer dans leurs frais. Mais, à Dunkerque, dernier appel d'offres attribué en 2019, EDF Renouvelables a dû proposer un prix de 44 euros le mégawattheure pour battre la concurrence, et elle devra être au rendez-vous du défi industriel. « Saint-Nazaire, c'est un crash-test. EDF et ses prestataires, qui découvrent ce métier, vont devoir apprendre vite et bien, sous peine de subir la concurrence d'acteurs étrangers dont l'expérience est plus importante », fait remarquer un consultant du monde de l'énergie. La filière, justement. Dans les Pays de la Loire comme partout en France, le décollage de l'offshore génère des emplois. Et pas qu'un peu, clamant à l'unisson les élus et industriels rencontrés ce matin-là : 5 000 selon les études, et jusqu'à 1 200 en Loire-Atlantique, rien



C. PAWLOSKI/EDF RENOUVELABLES

devra à terme fournir 20 % de l'électricité consommée en Loire-Atlantique.

que pour la construction. Un motif de satisfaction évident pour Jean-Jacques Lumeau, vice-président de la communauté d'agglomération. Alors que les paquebots de croisière qui ont fait la renommée de la région sont désormais pointés du doigt pour leur impact écologique, l'élus confie « sa fierté de voir son territoire participer lui aussi à la transition énergétique ».

L'entreprise iconique du secteur, les Chantiers de l'Atlantique, est d'ailleurs pleinement mobilisée. Les sous-stations électriques qu'elle fabrique – chargées d'augmenter la tension de l'électricité produite par les éoliennes pour l'adapter au réseau de transport – seront utilisées sur le parc de Saint-Nazaire. Et le fleuron tricolore ne compte pas s'arrêter là. Devant l'explosion des projets offshore dans le monde, Frédéric Grizaud, directeur d'Atlantique Offshore Energy, département dédié des Chantiers, estime que son entreprise a « une vraie carte à jouer ». Autant dire que les 250 postes déjà créés spécifiquement pour ces sous-stations pourraient se pérenniser. Ajoutés aux 400 de l'usine à nacelles GE de Montoir-de-Bretagne, dont le carnet de commandes est plein pour les cinq

prochaines années, aux 100 de la base de maintenance de La Turballe et aux 200 personnes salariées dans l'ingénierie à Nantes par cette même GE, ce sont près de 1000 emplois industriels qui resteront sur le territoire à la fin de la construction. Selon EDF, on compte pas moins de 200 entreprises françaises, dont une

**Ce sont pas moins
de 200 entreprises
françaises qui se
partagent les contrats**

floppée de PME locales, qui se partagent les contrats sur le projet de Saint-Nazaire.

Un discours aux accents patriotiques bien rodé. A vrai dire, élus et industriels ne font que répéter leurs gammes. Il y a un mois tout juste, l'armada gouvernementale menée par Jean Castex est venue sur le site de Saint-Nazaire se féliciter de « l'atout écologique » de l'éolien offshore,

mais aussi de « sa vocation industrielle ». La leçon du solaire photovoltaïque et de l'éolien terrestre – dont la valeur ajoutée est partie vers les industriels étrangers et qui n'ont généré que trop peu d'emplois locaux – semble avoir été retenue.

Reste à convaincre que, s'il crée des emplois, l'éolien offshore n'en détruira pas en parallèle. Les sept grands projets de parcs lancés par l'Etat depuis 2011 ont suscité des recours de la part de pêcheurs, inquiets de voir ces tours d'acier géantes empiéter sur leur domaine et leur activité. A bord de la vedette qui slalome à 20 kilomètres des côtes entre les 27 mâts jaunes émergeant au-dessus de l'eau, le directeur du projet éolien en mer de Saint-Nazaire, Olivier de La Laurencie, n'esquive pas ce sujet qui fâche. Il sait que les trois épisodes de pollution à l'huile hydraulique sur le chantier éolien de Saint-Brieuc, dont le dernier fin juillet, ont ravivé l'opposition locale au dispositif prévu.

Sur place, transparence et séduction ont donc été les maîtres mots d'EDF pour faire accepter ses mâts dans le paysage. « Nous avons organisé 800 rencontres, 300 réunions d'information et même des roadshows cet été sur les communes de la côte pour parler du projet », explique le dirigeant. Les pêcheurs, eux, ont été ménagés autant que possible. Certaines zones seront certes interdites aux activités pendant les travaux, mais un corridor a été créé pour éviter les détours, et des pêcheurs seront indemnisés. Puis, à la fin du chantier, « ils pourront venir naviguer jusqu'à 50 mètres autour des 80 éoliennes », promet Olivier de La Laurencie.

Après les concertations menées avec l'Ifremer, l'Office français de la biodiversité ou le Muséum national d'histoire naturelle, le directeur du projet assure même que toutes les espèces animales et végétales reviendront coloniser la zone dès la fin des travaux. L'impact sur l'environnement sera selon lui mineur, et compensé, d'autant que le parc a limité son empreinte à 1,1 % des fonds marins de la zone, quand 2,4 % lui étaient alloués par l'appel d'offres. Lors de sa venue fin août, Jean Castex lui-même s'est félicité d'un projet riche en enseignements au niveau de l'acceptabilité. Car il faudra bien le dupliquer. D'ici à 2050, la France compte déployer 50 gigawatts de puissance installée en mer – l'équivalent de 100 fois celle de Saint-Nazaire. ✱

Le retour du pavillon, catastrophe climatique

UNE CHRONIQUE D'AURÉLIEN SAUSSAY

La pandémie a renforcé l'attrait pour les zones périurbaines et rurales. Mais la maison individuelle cumule les défauts environnementaux.

On le croyait dépassé. Un *has been*, vestige bientôt suranné d'un imaginaire figé au siècle dernier. Pourtant, surfant sur la lassitude des confinements successifs, le pavillon connaît une véritable renaissance en France. Dix-huit mois de crise sanitaire ont ainsi débouché sur un bond de 16 % des ventes de maisons individuelles par rapport au niveau d'avant crise. Un retour en grâce que certains saluent même comme le signe d'un désir de nature retrouvée – dernier avatar de la prise de conscience environnementale qui traverse le pays. Célébration un peu hâtive sans doute, puisque le mode de vie pavillonnaire présente l'une des pires empreintes écologiques.

Le pavillon cumule en effet les handicaps environnementaux. Développé en périphérie des villes, il contribue à l'étalement urbain. Dépourvu de bâtiments mitoyens, il est exposé aux éléments, ce qui renforce ses besoins d'énergie en chauffage, ou à défaut de matériaux d'isolation. Dispersé au sein de lotissements éloignés des centres d'activité, il exige la construction de nombreuses voies d'accès goudronnées qui renforcent l'artificialisation des sols. Plus grave sans doute, l'ensemble de ces caractéristiques conduisent à une très faible densité de population.

Or c'est précisément la densité qui permet de réduire l'effet des deux principaux postes d'émissions de CO₂ directement attribuables aux ménages, le transport (28 % du total) et le logement (24 %). Un tissu urbain dense favorise la proximité entre logement, lieu de travail et commerces. La réduction des distances à parcourir au quotidien permet de rendre toute leur place aux déplacements réalisés à pied ou à vélo.

Une densité plus importante ouvre également la voie aux transports collectifs. Les émissions liées aux déplacements d'un ménage au cœur d'un pôle urbain sont ainsi deux fois inférieures à celles d'un

ménage périurbain ou rural. Plus étonnant peut-être, le développement des véhicules électriques n'élimine pas complètement la nécessité des transports collectifs pour que soit atteinte la neutralité carbone : si une voiture électrique émet de 5 à 6 fois moins qu'un véhicule à essence classique (22 g CO₂/km), le tramway par exemple ne dépasse pas 4 g CO₂/km par passager transporté en moyenne.

Le Giec estimait dans son dernier rapport que de 50 à 70 % de la réduction des émissions nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris passaient par la ville. C'est plus vrai encore dans un pays comme la France. Les sources de gaz à effet de serre peuvent se décomposer en cinq grandes catégories : transport, habitat, production d'électricité, industrie et agriculture. Le parc nucléaire a fait de l'électricité française l'une des plus décarbonées d'Europe. La perte de compétitivité des secteurs énérgo-intensifs et les délocalisations successives ont par ailleurs grandement diminué le poids de l'industrie au sein des émissions françaises depuis les années 1990. L'effort du pays doit donc avant tout porter sur le transport et le bâtiment.

Un retour en grâce de l'habitat pavillonnaire rendrait le défi de la neutralité carbone inatteignable. Mais la crise du Covid souligne combien le désir de maison individuelle reste particulièrement fort. Au-delà de l'envie d'espaces verts et d'indépendance, le pavillon périurbain est bien moins cher au mètre carré que les

Seule la densité permet de réduire les émissions de CO₂ liées au transport et au logement



logements de centre-ville. La crise des gilets jaunes, que beaucoup d'analystes ont identifiée comme une « crise du périurbain », est venue rappeler que nombre de Français avaient dû s'éloigner toujours plus du centre des bassins d'emploi pour chercher des logements plus accessibles – et des territoires où ils pourraient accomplir leur rêve de pavillon individuel.

Un habitat plus urbain et plus dense serait bien plus compatible avec nos objectifs climatiques. Mais favoriser aveuglément un modèle qui ne répond pas aux désirs de la majorité ne pourrait conduire qu'à un rejet. A cet égard, l'exemple néerlandais pourrait offrir une solution intéressante. Dès leur essor au XVI^e siècle, les principaux centres urbains des Pays-Bas se sont constitués autour de maisons de ville certes étroites, mais individuelles, disposant pour la plupart de leur propre jardin privatif – même dans les petites et moyennes agglomérations. C'est aujourd'hui près de 80 % des Hollandais qui vivent dans une maison, contre 68 % en France – sans pour autant sacrifier la mobilité décarbonée : 36 % des Néerlandais se déplacent quotidiennement à vélo, pour seulement 4 % en France. Une alternative au fantasme de retour à la nature pavillonnaire fausement vert, mais résolument bétonné, dont nous ferions bien de nous inspirer. ✨

Aurélien Saussay est chercheur au Grantham Research Institute on Climate Change de la London School of Economics.

LA LOUPE

Le podcast quotidien de L'Express



**Du lundi au vendredi,
dès 6 heures du matin sur le
site de L'Express et toutes les
plateformes de podcast.**

Pour mieux saisir les enjeux du monde d'aujourd'hui et de demain, L'Express lance «La Loupe», un podcast pour écouter l'info de plus près.

Dans chaque épisode, d'une vingtaine de minutes environ, Xavier Yvon et un ou plusieurs journalistes de la rédaction sélectionnent un sujet qui compte et l'expliquent en profondeur.



COUP DE VIEUX

Réseaux sociaux, la nouvelle vague

Les applications dédiées à la « génération Z » ont décollé pendant la pandémie. Elles attirent les annonceurs et ringardisent Facebook.

PAR EMMANUEL PAQUETTE

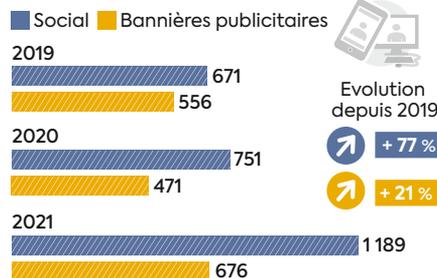
« Magali, Magali qu'est-ce que tu fais ? Magali ! » Il suffit de tendre l'oreille pour entendre dans les cours de récréation la chanson *Point Cue* de Mara, entonnée à tue-tête. Devenu culte dans les écoles en cette rentrée scolaire, repris même parfois en classe, ce refrain est devenu viral, échangé plus de 100 000 fois en quelques semaines sur le réseau social TikTok, propriété du groupe chinois ByteDance. Et gare à ceux à qui échappe cette tendance. « Si tu n'es pas connecté et que tu ne connais pas ce morceau, tu te trouves complètement isolé des autres », estime Léo, 13 ans. Lui et ses amis discutent sur WhatsApp, regardent des courtes séquences sur TikTok ou Snapchat. Parfois même, ils se lancent ensemble dans des parties de jeux vidéo endiablées en discutant à 15 sur la messagerie en ligne Discord, un moyen de communiquer et d'élaborer des stratégies entre eux. Mais aucun n'a jamais installé sur son téléphone le réseau social le plus populaire de tous, Facebook. Trop vieux, trop ringard. Surtout, les adolescents ne veulent pas courir le risque d'y croiser leurs parents ou, pis encore, leurs professeurs. Chose pratiquement impossible sur la nouvelle vague d'applications mobiles à succès tant il est peu probable d'y tomber sur des quadragénaires, encore très minoritaires. Ils ont donc tout loisir de rire aux facéties, sans

paroles, du Sénégalais Khaby Lame, 21 ans, suivi par 111,9 millions de personnes dans le monde. Quand d'autres préfèrent s'inspirer des chorégraphies de l'Américaine Charli D'Amelio, 17 ans, dont les déhanchements font chavirer les 124 millions d'abonnés à son profil.

Déjà populaires bien avant la pandémie, ces services ont enregistré un boom de leur fréquentation lors des différents confinements, utilisés par les plus jeunes afin de conserver un lien, même virtuel, avec leurs amis. TikTok le premier. Il est passé de 507 millions d'installations à la fin 2019, à près de 2 milliards un an après,

Réseaux sociaux : la nouvelle vague

Estimation des investissements au premier semestre, en millions d'euros net



Les jeunes passent chaque jour **3 fois plus de temps** sur les réseaux que l'ensemble des Français.



SOURCES : OBSERVATOIRE EPUB, MÉDIAMÉTRIE

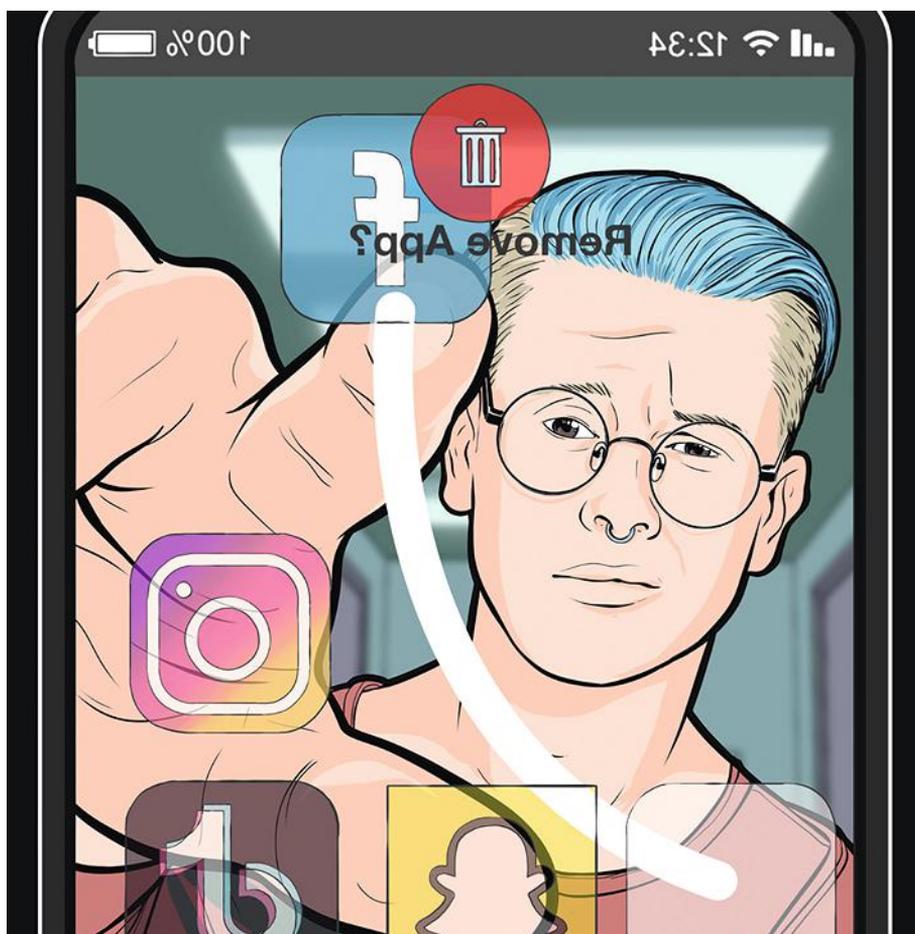
devenant ainsi le logiciel mobile le plus téléchargé au monde. « Nous avons constaté une croissance énorme de notre plateforme, qui a récemment atteint les 100 millions d'utilisateurs actifs en Europe », confirme Stuart Flint, vice-président des ventes sur le Vieux Continent.

Et l'Hexagone ne fait pas exception. Le trio gagnant de la pandémie se compose, dans l'ordre, de Snapchat, d'Instagram et de TikTok. « Plus de 8 Français sur 10 ont consulté mensuellement des messageries et réseaux sociaux. Sans surprise, les jeunes ont été les plus adeptes de cette pratique : ils y ont consacré chaque jour 3 fois plus de temps que l'ensemble des Français, soit deux heures et douze minutes », souligne l'institut Médiamétrie dans son étude annuelle Click & Connect.

Plus longtemps connectés, les 15-24 ans consultent aussi davantage d'applications, soit près de 4 par jour, contre 2,7 dans le reste de la population. « Depuis le début de l'année, les niveaux d'audience restent très élevés, mais on note aussi que cette population a tendance à s'élargir aux plus de 25 ans, souligne Bertrand Krug, directeur du département Internet chez Médiamétrie. Et chaque service s'additionne aux autres et permet de rester en contact avec une communauté différente, que ce soit ses amis, sa famille, etc. »

Dès lors, les annonceurs se ruent sur ces carrefours d'audience afin de tenter de capter l'attention de ces grands consommateurs. Car cette génération Z dispose d'un petit pactole, ou plus exactement de celui de leurs parents. Leur pouvoir d'achat a été évalué à 3 400 milliards de dollars dans le monde, dont 61 milliards d'euros rien qu'en France, selon une étude réalisée en 2019 par OC&C Strategy Consultants. La nouvelle vague des réseaux sociaux représente donc une aubaine pour les séduire et leur faire dépenser leurs économies. « Avant même le début de la crise sanitaire en mars 2020, l'intérêt des marques était manifeste, note Kevin Gras, directeur opérationnel de l'agence médias Carat France. Elles investissent toujours sur Facebook pour toucher un public très large mais, en parallèle, certaines d'entre elles se tournent davantage vers des acteurs plus petits afin de cibler une population en affinité avec elles. »

Ainsi, la chaîne de restauration rapide KFC et le tube de soin pour les lèvres Labello ont lancé une campagne sur



DAVI AUGUSTO/COLAGÈNE

TikTok, tandis que le spécialiste de l'agro-alimentaire Kellogg's a décidé de sponsoriser une chaîne connue sur Twitch, LeStream. En reprenant les codes en vigueur et en s'appuyant sur la réalité augmentée dès la conception de leurs messages, grâce notamment aux filtres (ces effets destinés à déformer les visages), les marques misent sur l'engagement des internautes. Partages, commentaires, « like », émoticônes, tout est bon pour se faire connaître et créer des échanges. Mais pas seulement. « Elles cherchent aussi à moderniser leur image et à fidéliser cette clientèle avant qu'elle ne prenne des habitudes en vieillesse », estime Eric Schnubel, directeur général de l'Interactive Advertising Bureau France. Et malgré la circulation de fausses informations ou les scandales à répétition, comme la diffusion du hashtag anti-2010 sur TikTok visant à harceler les élèves de sixième au collège, rien ne freine leurs dépenses. »

La preuve ? Au premier semestre 2021, les annonceurs ont investi 1,18 milliard

d'euros sur les réseaux sociaux, soit bien plus que les traditionnels bandeaux publicitaires (676 millions d'euros) présents sur la plupart des sites Web. Du jamais vu. L'an dernier à la même époque, le montant de ces investissements était de 750 millions

En reprenant les codes en vigueur, les marques visent l'engagement des internautes

d'euros, déjà en forte progression. « En France, les dépenses sur ces plateformes atteignent 30 % de l'ensemble des investissements réalisés sur Internet, un niveau supérieur à la moyenne européenne », ajoute-t-il.

Pour attirer les annonceurs, le site de visionnage de parties de jeux vidéo Twitch

cherche à élargir son audience. La filiale d'Amazon a enregistré plus de mille milliards de minutes vues l'an dernier. « Si les joueurs ont été les premiers à nous rejoindre, nous attirons des internautes bien au-delà de cette communauté, précise Damian Burns, vice-président Europe et Moyen-Orient. Dans le sport, l'Olympique de Marseille et le PSG nous ont apporté un contenu sans précédent. Et, surtout, chose unique et qui fait de la France une pionnière, il y a des talk-shows avec des émissions comme *Popcorn* de Domingo ou la revue de presse du journaliste de France Télévisions, Samuel Etienne, qui a battu des records l'an dernier. » Le nombre d'internautes qui diffusent des contenus et gagnent ainsi de l'argent a été multiplié par 2 l'an dernier. « Et nous avons plus que doublé le total des revenus versés aux créateurs », ajoute Damian Burns.

Si ces services ont pu croître à leur guise et toucher bien au-delà de leur cœur de cible, la concurrence n'est pas restée inactive. Microsoft a tenté de mettre la main sur Discord pour plus de 10 milliards de dollars ce printemps, mais la messagerie préférée des joueurs a choisi de continuer sa route seule. Bien lui en a pris. Elle a levé un demi-milliard de dollars en septembre et flirte avec une valorisation autour des 15 milliards de dollars. Facebook a pris une autre voie. Désormais sous le regard des autorités américaines, la firme ne peut plus sortir le chéquier et prendre le contrôle de concurrents potentiels comme elle a pu le faire par le passé avec Instagram ou WhatsApp au risque de se faire taper sur les doigts pour abus de position dominante. Il ne lui reste guère d'autre choix que de copier sans vergogne les fonctionnalités phares des nouveaux arrivants. Instagram, filiale du groupe de Mark Zuckerberg, a lancé Reels, système de création et d'édition de courtes séquences vidéo agrémentées de musique, comme TikTok. Et ce n'est pas tout. Ses *stories*, ces contenus éphémères diffusés à tous, sont largement inspirées de Snapchat. Twitter a bien tenté, lui aussi, d'offrir ce genre d'innovation appelée Fleet, mais, faute d'engouement, Fleet a fermé cet été. Reprendre les recettes à succès des autres n'est donc pas un gage de réussite pour les anciens réseaux sociaux soucieux d'attirer les jeunes. A force de courir après la génération Z, on peut même finir par perdre haleine. *

La tech américaine ou l'art de l'hypercommunication

UNE CHRONIQUE DE FRÉDÉRIC FILLOUX

Les entreprises de technologie ont mis en place d'implacables machines à communiquer. Les médias traditionnels tentent de résister.

« Le job le plus tranquille dans la Silicon Valley ? Chargé de communication chez Apple », s'amuse un cadre de Google basé en Californie. Du point de vue d'un journaliste, la communication de la marque à la pomme est conforme à son obsession du contrôle et de l'esthétique lustrée. Les relations confinent parfois au comique : le reporter va envoyer un mail en anglais d'une page, avec des questions précises et contextualisées en espérant que la réponse sera proportionnelle à la technicité de sa requête. Naïve présomption. Le plus souvent, l'entreprise va mettre à sa disposition un cadre qui se

Aux Etats-Unis, la presse continue d'enquêter et de révéler la face sombre du secteur

contentera de répéter ce qui est déjà sur le site Web de la marque. Dans le meilleur des cas, et si cela correspond au calendrier de la com d'Apple, le journaliste aura accès à un directeur basé à Cupertino, disponible pendant un quart d'heure ; avec la spontanéité d'un membre du Politburo, il délivrera un point de vue calibré et d'autant moins utilisable qu'il sera assorti d'une exigence de confidentialité.

Chez Google, c'est un peu différent car une culture interne, plus naturellement portée sur le débat, débouche souvent sur des échanges substantiels, mais toujours frappé du sceau « *off the record* ». Quant à Facebook ou Amazon, ils recourent aussi essentiellement à des porte-silence.

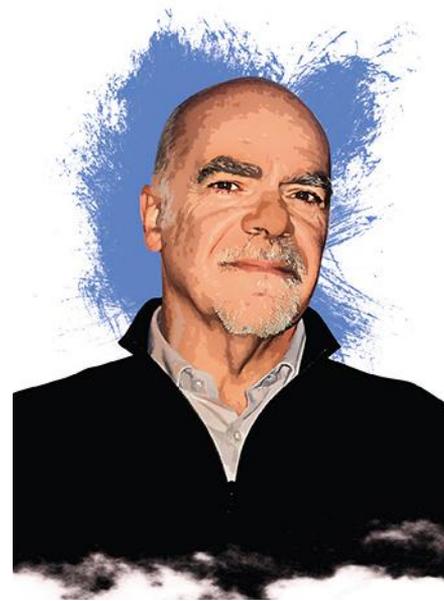
Les géants de la tech n'aiment guère la presse grand public qui, il faut dire, ne les épargne pas. Aux Etats-Unis, où des médias comme le *Wall Street Journal* ou

le *New York Times* continuent d'investir dans des enquêtes au long cours, plusieurs dossiers ont révélé la face sombre du secteur : complaisance sur les *fake news* (Facebook), conditions de fabrication des produits (Apple), ou pratiques sociales et environnementales terribles (Amazon). A noter que le cours de Bourse ne bouge pas, quelle que soit la sévérité des révélations. Parfois, les scoops viennent de sites spécialisés comme *The Information*, créé par une ancienne du *Wall Street Journal*, ou quelques newsletters fonctionnant exclusivement sur abonnement, ce qui les met à l'abri de repréailles publicitaires.

Pour le reste, tout est bien huilé. Les produits sont catapultés dans la sphère par des youtubeurs dont les audiences – immenses – sont inversement proportionnelles à leur sens critique. Peu à peu, la tech se coupe délibérément de la presse. Certains ont même industrialisé le concept à l'extrême.

La firme de capital-risque Andreessen Horowitz (dite « a16z ») est l'une des plus connues : douze ans d'existence, mais déjà 20 milliards de dollars investis dans près de 600 entreprises ; un flair remarquable avec des parts dans Facebook, Airbnb, Coinbase. La communicante d'« a16z » se nomme Margit Wennmachers et est partenaire de la firme. Elle gère aujourd'hui ce qui ressemble à un mini-groupe de média internalisé : podcasts réguliers, un site Web dédié, et aussi l'application Clubhouse. L'espèce d'agora virtuelle, qui

« Pourquoi donner à un intermédiaire la possibilité d'avoir le dernier mot ? »



combine réseau social et audio, est soutenue à bout de bras par « a16z », dont l'influence a propulsé la valorisation de Clubhouse à 4 milliards de dollars.

Sans aucune vergogne, Wennmachers défend la stratégie consistant à exclure les médias traditionnels au profit d'une communication directe où les dirigeants d'Andreessen Horowitz et ses entrepreneurs stars s'expriment uniquement sur les médias de la firme. Wennmachers estime que les journalistes ne posent pas les bonnes questions à ses poulains et qu'il lui faut donc verrouiller le message. « Pourquoi voudrais-je donner à un intermédiaire la possibilité d'avoir le dernier mot sur ce qu'il pense de moi ? » interroge-t-elle.

Ce mouvement, consistant pour des entreprises à se doter de ce qui ressemble de plus en plus à un média, va de pair avec l'effondrement du journalisme, accéléré par la pandémie alors que le secteur de la communication d'entreprise explose. Les statistiques américaines montrent des courbes éloquentes : en 1998, chaque journaliste avait en face de lui 1,9 communicant ; en 2018, le ratio était monté à 6,4. La crise du Covid ayant accru cette asymétrie, le ratio doit être aujourd'hui proche de 1 journaliste pour 10 personnes travaillant dans la communication. Pour les entreprises de la tech, c'est épatant. Sans même avoir investi un centime dans les médias, elles ont l'assurance d'une couverture idéale. *

Frédéric Filloux est éditeur de la « Monday Note ».

IL
N'A
PAS
LES
EPAUL-
LES

C'EST SON
CERVEAU
QUI LE REND
REMARQUABLE.

Jean Reno
Acteur



Institut
du Cerveau

Faites un don pour la recherche
institutducerveau-icm.org

À L'ORIGINE

De l'archéologie de sources à la conquête du terrain

Au milieu du XIX^e siècle, alors que la Grèce devient indépendante, les chantiers de fouilles se professionnalisent et la discipline se développe.

PAR BRUNO D. COT

Longtemps, l'archéologie fut une affaire de militaires éclairés – rappelons-nous l'expédition d'Égypte par Napoléon –, de diplomates érudits et de milliardaires mécènes. Avec souvent deux objectifs : révéler au monde les civilisations du passé, et (moins avouable) rapporter dans les pays occidentaux de riches et clinquants vestiges. « L'archéologie en tant que discipline scientifique naît véritablement au mitan du XIX^e siècle en Grèce, avec la création de l'École française d'Athènes », explique Jean-Luc Martinez, président-directeur honoraire du musée du Louvre, à l'origine de l'exposition *Paris-Athènes. Naissance de la Grèce moderne (1675-1919)*, qui ouvre ses portes le 30 septembre. Cette année marque, en effet, le bicentenaire du début de la guerre d'indépendance (25 mars 1821) de ce qui était alors un « petit pays » cherchant à sortir du joug de l'empire Ottoman. « Il faut attendre une bonne décennie avant que soit créé un nouvel État (1833), grâce à l'intervention des puissances européennes, rappelle Eve Gran-Aymerich, historienne, auteure des *Chercheurs de passé, 1798-1945* (CNRS éditions). Durant cette période se développe un philhellénisme qui va amener le jeune gouvernement à mettre en place une Société archéologique grecque destinée à promouvoir et à explorer le patrimoine antique. » Très vite, cette institution cherche à protéger les trésors

du pays et interdit l'exportation des découvertes faites sur son sol. Une décision radicale (contrairement à celle d'autres États du Proche-Orient) teintée de nationalisme, qui coupe court à toute velléité d'expéditions visant à prélever et commercer des antiquités.

« La fondation de l'École française d'Athènes procède donc d'une démarche purement scientifique et pédagogique. Elle consiste à "donner du terrain aux sources", c'est-à-dire permettre aux agrégés de philologie d'effectuer des séjours pour approfondir leurs connaissances

littéraires », détaille Alexandre Farnoux, professeur d'archéologie et d'histoire de l'art grec (université Paris-Sorbonne), qui en fut le directeur. Cette création inédite – l'école est la première, avant celles de Rome et du Caire ou la Casa de Velasquez (Madrid) – répond aussi des arrière-pensées diplomatiques : le jeune État grec, encore fragile, est couvé par les grandes puissances, qui tentent d'étendre leur influence par une sorte de « diplomatie culturelle ». L'institution française mène d'abord des expéditions pour découvrir les sites célèbres de la littérature antique, à l'instar de la Crète. Il s'agit de voyages souvent périlleux, surtout pour de jeunes étudiants, sur de longues distances, pendant plusieurs mois, dans un confort relatif et des conditions climatiques et politiques changeantes. « Une rupture s'opère vers 1850, lorsque l'école, sous la tutelle de l'Académie des inscriptions et des belles lettres, se voit signifier des missions plus ambitieuses que de simples descriptions », précise Jean-Charles Moretti, de l'Institut de recherche sur l'architecture antique (CNRS/universités de Lyon). Un tournant qui coïncide avec la volonté du pouvoir grec de procéder aux fouilles systématiques des sites les plus importants pour redécouvrir son passé. S'il s'octroie le chantier de l'Acropole – financé sur fonds privés –, il en accorde certains aux nations amies. L'Allemagne obtient celui d'Olympie, tandis que la France fouille Chios (1854), Samos (1856), Dion (1856), mais



L'Acropole, en 1852 : les fouilles sont alors effectuées par le jeune État grec.

surtout Delphes (1892-1902) et Délos (1873-1913). « C'est durant cette période que l'archéologie devient vraiment scientifique, en mettant au point une méthodologie et en utilisant des technologies qui s'unifient d'un chantier à l'autre », explique Alexandre Farnoux. La plus emblématique de ces technologies est la photographie sur plaques de verre, qui se généralise. On recourt également aux moulages en plâtre, qui permettent de posséder des répliques de statues disparues, et on améliore les procédés de conservation des artefacts (grâce à la création de musées) comme de restauration des monuments. « De nouveaux chercheurs débarquent sur les chantiers de fouilles, des géologues, mais aussi des architectes, qui produisent des relevés stratigraphiques et des cartes ultraprécises. Pour la première fois, on s'intéresse non seulement aux vestiges, mais aussi au terrain, c'est-à-dire au contexte des objets », poursuit Jean-Luc Martinez. Les chantiers bénéficient de moyens gigantesques. A Delphes, les archéologues, financés par le Parlement, dégagent le sanctuaire d'Apollon en déplaçant le village moderne qui occupait le site originel, créent les voies Decauville, réseau ferré de 1800 mètres de longueur destiné à l'évacuation des milliers de mètres cubes de déblais, et emploient jusqu'à 200 ouvriers. « L'Allemagne demeure pourtant la nation la plus avancée, mettant en place le plus de moyens, relativise Eve Gran-Aymerich. Mais les scientifiques échangent constamment, dans une grande solidarité, et une véritable "Europe des savants" émerge. »

Au total, entre 1848 et 1921, plus de 150 jeunes scientifiques ont séjourné à l'Ecole française d'Athènes, produisant un corpus inédit de mémoires, articles, monographies, études architecturales et catalogues de monnaies, de vases, d'inscriptions et de sculptures. « Une œuvre colossale qui a eu de multiples répercussions auprès du grand public », souligne Jean-Charles Moretti. L'*Aurige de Delphes*, la découverte de la partition de l'hymne delphique d'Apollon ou encore la porte Beulé des Propylées de l'Acropole font la Une des journaux. L'archéologie entre de plain-pied dans la modernité, et les chercheurs français tissent des liens durables avec Athènes – aujourd'hui, ils fouillent encore le berceau de l'Europe occidentale. ✱

Covid-19

Le lama, un bond pour l'immunité

Des chercheurs confirment l'efficacité de certains anticorps produits par ce camélidé dans la lutte contre le coronavirus. Une piste prometteuse.

Et si la solution, pour mettre au point un traitement anti-Covid, se trouvait dans les anticorps de lamas ? Cette piste de recherche, jugée peu convaincante au début de la pandémie, reprend du poil de la bête grâce à une équipe de chercheurs britanniques... et un camélidé nommé Fifi. Ce dernier a fait avancer la science en recevant une injection d'une partie de la protéine S du Sars-CoV-2. « L'animal n'est pas tombé malade », soulignent les spécialistes, mais son système immunitaire a tout de même réagi à l'intrusion de la molécule étrangère en fabriquant des nanocorps – des anticorps de petite taille. Une fois prélevés et purifiés, ces derniers ont permis aux scientifiques d'en fabriquer de nouveaux encore plus efficaces.

Injectés dans des cultures in vitro, ces « supernanocorps » s'attachent très bien à la protéine S du coronavirus, l'empêchant ainsi d'infecter les cellules. Les variants Alpha et Bêta ne semblent pas leur poser de problème. « En concentration suffisante, ils peuvent éliminer près de 100 % du virus », se félicitent les chercheurs, qui s'attendent aussi à de bons résultats sur le Delta. Mieux, les nanocorps s'avèrent « moins coûteux et plus faciles » à produire que nos propres anticorps, qui doivent être prélevés sur des patients malades du Covid-19. Ils n'ont pas non plus besoin d'être stockés dans des unités réfrigérées. « La production d'anticorps humains, plus gros, requiert des procédés de fabrication coûteux et limités à quelques milliers de litres, alors que les nanocorps sont de petites protéines pouvant être élaborées dans des cellules microbiennes telles que la levure, et être cultivées pour un coût relativement faible, à une échelle de 10 000 litres », détaille Ray Owens, chercheur à l'Institut Rosalind-Franklin (Angleterre) et principal auteur de l'étude.

Les premières expériences, menées sur des hamsters infectés par le Sars-CoV-2, se révèlent concluantes : les rongeurs ayant reçu le traitement ont perdu beaucoup moins de poids (entre 0 et 5 %) que le reste



J.-P. VANTIGHEM/BIOSHOP VIA AFP

Après l'injection d'une partie du virus, l'animal a fabriqué des nanocorps.

du groupe (environ 20 %). Ils présentaient également une charge virale plus faible dans les poumons et les voies respiratoires. Bien sûr, cette étude sur des animaux ne permet pas encore d'affirmer que les anticorps issus des lamas constitueront à coup sûr un traitement efficace contre le Covid chez l'humain. Pour cela, il faudra réaliser des essais cliniques. Mais il s'agit de résultats extrêmement encourageants.

L'équipe de recherche espère maintenant obtenir suffisamment de fonds pour préparer les études cliniques chez l'humain. « Ces agents neutralisants sont parmi les plus performants que nous ayons jamais testés », se réjouit Miles Carroll, directeur adjoint du service national des infections à l'Agence de protection de la santé britannique. Avec le budget nécessaire, et dans le cas de résultats favorables, les auteurs de l'étude pensent qu'un traitement sous forme de spray nasal pourrait voir le jour dans les dix-huit mois. A terme, la technologie des nanocorps pourrait aussi constituer une « plate-forme technologique » adaptable, permettant de lutter contre d'autres maladies. Merci qui ? Merci Fifi. ✱

VICTOR GARCIA

Elon Musk restera-t-il maître en son royaume de Boca Chica ?

UNE CHRONIQUE DE STEFAN BARENISKY

La cadence de ses lancements et ses projets de mégafusées font que la base de SpaceX au Texas ne répond plus aux normes environnementales locales.

Homme de communication hors pair, Elon Musk aime à monopoliser l'attention autour de ses projets. Le vol de la première mission habitée 100 % commerciale lui a permis, une fois de plus, de faire la Une des magazines et l'ouverture des journaux télévisés. En revanche, il y a des sujets sur lesquels il aimerait se montrer discret, surtout lorsqu'il doit engager sa responsabilité. Tandis que les astronautes amateurs d'Inspiration4 profitaient de leur séjour en orbite, la Federal Aviation Administration (FAA), organisme de réglementation du transport aérien et du secteur spatial, rendait public un rapport de

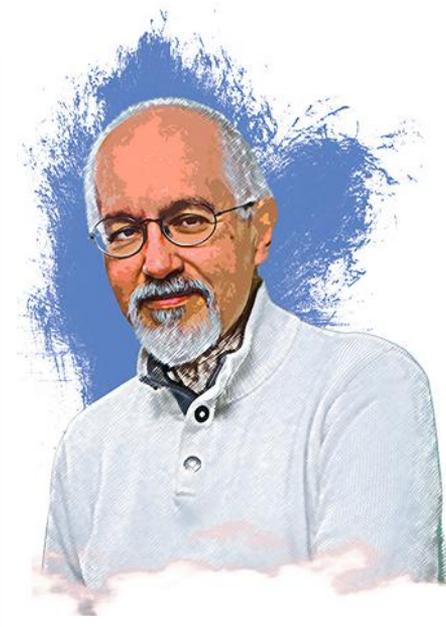
La firme multiplie les infrastructures sur ce qui était naguère un hameau perdu

150 pages sur l'impact environnemental des activités de SpaceX sur sa base de Boca Chica. Depuis trois ans, la firme y développe son lanceur géant Super Heavy et sa navette Starship, multipliant les infrastructures sur ce qui était naguère un hameau perdu, près de la plage la plus au sud du Texas, en bordure de l'estuaire du Rio Grande. Or toutes ces activités sont accomplies sur la foi d'une étude d'impact environnemental de... 2014, alors qu'il n'était question que d'y bâtir un ou deux pas de tirs pour des lanceurs Falcon 9 produits en Californie. Aujourd'hui, des fusées 10 fois plus grosses y sont fabriquées avec des installations qui n'ont cessé de s'étendre. SpaceX a racheté une partie des propriétés avoisinantes et a même lancé une procédure pour créer sa propre municipalité, baptisée « Starbase », qui lui permettrait d'y édicter ses propres lois.

Mais, à l'approche du premier vol d'essai de la combinaison Super Heavy - Starship, la FAA s'est montrée réticente à l'attribution de nouvelles licences sans une révision majeure de l'étude d'impact environnemental. Les équipes de Musk ont donc dû consulter les responsables locaux et rédiger un rapport décrivant leurs projets et expliquer comment elles n'allaient pas mettre en danger les écosystèmes naturels. C'est ce texte que vient de publier la FAA, qui attend maintenant de collecter avis et commentaires afin de savoir si la société respecte les législations et les normes en vigueur ou si une étude indépendante s'avèrera nécessaire.

Le document remis par la firme d'Elon Musk a de quoi surprendre. D'abord par la richesse de la description des espaces protégés (dont plusieurs parcs naturels) qui entourent le site de Boca Chica. L'estuaire du Rio Grande fait partie de ces zones humides, indispensables à la biodiversité, que les environnementalistes souhaitent préserver. SpaceX dresse un catalogue quasi exhaustif du nombre d'animaux présents, tout en assurant qu'ils ne courent aucun danger. Ensuite, la liste révélée des infrastructures qui doivent prochainement sortir de terre donne le tournis : un centre de traitement du gaz naturel, une centrale électrique au gaz de 240 mégawatts et même une usine de dessalinisation s'approvisionnant directement dans la nappe phréatique avant d'y réinjecter la saumure en profondeur pour faciliter la remontée des eaux plus douces...

Aucune mention n'est faite des possibilités d'accident au décollage



Enfin, SpaceX décrit le niveau d'activité prévu sur sa base et étonne par sa retenue : seuls cinq Super Heavy - Starship voleraient chaque année. Cette cadence ne permettrait pas d'assurer l'envoi des deux atterrisseurs lunaires promis à la Nasa en 2023 et 2024, qui imposent de 10 à 16 vols chacun, ni l'expédition circumlunaire DearMoon du milliardaire japonais Yusaku Maezawa, toujours annoncée pour 2023 et qui en nécessitera autant. Sans oublier tous les vols de développement qui doivent précéder ces missions.

Dernier détail, aucune mention n'est faite des possibilités d'accident au décollage. La Nasa s'était penchée sur la question au début des années 1960 pour évaluer le risque représenté par l'explosion au sol d'une fusée Saturn 5 d'Apollo, avec ses 2725 tonnes d'ergols. Une telle catastrophe aurait représenté l'équivalent de 400 tonnes de TNT, soit 10 fois l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001. La Nasa en avait conclu que tout lanceur plus gros devrait décoller d'une barge en mer bien au large. Le lanceur de SpaceX, lui, emportera 5200 tonnes d'ergols. Une éventuelle explosion serait alors comparable à celle qui a ravagé le port de Beyrouth le 4 août 2020 et a été ressentie jusqu'à Chypre, à plus de 200 kilomètres. Dans ces conditions et en attendant les conclusions de la FAA, le projet de Super Heavy - Starship restera cloué au sol. ✨

Stefan Barenisky est journaliste, spécialiste de l'espace.



CHAMPAGNE GOSSET

«Un Grand Vin avant d'être un Grand Champagne...»

Cette cuvée d'exception est le résultat d'un savoir-faire unique dans le choix de terroirs et leur assemblage. Gosset Celebris est le fruit d'une récolte remarquable, qui s'impose, telle une évidence. Très peu d'années offrent les conditions pour produire cette cuvée d'exception, expression ultime du style Gosset. Ce millésime 2008 est seulement la 4^e édition de Gosset Célébris Rosé au cours des 25 dernières années. Cette cuvée confidentielle est proposée en édition limitée à 15 000 cols. Chardonnay 72% - Pinot Noir 28%, dont 8% de vin rouge (Ambonnay, Cumières, Bouzy).

→ www.champagne-gosset.com

LADRÔME LABORATOIRE

Extrait de Propolis bio

«Maxi Vitalité 4G», «Puissance 5G»... les compléments alimentaires n'en finissent parfois pas de jouer de superlatifs pour exprimer toute leur puissance. Heureusement, on peut compter sur ladrôme laboratoire pour faire preuve d'un peu d'humilité avec son extrait

de Propolis bio, un incontournable, aussi simple qu'efficace. Obtenu par macération à froid de la Propolis dans de l'alcool biologique et de l'eau, ce procédé permet d'obtenir un extrait de qualité riche en polyphénols et facile d'utilisation. On en dilue 20 à 25 gouttes dans une boisson, 3 fois par jour pendant 3 semaines et le tour est joué! *Flacon 50ml, 10€50 en boutiques bio*

→ www.ladrome.bio



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. à consommer avec modération.

MICHEL HERBELIN

La nouvelle Cap Camarat automatique en série limitée

Réinterprétation au temps présent d'un modèle des années 70 du patrimoine horloger de la maison française Michel Herbelin, la collection Cap Camarat automatique s'étoffe d'un garde-temps doté d'une fonction GMT doublée d'un worldtimer manuel: une première chez Michel Herbelin. Judicieusement conçue pour maîtriser les décalages horaires avec précision, cette globe-trotteuse de style est éditée en série limitée à 500 exemplaires numérotés. 1490€.

→ www.michel-herbelin.com
Points de vente : 03 81 68 67 67



SOURCE BY JOIE

Good mood food

Parmi les nouvelles tables de la Samaritaine, le café Source by Joie voit le jour, clin d'œil à l'emplacement de la première échoppe d'Ernest Cognacq sur le site d'une pompe qui alimentait en eau la rive droite de Paris. Un corner inédit où se distille une cuisine végétale des plus gourmandes et où le « health » devient sexy: les assiettes nous prouvent que manger du sain peut être « sale ».

Même les copains carnivores viennent s'y lécher les babines. Du green oui, mais du surprenant: le No!vocado Toast détrône son concurrent exotique, le Grilled Cheese fond entre les doigts, le Source bowl aux céréales est généreux, avec plusieurs assaisonnements dans une seule assiette, le Egg Sando mixe moelleux et croustillant, marie œufs mimosa, pain brioché et pickles maison...



© LUCILE CASANOVA

→ **Source By Joie** - 9 Rue de la Monnaie - Paris 1^{er}
Ouvert tous les jours 10h-20h

Johann Chapoutot : « Avec le déclinisme, Eric Zemmour ne fait que reprendre un vieux refrain »

Complotisme, djihadisme, antisémitisme... Dans *Le Grand Récit*, l'historien analyse les fictions collectives qui ont succédé au christianisme ou au communisme.

SPÉCIALISTE DE L'IDÉOLOGIE nazie et de l'Allemagne, professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne, Johann Chapoutot est, en France, l'une des figures de proue d'une approche culturaliste. Dans *Le Grand Récit*, l'universitaire aborde, de façon originale, les récits collectifs qui procurent un sens aux groupes sociaux comme aux individus, en les inscrivant dans le temps. Avec la fin du monopole du catholicisme pour éclairer la marche du monde, des religions séculières – fascismes, communisme – ont marqué de leurs horreurs le XX^e siècle. Mais Johann Chapoutot analyse aussi des récits plus contemporains qui font l'actualité : complotisme, djihadisme, « bullshitisme » ou transhumanisme. Sans oublier le déclinisme porté par Eric Zemmour, un vieux refrain latin qui était déjà répété en boucle par les Romains du temps de leur apogée. La leçon de ce livre fascinant ? Il faut toujours prendre au sérieux ces discours, même quand ils ont aberrants, tant les humains sont des animaux en quête de sens...

Pourquoi avoir voulu faire un livre sur les grands récits collectifs qui donnent du sens aux existences et ancrent les individus dans l'Histoire ?

Johann Chapoutot On nous enseigne que l'Histoire, ce sont des faits, une réalité tangible. Mais c'est oublier que nous sommes des animaux symboliques. On ne vit pas une réalité brute, on la pense, on l'imagine et on l'interprète. Le XX^e siècle a montré toute la préséance des grandes visions du monde, et leur caractère meurtrier. Il a commencé par une guerre qui a vu s'entrechoquer les nationalismes, et s'est achevé le 11 septembre 2001, quand une vision du monde marquée par l'opposition entre croyants et mécréants a débouché sur un spectacle en mondovision. Entre-temps, il y a eu le communisme et les fascismes. Ces grands récits ont pu s'imposer car, en amont, il y a eu en Occident la mort de Dieu, tout simplement.

Le christianisme s'est longtemps fondé sur le

« Si, comme tout phénomène social, le djihadisme est multifactoriel, la dimension religieuse, fût-elle fruste et inculte, y est déterminante »

providentialisme, avec l'idée d'un ordre divin derrière les tragédies historiques...

Lorsque Rome est tombée face aux barbares, le monde chrétien a été ébranlé, car la Ville éternelle, devenue chrétienne, était un principe d'ordre, de stabilité et de paix. Face à ces événements, saint Augustin développe une théologie de l'Histoire autour de la Providence. Le devenir historique peut sembler chaotique ou absurde, car les voies de la Providence sont impénétrables. Dieu ayant une intelligence incommensurable, nous ne pouvons comprendre ses desseins. La foi en la Providence donne ainsi sens à tout.

Mais l'idée d'une souveraineté de Dieu sur le monde a déjà été entamée au XVI^e siècle avec le schisme de la Réforme, puis a encore été plus mise à mal par les Lumières et le scientisme du XIX^e siècle. Après les 20 millions de morts de la Première Guerre mondiale, puis les fours crématoires, les bombardements des civils et le feu nucléaire de 1939-1945, la Providence n'est plus crédible. La théologie catholique a tenté de s'adapter en disant que, au fond, son dieu est une divinité de souffrance puisqu'il a été flagellé et crucifié. Pour les juifs, le défi est encore plus compliqué car, comme le note le philosophe allemand Hans Jonas, Dieu y est le « seigneur de l'Histoire ». La grande culture religieuse qui n'a pas été touchée par cela, c'est l'islam. Il n'y a pas eu des catastrophes telles qu'on puisse maudire le dieu unique aussi intensément que chez les chrétiens et les juifs.

Il faut prendre au sérieux les discours religieux radicaux ?

J'étais à New York le 11 septembre 2001. J'ai vu le bâtiment 7 du World Trade Center s'effondrer, c'est une expérience qui vous marque. Ce qui est frappant chez les djihadistes, c'est le caractère totalement exclusif de la foi. « L'islam, c'est la meilleure chose qui me soit arrivée. Mieux que ma mère, mieux que mon père, mieux que mon enfant [...]. On découvre la vérité absolue », a par exemple déclaré Reda Kriket, ancien voyou devenu djihadiste, lors du procès de la cellule d'Argenteuil en mars. C'est une foi incoercible et infalsifiable. Manifestement, rien ne peut entamer cela. Si, comme tout phénomène social, le djihadisme est multifactoriel, la dimension religieuse, fût-elle fruste et inculte, y est déterminante.

Pour en revenir au christianisme, la poussée conservatrice que l'on a vu lors de la Manif pour tous ne signifie-t-elle pas un retour du religieux ?

Au XVI^e siècle, il était impossible de ne pas croire. Rabelais était ainsi un esprit particulièrement libre, mais il ne pouvait penser un monde sans Dieu. A contrario, comme le dit le philosophe



D. GRENON/PHOTO12/APP

Pour l'enseignant, « nous ne pouvons plus vivre dans un monde magique ».

Camille Riquier, aujourd'hui, « nous ne savons plus croire ». Nous sommes tellement pénétrés de scientisme, d'objectivisme, de mécanique galilo-cartésienne que nous ne pouvons plus vivre dans un monde magique.

En revanche, comme tous les groupes qui se retrouvent isolés culturellement, les catholiques se radicalisent. On l'a bien constaté lors des manifestations de 2013. Il y a eu une mobilisation d'une génération biberonnée aux Journées mondiales de la jeunesse de Jean-Paul II. Mais ce n'était nullement un phénomène de masse. En 1984, il y avait 2 millions de personnes à Paris pour manifester contre le projet de loi Savary. En 2013, c'étaient quelques centaines de milliers personnes. Le retour du religieux ne se vérifie pas dans les chiffres.

Pourquoi la dimension millénariste est-elle capitale pour comprendre le nazisme et le fascisme ?

Alors que nous sommes en plein XX^e siècle, dans des pays industrialisés comme l'Allemagne et l'Italie, il est frappant de voir que ces régimes ont cherché à créer un lien avec l'Antiquité. Le 9 mai 1936, Mussolini proclame l'Empire romain après avoir péniblement battu l'Éthiopie. C'est délirant, mais cela mérite analyse. Dans le cas fasciste, on a voulu recréer la grandeur passée de Rome pour donner du sens à l'avenir. Cette référence à l'Empire romain a ainsi été permanente depuis les années 1920. Le Duce fait

défiler des squadristes au pas de l'oie devant la statue de Trajan.

Du côté des nazis, ces références à l'Antiquité sont moins théâtrales, mais plus profondes et lourdes de conséquences. Il s'agit, à travers une révolution culturelle, de revenir à l'homme archaïque. En Allemagne, pays du Grand Schisme, de la guerre de Trente ans et de Nietzsche, Dieu était déjà mal en point. La force du nazisme est d'avoir proposé au peuple allemand de délaisser la transcendance pour trouver un sens à travers la biologie. Les Allemands sont présentés comme étant un corps solidaire qu'il faut débarrasser des parasites – le juif, le Slave, le Nègre... La seule manière de s'inscrire dans le temps et de ne pas mourir, ce n'est plus la résurrection chrétienne, mais la perpétuation de la race pour les siècles et les siècles. C'est du millénarisme sans Dieu. Le « Reich de mille ans », ce n'est pas un slogan, c'est un projet très concret de colonisation de l'Europe. Il s'agissait d'inscrire le sang germanique dans son biotope (le *Lebensraum*), un espace de vie pour la race germanique, mais un espace de mort pour les allogènes. C'est-à-dire les juifs, qui devaient être exterminés, et les Slaves, qui devaient en partie être réduits en esclavage, et tués pour les autres.

La faillite des grands récits a cédé la place à des fictions contemporaines plus fragmentées. Tel le complotisme, « le sens à la main des imbéciles », selon vous...

Au bout d'un moment, quand on voit les théories sur les vaccins, la 5G ou QAnon, on ne peut plus faire l'économie de la bêtise des complotistes. Louis-Ferdinand Céline définissait l'amour comme étant « l'absolu à portée des caniches ». Le complotisme, c'est le sens à la main des imbéciles, une herméneutique du pauvre. L'être humain a besoin de sens, avec de préférence un récit cohérent, unifié et global. Quand il n'a plus la théologie catholique ou le marxisme sous la main, il trouve ce qu'il peut. Comme Dieu n'est plus là, il reste ainsi le diable. C'est George Soros, Bill Gates ou les Rothschild qui servent à alimenter une causalité diabolique. Le complotisme est très apaisant. Il vous arrive quelque chose dans votre existence ? C'est la faute de Bill Gates, et tout s'explique.

Face à cela, il n'est pas inutile d'en revenir à l'Histoire. Au Moyen Âge, les lépreux étaient la cible des théories du complot. Aujourd'hui, ça nous paraît parfaitement ridicule. Peut-être y a-t-il, à travers la distance historique et le rappel du caractère loufoque des boucs émissaires passés, une manière de désarmer le complotisme ? Je suis un rationaliste convaincu, j'aime argumenter. Mais au bout d'un moment, quand on se heurte à un mur, sans doute que l'humour peut aider.

► **Cet été, on a vu fleurir des pancartes antisémites « Qui ? » dans les manifestations contre le passe sanitaire. Comment expliquer que les juifs restent, encore et toujours, les boucs émissaires les plus ciblés ?**

Ce sont des candidats merveilleux à la culpabilisation. Ne pouvant plus accuser Rome d'avoir fait crucifier le Christ quand Rome est devenue chrétienne, le christianisme s'est trouvé un coupable tout désigné avec le « peuple déicide », celui du traître Judas. Les rumeurs médiévales ont présenté les juifs en égorgeurs des enfants pour Pâques ou en empoisonneurs de puits. Ensuite, la Révolution a permis la sortie du ghetto au sens juridique comme géographique.

Au XIX^e siècle, les juifs deviennent visibles dans l'espace social. Tout comme les calvinistes et les luthériens, ils ont une culture du livre qui explique un taux d'alphabétisation plus élevé que chez les catholiques. Les juifs deviennent alors associés à la modernité, et à tous les traumatismes liés à elle.

Cela s'aggrave dans des pays comme l'Allemagne. Dès 1916, l'état-major compte par exemple le nombre de juifs au front en pensant qu'ils sont des planqués (alors qu'ils y sont légèrement sur-représentés). Ensuite, ils ont servi d'explication simple à la défaite inexplicable de l'Allemagne en 1918. Mais cet antisémitisme ne s'est jamais vraiment dissipé après 1945.

On a dénoncé, à juste titre, un nouvel antisémitisme de culture musulmane. Mais l'antisémitisme plus traditionnel est, lui aussi, toujours présent. Dans le monde de culture chrétienne comme musulmane, les juifs sont des points de fixation pour l'imaginaire complotiste.

Le déclinisme, porté par Eric Zemmour, a le vent en poupe. Pourtant, vous rappelez que ce récit sur la décadence française est un « vieux refrain »...

La France a toujours oscillé dans son identité entre messianisme et déclinisme. D'un côté, il y a l'idée que nous sommes la patrie des Lumières, de la Révolution et des droits de l'homme. Ernest Lavisse, sur la couverture de ses manuels scolaires, avait inscrit : « Tu dois aimer la France, car la nature l'a faite belle, et parce que l'Histoire l'a faite grande. »

Forcément, on n'est jamais à la hauteur de cette haute idée que nous nous faisons de nous-mêmes. Le déclinisme n'est ainsi que le revers de la médaille, la contrepartie de ce messianisme. Cela donne les Buisson, Finkielkraut ou Zemmour. Il est pourtant amusant de mettre en perspective cette obsession du déclin.

« Les Romains n'ont cessé de répéter "c'était mieux avant" ou "tout fout le camp", alors même qu'ils étaient au sommet de l'Histoire ! »

Dans son *Dictionnaire des idées reçues*, Gustave Flaubert s'en moquait déjà : « Époque (la nôtre) : Tonner contre elle – Se plaindre de ce qu'elle n'est pas poétique – L'appeler époque de transition, de décadence ». Mais c'est surtout chez les Romains que l'on retrouve, de manière obsessionnelle, cette psychose de la décadence. Ils n'ont cessé de répéter « c'était mieux avant » ou « tout fout le camp », alors même qu'ils étaient au sommet de l'Histoire !

De Salluste jusqu'à Tacite, tous leurs grands historiens n'ont cessé de faire savoir que les Romains avaient perdu leurs vertus par rapport aux temps anciens, quand Romulus couchait par terre, et non pas dans des palais de marbre. Tacite va jusqu'à dresser le portrait stéréotypé du Germain, qui correspond à l'idée virile qu'il se fait des Romains des origines. Il tend à ses contemporains un miroir, une image de la vertu barbare pour stigmatiser leur propre décadence.

De la même façon, Eric Zemmour a dit « respecter les djihadistes » parce qu'ils sont « prêts à mourir pour ce qu'ils croient »...

C'est très clair chez lui. On a aussi vu des identitaires saluer leurs « frères djihadistes », tout en organisant des stages de « revirilisation ». Je lis Zemmour depuis des années, parce que c'est très intéressant de voir ce que ces gens pensent. Chez lui, il y a trois ennemis : la femme qui vous dévirilise, l'Arabe qui vous orientalise et l'homosexuel qui trouble tout. Ce sont trois figures omniprésentes dans son imaginaire.

Qu'est-ce que le « bullshitisme », dont vous faites de Donald Trump l'archétype ?

Dès 1984, l'universitaire américain Harry Frankfurt a fait une analyse géniale et a consacré ce terme de « bullshit », difficilement traduisible : « n'importe quoi », « baratin », « foutaises »... Frankfurt explique que le menteur sait qu'il ment. « Un menteur tient compte de la vérité et, dans une certaine mesure, la respecte. » Le « bullshiteur », lui, profère n'importe quoi, et ne considère même pas assez la vérité au point de vouloir la nier. Il n'existe que son intérêt, sa personne, sa jouissance.

De ce point de vue, Trump est l'exemple paradigmatique. C'est le gosse de riche narcissique, egomaniac, qui se moque de tout ce qui n'est pas conforme à son intérêt du moment. C'était fascinant d'observer cet homme qui, d'une minute à l'autre, pouvait dire tout et son contraire en obéissant à son régime pulsionnel. On a vu le « bullshitisme » à l'œuvre chez d'autres dirigeants, comme au Brésil, en Turquie ou en Hongrie.

Mais à son époque, Frankfurt ciblait la *French Theory* de Jacques Lacan, Roland Barthes ou Michel Foucault, très populaire sur les campus américains. Pour lui, ce courant centré sur la déconstruction niait toute possibilité d'accéder à une réalité objective. Le résultat, selon Frankfurt, c'est que l'idéal de vérité est frappé d'obsolescence au profit d'un autre idéal, celui de sincérité, qui devient dès lors le seul fondement de légitimité du discours. ✱ **PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS MAHLER**

Le Grand Récit. Introduction à l'histoire de notre temps, par Johann Chapoutot. PUF, 377 p., 15 €.

Le sale boulot du patriarcat

Après une forte réduction des inégalités salariales entre hommes et femmes dans les années 1980, la situation stagne. La raison ? Les normes culturelles, qui résistent.

SI, COMME LE PENSE Alain Finkelkraut*, le patriarcat est mort, son cadavre, lui, bouge encore. Les progrès spectaculaires réalisés ces dernières décennies en matière d'égalité hommes-femmes sont en effet loin de suffire pour sonner l'heure des funérailles du machisme dans le monde professionnel, comme l'illustre l'économiste Pauline Grosjean dans son essai *Patriarcat capitalisme* (Seuil), moins militant que ne laisse supposer son titre accrocheur. Un constat résume la situation : en 2017, les femmes françaises étaient davantage surreprésentées en bas de l'échelle des salaires qu'en 1997.

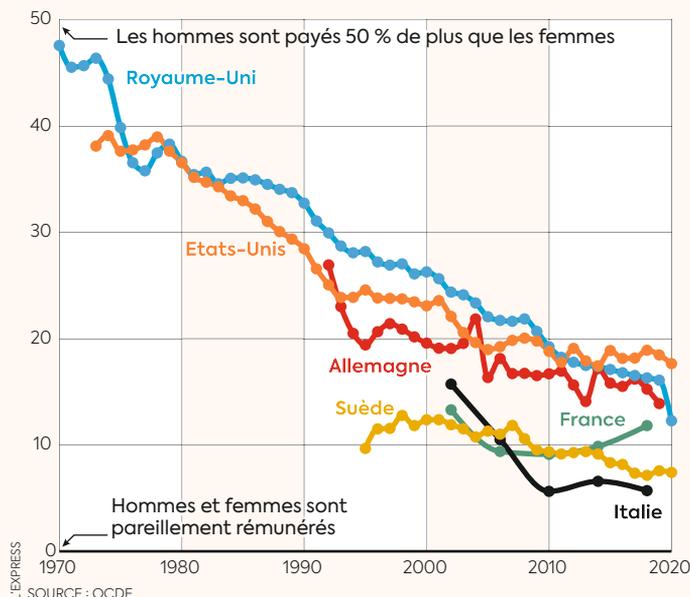
Pauline Grosjean, professeure à l'université australienne de Nouvelle-Galles-du-Sud, à Sydney, a épluché une foule d'études statistiques comparatives et historiques, de travaux de terrain et de données officielles pour tenter d'expliquer un phénomène surprenant qui a dû échapper à l'auteur de *L'Après littérature* (Stock) : depuis le milieu des années 1990, l'égalité hommes-femmes au travail ne progresse plus dans les sociétés occidentales, alors que la décennie antérieure avait été celle des avancées spectaculaires – large accès à l'emploi et à l'éducation. Depuis, les écarts de salaires restent en l'état : 25 % en moyenne si l'on tient compte de l'emploi à temps partiel, majoritairement féminin. Les femmes cadres supérieures sont pourtant plus nombreuses que leurs mères, et maints secteurs se sont féminisés, comme la magistrature ou la médecine. Si les différences de rémunération s'expliquaient en partie par le fait que les femmes étaient moins qualifiées et moins expérimentées sur le marché du travail que les hommes, ce n'est plus le cas de nos jours.

PAS DE FATALITÉ BIOLOGIQUE Alors, que penser ? La première idée qui vient à l'esprit est celle de la maternité, les femmes laborieuses n'ayant pas cessé de vouloir faire des bébés. Enfanter constitue un frein objectif dans les carrières et les salaires, ce qui n'a, a priori, rien d'illogique, puisque s'occuper de sa progéniture demande une disponibilité de temps et d'esprit. Mais rien ne dit que la charge ne puisse pas être répartie dans le couple pour que la mère dispose du temps nécessaire à ses ambitions professionnelles. D'ailleurs, si la grossesse vouait « naturellement » les femmes à couvrir davantage le fruit de leurs entrailles, pourquoi les mères lesbiennes ne connaissent-elles pas les mêmes vexations salariales – elles rattrapent leur retard au bout de cinq ans, alors que les hétérosexuelles le traînent toute leur carrière ?

Parce que les représentations culturelles ont aussi leur part, et que celle-ci est substantielle, réplique Pauline Grosjean. La chercheuse publie un graphique mettant en rapport la pénalisation des revenus liés à la naissance d'un enfant avec la vision de la maternité dans plusieurs pays occidentaux. Plus le modèle de la mère vestale du foyer est ancré dans la population, plus les

Des salaires encore inégaux

Evolution des écarts entre les femmes et les hommes



revenus des salariées chargées de famille accusent le coup. Certes, les femmes s'orientent plus volontiers vers des études, des métiers et des secteurs ne figurant pas exactement au top des meilleurs plans de carrière : la santé, l'enseignement rapportent moins en termes de rémunération ou de prestige social que la banque, la finance ou la haute administration.

En rester là serait pourtant confondre la cause avec la conséquence. Car ces décisions dépendent, elles aussi, des stéréotypes. L'idée que les filles sont faites pour les lettres et les garçons pour les algorithmes a la vie dure dans les salles de cours et dans la tête des intéressées elles-mêmes. En atteste leur persistante infériorité numérique dans les filières scientifiques et les écoles d'ingénieurs. Il n'y a pourtant aucune fatalité biologique là-dedans : en Suède et en Islande, moins sensibles aux clichés de genre, les performances des filles en mathématiques sont meilleures que celles des garçons. Le problème ne vient donc pas des femmes, estime Pauline Grosjean, mais du monde du travail, qui valorise à l'excès la quête de la productivité et une logique dans laquelle le gagnant rafle la mise sans rien laisser aux autres, comportements plus fréquents chez les salariés masculins. Vue sous l'angle des normes sociales, l'inégalité salariale ouvre un champ de réflexion presque inépuisable... *

CLAIRE CHARTIER

* *L'Après littérature* (Stock).

La présidentielle à l'heure du heavy metal

UNE CHRONIQUE DE SYLVAIN FORT

Avec Eric Zemmour et Sandrine Rousseau, la campagne prend des airs de festival de punk hard-core. Bruyant, extrême et décadent.

Les candidats qui postulent au radiocrochet présidentiel entonnent ces temps-ci une chanson dont on connaît la musique. Elle a le charme de ces vieux airs un peu mélancoliques qui, évitant le funèbre, vous arrachent un fin sourire. Malaise, déclin, retard, déclassement, changement de cap, rebond, sursaut, relance, renouveau... dès les premiers mots, on se prend à fredonner la suite. Les remix saisonniers, comme cette *remontada* dont le nom semble celui d'un tube de l'été, ne trompent personne. Il y a là un air de déjà entendu qui rassure autant qu'il ennuie. Au sein de ce récital

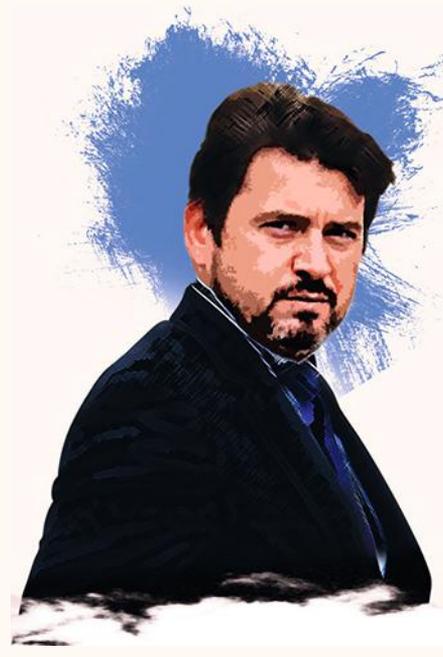
**L'effet supplante le sens.
Le réel s'abîme dans la transe. Les mots ne sont plus très intelligibles**

convenu, des voix soudain détonnent. Au thé dansant démocratique, elles préfèrent des stridences nouvelles. A la composition harmonique, elles préfèrent la dissonance; au trille habile, le cri; à la mélodie, les basses obsédantes. Zemmour et Rousseau sont à la politique française ce que le Hellfest est à un festival de musique baroque. Tellement plus bruyant. Tellement plus chaotique. Tellement plus divertissant, aussi (qui a déjà bâillé à un concert de Megadeth?). L'effet supplante le sens. Les concepts s'amoncellent en riffs agressifs pour le seul plaisir de leur impact physiologique (guerre civile, déconstruction, écoanxiété, choc de productivité négative, djihadisme migratoire...). Le réel s'abîme dans la transe. Les *blast beats* du populisme enragé couvrent de leur fracas nerveux les chansonnettes d'hier. La politique passe à l'heure du death metal.

Les mots n'y sont plus très intelligibles. Ils fonctionnent par enchaînements mécaniques. Ils deviennent l'équivalent sonore de coups de poing assésés à l'aveugle, juste pour voir si ça fait mal. Tout est bon pour favoriser le dégorgement émotionnel. Quelque chose que la décence publique refoulait enfin se libère. Saturnales post-Covid. Rien n'est jamais assez provocant, brouillon, racoleur. Le but : que cela soit le plus sonore possible. Il faut saturer les haut-parleurs. Recherche méthodique de l'effet larsen. Et ça marche.

Par-delà les décibels, on devine un propos. Foin de retard, de déclin, de rebond et de nouveau cap. Il est désormais question de disparition, de fin du monde, de mort programmée, d'abîmes, de damnation. Voici l'apocalypse à nos portes. Vous pensiez pouvoir d'achat, impôts, retraite, emploi, éducation? Voici les invasions barbares, les ouragans climatiques, la submersion par les migrants pour les uns, par les océans pour les autres, l'annihilation de l'humanité par elle-même, de la France par les étrangers, des étrangers par la France, des dominés par les dominants, des dominants par les dominés, des pauvres par les riches et des riches par les plus riches qu'eux. Aux compromis ordinaires de la routine politique s'oppose la promesse illuminée des prophètes rugissants : à cause des autres, nous allons tous disparaître; grâce à moi, vous allez survivre. Les autres? Les immigrés, les médias de gauche, les Européens, les musulmans, les bobos, les mondialistes; les capitalistes, les boomers,

**Foin de nouveau cap,
il est désormais question
de disparition, de fin
du monde, d'abîmes**



les mâles cisgenres, les banquiers, les médias de droite, les cathos tradi, les industriels... De façon obsessionnelle est scandée la longue litanie de ces bourreaux protéiformes qu'il s'agit de terrasser. Cette antienne nouvelle nous coince entre les supplices de l'enfer et l'azur de la salvation, avec une fascination évidente pour la perdition et le néant.

C'est alors qu'on voit ceux qui cherchaient le Mozart ou la Callas de la politique se tourner avec gourmandise vers les Dave Mustaine et Lizzy Hale de la nouvelle scène, glorifier leurs raucités et se délecter de leur « radicalité », nom élégant donné à l'agregat percussif et foutraque dont se composent ces rhétoriques – et dont Donald Trump et Greta Thunberg détiennent le copyright planétaire. Il n'est pas jusqu'à un vieux rocker sur le retour, né quelques années à peine après Dick Rivers, qui ne se tatoue dans le dos un ange de la mort et copie les accents de Lemmy Kilmister pour donner la réplique aux nouveaux venus en espérant capter un peu de leur *fan base*. Comme le Des Esseintes de Huysmans cherchant pour tromper sa lassitude des parfums toujours plus vénéreuses, notre démocratie convoite des sensations nouvelles dont la toxicité fatale lui importe moins que les puissantes sensations qu'elle croit en tirer. Malaise, déclin, retard, déclassement? Vous voulez dire : décadence. *

Sylvain Fort, essayiste.

Après le Bescherelle ou le Grevisse, la Grande Grammaire du français

Actes Sud lance un ouvrage phénoménal, véritable lieu de mémoire, qui, loin des diktats des puristes de la syntaxe, met en valeur tous les usages, écrits, oraux et sur Internet, de France et d'au-delà.

C'ÉTAIT IL Y A QUELQUE TEMPS : glissée dans l'imposant programme des parutions d'Actes Sud, l'annonce du lancement, le 6 octobre, d'une *Grande Grammaire du français*, tirée à 15 000 exemplaires, avait de quoi intriguer. Il fallait un certain toupet, nous semblait-il, pour publier une grammaire, sur papier, en 2021, à l'heure de l'Internet triomphant. On a été encore plus estomaqué lorsqu'on a reçu « l'objet ». Deux volumes (sous coffret) pesant 4,80 kilos, forts de 2 628 pages (8 millions de signes), de 59 collaborateurs, de 32 universités et laboratoires associés... Dans le registre des chiffres, on pourrait encore indiquer les 30 000 exemples commentés, les 500 écrivains cités, le glossaire de 600 termes, la bibliographie de 1 500 références et l'index de poids. De quoi vagabonder longuement dans la langue et la syntaxe françaises. En fait, commente la linguiste Anne Abeillé, maître d'œuvre avec Danièle Godard, « il y a eu le Bescherelle au XIX^e siècle, *Le Bon Usage* de Grevisse au XX^e, et il y aura, on l'espère, *La Grande Grammaire du français* au XXI^e. »

SPÉCIALISTE DE LA PONCTUATION L'aventure a commencé en 2002, à l'initiative du CNRS, qui a constaté, alors que venaient de paraître de grandes grammaires collectives pour l'anglais, l'espagnol, l'italien, qu'il n'y avait rien de tel pour le français. « Dès lors, on a réuni nos linguistes dans un cadre unique, explique la professeure de l'université de Paris et membre du CNRS, l'objectif étant de synthétiser toutes les connaissances sur le français contemporain (à partir de 1950) et tous les usages (écrits, oraux et sur Internet) en France et hors de France. » Une vaste ambition que la révolution numérique, bouleversant les usages, a amplifiée. Résultat, des dix à douze ans prévus, le projet en a pris près de vingt. Explication d'Anne Abeillé : « Au début, on a travaillé en petit comité à trois ou quatre, pour bâtir le cadre et répartir la matière en 20 chapitres... Puis on a recruté les spécialistes. Une fois la première version achevée, on a tout réécrit afin d'homogénéiser le style et d'éviter les jargons avant de s'attaquer aux outils – renvois, fiches, tableaux, etc. »

Ces 59 des « meilleurs linguistes du français » ont qui donc été mobilisés pour participer au grand œuvre. Des pointures qu'il a fallu souvent aller chercher très loin : la spécialiste de la ponctuation est à São Paulo, celle du nom propre, à Stockholm, celui des propositions « à » et « de », en Israël... – les experts du point-virgule et de la parenthèse (ils existent !) n'ont pas été conviés, trop pointus peut-être. Tous avaient une mission : non pas dire comment il faut écrire ou parler, mais comment on écrit et parle. Le linguiste Antoine Gautier, maître de conférences à la Sorbonne, souligne : « *La Grande Grammaire du français* est descriptive et non prescriptive, l'idée est de décomplexer les gens sur l'usage de la langue, de soulager leur anxiété linguistique. »



GETTY IMAGES/ISTOCK - L'EXPRESS

« Le but n'est pas de prendre parti, confirme Anne Abeillé. Ainsi, on le sait, il faut dire "bien que" et non "malgré que". Ici, on va juste signaler avec le symbole "!" que "malgré que" est "non standard" et on va raconter depuis quand la conjonction est utilisée et quelle place elle tient dans le système des subordonnées de concession. » Non standard (!) donc, mais aussi inacceptable (*), douteux (?), inapproprié (#), variable (%)... les symboles défilent, tout en nuances. Quelques exemples : « après que » suivi du subjonctif se voit affecter un « ! », le « j'ai pas vu personne » québécois un « % », et l'improbable « table enceinte » un « # ». Evidemment, une édition en ligne a été élaborée. Moins chère que la version papier (39 euros l'abonnement annuel), « elle lui ressemble trait pour trait, explique Antoine Gautier, qui a rejoint l'équipe il y a huit ans. Elle apporte en outre moult facilités de navigation et options de personnalisation ainsi que 2 000 sons. » Mais alors, une édition papier, un rien anachronique, était-elle si essentielle ? Réponse sans ambages du linguiste : « Malgré le tsunami du numérique, on assiste à un retour certain à l'imprimé. Et puis, cette grammaire est une référence, un véritable lieu de mémoire ! » Dont acte. ✱

MARIANNE PAYOT

LA GRANDE GRAMMAIRE DU FRANÇAIS

SOUS LA DIRECTION D'ANNE ABEILLÉ

ET DE DANIELLE GODARD.

ACTES SUD/IMPRIMERIE NATIONALE, 2628 P., 89 €.

ROGER, HÉROS, TRÂITRE ET SODOMITE

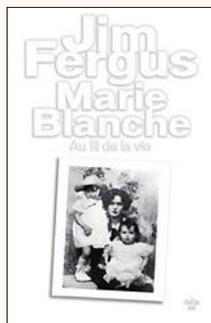
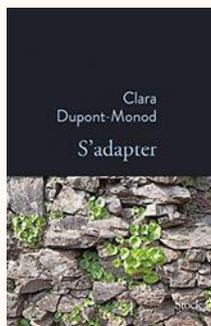
PAR FRANÇOIS REYNAERT.

FAYARD, 340 P., 22 €.

C'EST UNE VIE QUI DONNE LE VERTIGE. Un destin qui embrasse le décolonialisme, le nationalisme irlandais et le tabou de l'homosexualité. Star dans les pays anglo-saxons, inspirateur du roman *Le Rêve du Celte* de Mario Vargas Llosa, Roger Casement (1864-1916) reste un inconnu en France. Journaliste et écrivain féru d'histoire, François Reynaert rend un bel hommage à cette existence en forme de poupées russes. Diplôme pour la *Foreign Office*, Roger Casement fut l'un des premiers à faire le diagnostic clinique des abominations du colonialisme. Publié en 1904, le « rapport Casement » décrit comment l'exploitation du caoutchouc dans le Congo de Léopold II s'apparente à une machine de mort. Anobli, ce « héros » britannique se passionne pour la cause irlandaise, jusqu'à se rendre en 1914 à Berlin pour pactiser avec l'ennemi allemand. Le « traître » est pendu pour trahison à Londres, et devient un martyr irlandais.

Mais la découverte d'un journal intime révèle que l'homme était aussi un « sodomite », collectionneur d'éphèbes aux mensurations généreuses. Ces très crus « *Black Diaries* » alimentent encore la chronique, des thuriféraires refusant d'accepter que leur saint gaélique puisse avoir eu une vie sexuelle aussi frénétique. La grande réussite de ce livre trépidant est de montrer à quel point Roger Casement condense et anticipe les grandes questions de notre époque. Pionnier de l'humanitaire et de la lutte contre l'impérialisme, il aura aussi, avec la recension de ses rencontres éphémères, préfiguré les applications du type Grindr.

THOMAS MAHLER



S'ADAPTER

PAR CLARA DUPONT-MONOD.

STOCK, 200 P., 18,50 €.

TROIS ANS APRÈS *LA RÉVOLTE*, Clara Dupont-Monod est de nouveau en lice pour le Goncourt et le Femina avec un des plus beaux textes de cette rentrée. Loin des romans historiques auxquels elle nous avait habitués, *S'adapter* raconte une fratrie, charvée par l'arrivée d'un « bébé éternel ». Autour de cet enfant lourdement handicapé, dans les débris de l'insouciance, chacun tente de trouver sa place. L'aîné, jusqu'alors chef de file, « solitaire et royal », lui voue un amour fou. Sacerdoce dans lequel il se réfugie. Et se consume. La cadette, elle, oscille entre dégoût et indifférence, rage et honte. Elle embrasse toutes les nuances d'une colère qui la maintient droite dans le naufrage. Le petit dernier, un trésor

né après les drames – condamné par conséquent à ne jamais en créer – panse leur histoire.

Les vieilles pierres de la maison cévenole portent, à la manière d'un chœur antique, ce récit en trois parties. Alliées sages et impuissantes, elles auscultent, sans être omniscientes, les affres de la famille, deviennent ce qui se trame au fin fond des âmes. C'est bouleversant de justesse. Avec ce roman aussi délicat que personnel, Clara Dupont-Monod fait sauter les digues. Sa plume balaie les tabous, bons sentiments poisseux et leçons de morale. Elle met en lumière, sans romantisme ni pathos, l'extraordinaire capacité d'adaptation de l'être humain. La lumière qui en résulte mais aussi ce qu'il en coûte. On est ébloui par la noblesse de son écriture. Emu aux larmes par ce texte aussi magistral que les pay-sages qu'il convoque. En bref, une merveille.

PAULINE LEDUC

MARIE BLANCHE

PAR JIM FERGUS.

TRAD. DE L'AMÉRICAIN PAR JEAN-LUC PININGRE.

LE CHERCHE MIDI, 738 P., 23 €.

CELA LE TARAUDAIT depuis longtemps. Jim Fergus, l'auteur du best-seller *Mille femmes blanches*, souhaitait réécrire *Marie Blanche*, son roman le plus intime, publié avec succès il y a dix ans. C'est chose faite : restructurée, rallongée, illustrée, voici la deuxième version de cette fiction fleuve. Que vous ayez déjà lu ou non *Marie Blanche*, vous vous laissez embarquer dans cette histoire qui ressuscite le destin de deux femmes, la grand-mère et la mère du romancier américain, surgies d'un monde (celui de la noblesse débauchée) certes suranné, mais aux résonances contemporaines avec son lot d'inceste, de mépris de classe et de mésentente familiale.

L'ouvrage s'ouvre sur une scène incroyable : à l'automne 1995, le narrateur rend visite à sa grand-mère française, Renée de Fontarce McCormick, alors âgée de 96 ans et atteinte d'Alzheimer. Il en profite pour lui dire qu'il ne l'aime toujours pas, lui reprochant « d'avoir bousillé » la vie de ses proches. Puis on fait connaissance avec la fameuse Renée. Un personnage hors norme. Fille du comte Maurice de Fontarce et d'Henriette (mais enfantée par une maîtresse du comte), elle connaît une jeunesse solitaire dans le château familial de l'Oise, et tombe amoureuse, à 13 ans, de... son oncle Gabriel, par ailleurs amant de sa mère, qui décide de l'adopter tout en la mettant dans son lit. On fait mieux comme éducation... En 1920, elle accouchera de Marie-Blanche, fille du premier de ses trois époux, qui, mariée à un « paysan » de l'Ohio et minée par l'alcool et la mort de son petit garçon de 5 ans, finira par se suicider. Un tourbillon que ces « Mémoires romancés » ! M. P.

PALMARÈS

FICTIONS

N°	Titre	Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	▲ Les Promises	Jean-Christophe Grangé (Albin Michel)	2	2
2	▼ Premier sang	Amélie Nothomb (Albin Michel)	1	5
3	🕒 Changer : méthode	Edouard Louis (Seuil)	-	1
4	▲ La Carte postale	Anne Berest (Grasset)	13	3
5	▼ Enfant de salaud	Sorj Chalandon (Grasset)	3	5
6	▲ Feu	Maria Pourchet (Fayard)	15	3
7	▲ Seule en sa demeure	Cécile Coulon (L'Iconoclaste)	18	5
8	🕒 Le passager sans visage	Nicolas Beuglet (XO)	-	1
9	▲ Et ils meurent tous les deux à la fin	Adam Silvera (Robert Laffont)	-	5
10	▶ La Définition du bonheur	Catherine Cusset (Gallimard)	10	4
11	▼ L'Anomalie	Hervé Le Tellier (Gallimard)	7	47
12	▼ La fille qu'on appelle	Tanguy Viel (Minaud)	4	3
13	▼ La Porte du voyage sans retour	David Diop (Seuil)	8	5
14	▲ Mon mari	Maud Ventura (L'Iconoclaste)	-	2
15	▼ Blizzard	Marie Vingtras (L'Olivier)	14	3
16	▼ Agatha Raisin enquête (t. XXVIII)	M. C. Beaton (Albin Michel)	5	3
17	🕒 Temps sauvages	Mario Vargas Llosa (Gallimard)	-	1
18	▼ Le Fils de l'homme	Jean-Baptiste Del Amo (Gallimard)	12	3
19	▼ Agatha Raisin enquête (t. XXIX)	M. C. Beaton (Albin Michel)	6	3
20	🕒 Pas dormir	Marie Darrieussecq (P.O.L.)	-	1

ESSAIS-DOCUMENTS

1	🕒 La France n'a pas dit son dernier mot	Eric Zemmour (Rubempré)	-	1
2	▼ La Clé de votre énergie	Natacha Caletstrémé (Albin Michel)	1	48
3	🕒 Réinventer l'amour	Mona Chollet (Zones)	-	1
4	▼ Une brève histoire de l'égalité	Thomas Piketty (Seuil)	2	4
5	🕒 Après la littérature	Alain Finkielkraut (Stock)	-	1
6	▼ Lettre à la génération qui va tout changer	Raphaël Glucksmann (Allary éd.)	4	4
7	▼ Tant qu'on est tous les deux	Gaël Tchakaloff (Flammarion/Versilio)	3	4
8	🕒 Le Livre de Maître Mô	Jean-Yves Moyart (Les Arènes)	-	1
9	▼ Leçons d'un siècle de vie	Edgar Morin (Denoël)	8	14
10	▲ Sorcières	Mona Chollet (Zones)	14	122
11	▼ Autodafés	Michel Onfray (Les Presses de la Cité)	5	4
12	▼ Les Épreuves de la vie	Pierre Rosanvallon (Seuil)	7	4
13	▼ Vivre avec nos morts	Delphine Horvilleur (Grasset)	9	28
14	▼ Les Amateurs	Jean-Michel Apathie (Flammarion)	6	2
15	🕒 L'Enfer numérique	Guillaume Pitron (Les Liens qui libèrent)	-	1
16	▼ Le Monde en 2040 vu par la CIA	National Intelligence Council USA (Equateurs)	11	19
17	▼ Les Formes du visible	Philippe Descola (Seuil)	10	3
18	▼ Père riche, père pauvre	Robert T. Kiyosaki (Un monde différent)	13	28
19	🕒 Une femme française	Anne Hidalgo (L'Observatoire)	-	1
20	🕒 Lettre d'un hussard de la République	Didier Lemaire (Robert Laffont)	-	1

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com. Réalisé par Edistat, du 13 au 19 septembre 2021, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



RTL Retrouvez le palmarès **le samedi, à 7h 40**, dans **Les livres ont la parole**, une émission animée par Bernard Lehut et Stéphane Carpentier.

La déferlante

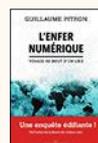
ÇA COMMENCE À SENTIR BON la campagne électorale, avec l'irruption dans notre palmarès essais d'Eric Zemmour (*La France n'a pas dit son dernier mot*) et d'Anne Hidalgo (*Une femme française*), tous deux publiés le 15 septembre. Pour le livre du polémiste, il s'agit même d'une déferlante : il aurait vendu près de 80 000 exemplaires en quatre jours, un chiffre exceptionnel ! Pour mémoire, *Passions*, de Nicolas Sarkozy, abonné aux best-sellers, publié en juin 2019, s'était écoulé à 36 200 unités la première semaine, à 41 000 la deuxième pour retomber à 20 500 la troisième (et atteindre, in fine, quelque 215 000 exemplaires). De quoi, pour Zemmour, se préparer un trésor de guerre en vue d'une éventuelle campagne présidentielle, à moins de sept mois de l'élection. Mais rien qui ne saurait présumer d'une quelconque avance sur la socialiste Anne Hidalgo à l'heure du grand jour. Eux sont à moins de six semaines de la proclamation du prix Goncourt : ils sont 5 sur les 16 sélectionnés par les jurés à figurer dans le top 20 des romans. Ce qui, là aussi, ne préfigure en rien l'obtention du Graal.

M. P.



3. Changer : méthode Par Edouard Louis

L'auteur d'*En finir avec Eddy Bellegueule* (2014) revient sur ses années de « déformation » méthodique. Transfuge social, il dit tout des codes qu'il a fallu briser en lui pour se laisser « coloniser » par la bourgeoisie. Un livre sincère, salué par la critique, qui le propulse directement à la troisième place de notre palmarès.



15. L'Enfer numérique. Voyage au bout d'un like Par Guillaume Pitron

Voici un livre qui devrait embarrasser la jeune génération, prompt à dénoncer les aberrations écologiques, mais aussi à surfer sur Internet. L'auteur, journaliste et documentariste, révèle en effet, au terme d'une enquête de deux ans, l'énorme coût du numérique en eau, électricité ou infrastructures.



Allemagne Glitterschnitter von Sven Regener

Dans la lignée directe de *Herr Lehmann*, le premier roman de Sven Regener qui décrivait le quotidien d'un employé de bar à Berlin, *Glitterschnitter* s'installe dès sa sortie à la deuxième place du palmarès du *Spiegel*. C'est dire le capital de sympathie de son auteur, créateur du groupe de rock Element of Crime, qui imagine ici une bande de musiciens et d'artistes d'avant-garde des années 1980 dans le quartier de Kreuzberg.

AU-DELÀ DE LA MER

PAR PAUL LYNCH.

TRAD. DE L'ANGLAIS (IRLANDE)

PAR MARINA BORASO.

ALBIN MICHEL, 240 P., 19,90 €.

EN 2013, IL PUBLIAIT *Un ciel rouge, le matin*, en 2014 *La Neige noire*; celui-ci aurait pu s'intituler « La Mer grise », grise comme l'horizon, gris comme des jours sans espoir s'enchaînant à l'infini. Dans ses premières fictions, l'Irlandais Paul Lynch, né en 1977, affichait avec bonheur son enracinement dans le Donegal, comté sauvage et pastoral du nord-est de l'Irlande. Si le Dublinois change de cap avec cet *Au-delà de la mer*, qui nous entraîne quelque part en Amérique du Sud, il fait montre d'une même – et admirable – maîtrise dans la description de la nature et de la psychologie humaine. Et il en faut pour tenir en haleine, 240 pages durant, le lecteur de cet oppressant huis clos maritime.

C'est Bolivar, pêcheur endurci et endetté, qui déclenche le cataclysme. Alors qu'une grosse tempête est annoncée, il insiste pour partir en mer et embarque avec lui Hector, un adolescent nonchalant aux cheveux longs, plus habile à manier son téléphone qu'à remonter les lignes. La pêche débute – des thons et quelques requins –, les vagues grossissent et, soudainement, une monstrueuse montagne d'eau s'abat sur le *panga*, détruisant son moteur, tandis que le vent du nord-est pousse les naufragés loin des côtes du Pacifique. La dérive commence, et avec elle le combat pour la survie (superbement détaillé) et une déferlante d'émotions : à l'antipathie totale entre les deux hommes succédera une belle affection, et à la désespérance profonde, accrue par un sentiment de culpabilité – un enfant délaissé pour Bolivar –, une étonnante sérénité. Mais un seul échappera à la mort...

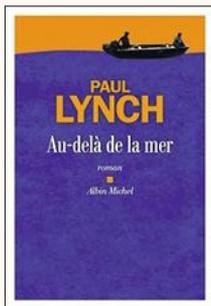
M. P.

LA COMBINAISON

PAR FÉLIX LEMAÎTRE.

ÉDITIONS DU MASQUE, 208 P., 20 €.

VOILÀ UN PREMIER ROMAN ORIGINAL de plus en plus remarqué en cette rentrée. A raison : très contemporain, il conjugue satire sociale et crise existentielle inédite d'une plume aussi caustique que punchy, où l'absurde côtoie le tragique façon polar. Soit Christian, 42 ans, animateur d'hypermarchés en Picardie, qui se considère comme un pro de la promo de gâteaux, de yaourts « et d'à peu près tout ce qui peut être mangé avec des petits pics en bois ». Alors qu'il économise depuis des années pour un voyage en Guadeloupe avec sa femme Claire, DRH dans une jardinerie, et leur fils Clovis, collégien, son



employeur le licencie brutalement. Adieu son rêve de baptême de plongée sous-marine. Désespéré, Christian s'achète sur un coup de tête une combinaison en néoprène qu'il ne va plus quitter.

La dissimulant tant bien que mal sous ses vêtements, il finit par provoquer une zizanie familiale. Mais « l'homme caoutchouc » suscite aussi les rumeurs des voisins, dans sa « ville moyenne » de Saint-Fossé, puis s'attire l'appétit de chasseurs désœuvrés et les convoitises de petites frappes locales, promptes à en faire une bête de foire sur les réseaux sociaux, avec un max de fric à la clef. Une chasse à l'homme sans pitié s'engage... Dire que Félix Lemaître, 34 ans, est devenu journaliste et s'est mis à écrire après avoir raté sa thèse de sociologie, sa directrice lui ayant dit « qu'il n'avait aucun style » ! *La Combinaison*, qui fait drôlement écho à *La France périphérique* de Christophe Guilluy, s'impose comme un savoureux pied de nez !

DELPHINE PERAS

LES DENTS DE LAIT

PAR HELENE BUKOWSKI.

TRAD. DE L'ALLEMAND PAR SARAH RAQUILLET ET ELISA CRABEL.

GALLMEISTER, 272 P., 22,40 €.

LES DENTS DE LAIT FAIT PARTIE de ces romans qui trottent longtemps dans la tête tant ils font écho à nos questionnements intimes. En apparence, rien à voir, pourtant, avec notre quotidien. Dans ce premier roman signé d'une jeune Allemande, il est question d'un monde en voie de disparition, d'une région envahie par le brouillard, où la chaleur devient insoutenable, les êtres vivants perdent toute couleur et les vivres se font rares. Les habitants ne songent pas à fuir, convaincus que la situation est pire ailleurs. Le pont les reliant au reste du monde a de toute façon été détruit pour les protéger. En recueillant une mystérieuse enfant aux cheveux couleur de feu, une adolescente et sa mère remettent en question bien des certitudes et prennent le risque de subir la violence du groupe qui se sent en danger.

Malgré le décor et l'ambiance, il ne s'agit pas d'un roman d'anticipation ni de morale environnementale sur ce que nous infligeons à notre planète, mais d'un texte profond sur l'être humain en situation extrême. Est-il capable d'être généreux et de partager ? Est-il en mesure d'accepter des êtres différents ou ne les perçoit-il que comme des menaces ? La survie est-elle dans la meute ou dans l'émancipation des individus ? Voilà des questions qui vous poursuivent bien après avoir refermé ce texte incroyablement évocateur. Il ne pouvait mieux tomber au lendemain de situations exceptionnelles comme celles que nous venons de traverser.

AGNÈS LAURENT

Vivian Maier, la super *nanny* photographe

Durant la seconde moitié du xx^e siècle, cette gouvernante d'enfants aux Etats-Unis a secrètement immortalisé ses contemporains ordinaires. Une révélation.



A gauche :
Digne, 11 août 1959
(tirage argentique,
2020).

Ci-dessous :
Chicago, 1960 (tirage
argentique, 2020).



Incroyable destin que celui de cette native de New York, où elle a vu le jour en 1926 d'une mère française et d'un père américain issu d'une famille d'émigrants austro-hongrois. Vivian Maier est morte il y a douze ans. Elle avait 83 ans et, peu après, son œuvre, inconnue jusqu'alors, faisait le buzz : 120 000 images, des films super-8 et 16 millimètres, et de multiples pellicules non développées. Un corpus exceptionnel qui, à titre posthume, hausse l'artiste au rang d'icône de la *street photography*, aux côtés d'une Diane Arbus ou d'un Henri Cartier-Bresson. C'est ce travail clandestin que le musée du Luxembourg, à Paris, sous le commissariat d'Anne Morin, montre dans une rétrospective inédite.

Vivian Maier a vécu sa prime jeunesse en France, dans le Champsaur, au fin fond des Alpes, d'où est originaire sa mère, Maria Jausaud. Mais c'est outre-Atlantique qu'elle a passé la majeure partie de son existence, là qu'elle a raconté son époque à travers des autoportraits et des scènes de rue, avec une prédilection pour les quartiers ouvriers, où grouillaient des quidams dont elle excellait à capter la fraction de seconde qui révèle une faille. Les bambins sont aussi une thématique récurrente de son objectif. Dès 1951, elle devient gouvernante d'enfants chez

des familles aisées. Elle acquiert son premier Rolleiflex et entame une vie parallèle : observatrice clandestine de son temps, appareil photo à la main, tandis qu'elle joue la *nanny* au grand jour.

En 1956, Vivian Maier s'installe à Chicago, chez les Gensburg, pour s'occuper de leurs trois garçons. Au cours de la décennie 1960, la photographe passe du noir et blanc à la couleur. « Elle fait vibrer les tons par leur simple juxtaposition et crée avec souplesse et légèreté un tempo, un rythme qui jaillit dans l'image », éclaire Anne Morin. Fin 1980, elle entre au service des Bayleander pour prendre en charge leur fille, handicapée mentale. A la fin de 1990, les fils Gensburg, très attachés à leur ex-baby-sitter, l'assistent financièrement alors qu'elle est tombée dans la misère, recluse à Roger Park, près du lac Michigan. Ils l'accompagneront jusqu'à la fin, en 2009.

TRÉSORS CACHÉS En 2007, un jeune Américain, John Maloof, en quête de photos pour illustrer un ouvrage d'histoire locale, tombe par hasard sur les trésors cachés de Vivian. Saisi par la qualité des clichés, il mène l'enquête, retrouve la trace de l'artiste, de ses racines champsaurines, des Gensburg, et organise, dès 2011, une exposition à Chicago, puis réalise avec Charlie Siskel un documentaire qui fait mouche. L'histoire de l'art s'empare de la nounou ; le mythe est en marche ; galeries et musées s'arrachent ses négatifs. Ses films aussi. Car, au cours de ses virées urbaines, équipée d'une caméra super-8 qu'elle utilisait comme outil de sa vision photographique, Vivian Maier filmait tous azimuts et, dès que « l'image se présent[ait] », la capturait avec son Rolleiflex.

Vivian Maier était farouchement secrète. Ses connaissances de l'époque ignoraient tout de ses origines et de ses centres d'intérêt. A l'une d'elles qui lui demandait ce qu'elle faisait dans la vie, elle répondit, énigmatique : « Je suis un peu une espionne. » Elle se retrouvait dans l'univers de ces têtes blondes qu'elle observait au quotidien jusqu'à s'approprier leur regard sur le monde. Est-ce ainsi qu'elle a bâti son travail, comme « des correspondances à tisser ensemble, un récit sans fin qui peut s'entrevoir sous des angles multiples » ? La discrète *nanny* garde ses mystères dans la tombe. ✨

LETIZIA DANNERY

La valeur de demain

Lacroix, le petit génie de la connectivité industrielle

Présence accrue hors de France, doublement de son activité d'ici à 2025, forte amélioration de sa rentabilité... L'équipementier électronique change de braquet.

PAR ARTHUR TÉO

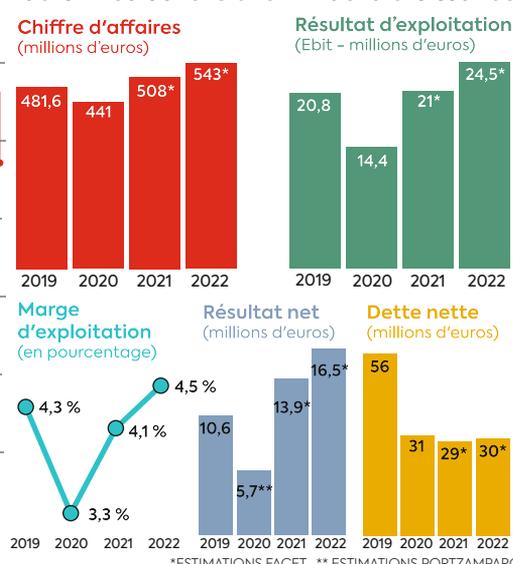
Le cours a plus que doublé depuis mars 2020

Cours de Lacroix Group en Bourse
Code ISIN : FRO000066607



SOURCE : BOURSORAMA

Impacté par la crise sanitaire, Lacroix retrouve le chemin de la croissance



L'année 2021 aura été marquante pour l'équipementier Lacroix. Cet été, la société a récolté 44 millions d'euros après avoir lancé une augmentation de capital. D'ici fin décembre, sa nouvelle usine française d'équipements électroniques, ultrasophistiquée, lui permettra de produire beaucoup plus et à des coûts sensiblement moindres.

Ce groupe familial conçoit et fabrique des cartes électroniques utilisées dans l'automobile, la santé, l'aéronautique et la domotique. Une activité concentrant plus de 60 % de son chiffre d'affaires. Mais la firme veut « monter en gamme » pour dégager de plus fortes marges. Elle développe des solutions innovantes qui intègrent des capteurs, des logiciels capables de collecter et d'analyser, en temps réel, une foule

d'informations. Celles-ci sont commercialisées auprès de producteurs d'énergies renouvelables, de spécialistes de la gestion de l'eau, afin qu'ils optimisent le fonctionnement de leurs réseaux. La société élabore également des systèmes de voirie intelligents comme ces éclairages publics qui s'allument différemment selon qu'il faille éclairer une voiture, un vélo ou un piéton.

« Une des forces de cette entreprise, c'est sa capacité à créer des synergies entre ses différentes activités. Le pôle électronique offre les équipements de base indispensables pour assurer la montée en puissance des départements "environnement" (télégestion des réseaux d'eau et d'électricité) et "city" (voirie intelligente) », observe Aurélien Taïeb, gérant de fonds actions chez Meeschaert Amilton AM.

Le groupe a annoncé, en avril dernier, un ambitieux plan stratégique, baptisé

Leadership 2025. « Il doit notamment nous permettre de bâtir un leader international des solutions I-IOT (connectivité des objets industriels) pour accompagner nos clients dans leur mutation digitale », souligne Vincent Bedouin, le PDG de Lacroix. La firme prévoit de doubler son chiffre d'affaires – qui passerait de 441 millions à 800 millions d'euros – et d'augmenter sa rentabilité, avec une marge opérationnelle atteignant 9 %, contre 5,9 % en 2020.

« Améliorer la rentabilité de façon si importante, c'est un vrai challenge, remarque Guillaume Eyssette, directeur associé du cabinet de conseil Gefinéo. Mais la société se donne les moyens d'y parvenir. Elle a multiplié par 2, entre 2016 et 2020, le nombre de ses ingénieurs œuvrant dans ses centres de R&D et leur effectif devrait encore croître de 60 % d'ici 2025, pour dépasser les 300 personnes. »

Lacroix compte étendre sa présence à l'étranger en menant des acquisitions ciblées. « En Amérique du Nord, nous ambitionnons de devenir actionnaire majoritaire dans le capital du sous-traitant électronique Firstronic et nous anticipons l'achat d'une entreprise dans le secteur de l'environnement, précise Vincent Bedouin. En Allemagne, nous allons développer notre offre dédiée aux gestionnaires des réseaux d'eau. » Ce qui l'expose aussi au risque de mener une acquisition décevante qui pourrait pénaliser ses résultats futurs.

Le groupe doit, en outre, faire face à la pénurie et à l'envolée des prix qui touchent les semi-conducteurs. Et cette situation pourrait durer encore pendant deux ans, selon certains experts. L'enjeu résidera dans sa capacité à respecter les délais de livraison de ses commandes et à négocier la hausse des prix de ses produits.

« Le management poursuit une stratégie cohérente et il est impliqué financièrement. Il a participé à l'augmentation de capital à hauteur de 15 millions d'euros, indique Guillaume Eyssette. Un signal fort en direction des investisseurs. »

Certes, la valeur de Lacroix a presque doublé depuis un an et vaut aujourd'hui 14 fois ses bénéfices attendus en 2021. Mais comme l'explique Aurélien Taïeb : « Au vu de son positionnement sur des marchés en croissance, de ses atouts afin d'améliorer ses marges, de sa capacité à commercialiser des équipements à forte valeur ajoutée, le cours du titre de la société devrait encore progresser à moyen terme. »

Les fonds de la semaine

Comment tirer parti du rebond japonais ?

Les entreprises du pays se restructurent. Voici trois fonds pour en profiter.

PAR CLÉMENCE DACHICOURT,
GÉRANTE CHEZ MORNINGSTAR

Avec une progression de 14 % depuis le début de l'année, la Bourse japonaise accuse un retard par rapport aux autres places boursières dans le monde, en hausse de près de 20 %. Les actions nipponnes se traitent actuellement avec une décote de valorisation d'environ 20 %. Cela, en raison de la mauvaise gestion de la pandémie de coronavirus qui a empêché le pays de profiter pleinement du mouvement de reprise de l'économie mondiale.

Sans surprise, le Premier ministre Yoshihide Suga a annoncé son départ, un an à peine après avoir succédé à Shinzo Abe. Pourtant, leurs bilans à long terme

Top 3 des fonds d'actions japonaises

Nom du fonds Société de gestion Code ISIN	Frais courants	Notation Morningstar	Performances sur un an	Performances annualisées sur trois ans	sur cinq ans	sur dix ans
Comgest Growth Japan EUR R Acc Comgest IE00BD1DJ122	1,75 %	★★★★★	24,5 %	14,29 %	ND	ND
T. Rowe Price Japanese Equity A EUR T. Rowe Price LU0230817339	1,7 %	★★★★★	25,32 %	12,89 %	12,39 %	13,42 %
Fidelity MSCI Japan Index EUR P Acc Fidelity IE00BYX5N771	0,1 %	★★★	28,32 %	10,31 %	ND	ND

SOURCE : MORNINGSTAR

Performances nettes de frais, arrêtées au 10 septembre 2021

L'EXPRESS

pourraient finalement se révéler positifs. Les réformes qu'ils ont mises en place sont susceptibles de profiter aux détenteurs d'actions. La pandémie et les changements dans la gouvernance des entreprises ont entraîné des restructurations financières, ce qui s'est traduit par une amélioration de la rentabilité des firmes du pays.

Il reste un écueil. Historiquement, les entreprises japonaises conservent beaucoup de liquidités dans leur bilan. On estime que 55 % d'entre elles sont en situation de trésorerie nette, contre 20 % en Europe et aux Etats-Unis. Pour différentes raisons. D'abord, elles distribuent peu de dividendes à leurs actionnaires. Ensuite, elles sont peu friandes d'opérations de croissance externe.

La situation est en train de changer. Dans un nombre croissant de secteurs d'activité, les sociétés nipponnes se montrent plus généreuses avec leurs actionnaires. Par ailleurs, les rachats d'actions prennent également de l'ampleur, augmentant la valeur des participations détenues. Enfin, la pression d'actionnaires activistes, qui font évoluer la gouvernance des entreprises vers une meilleure prise en compte des intérêts des investisseurs, et l'augmentation des opérations de fusion-acquisition sont des facteurs porteurs.

Nous proposons trois fonds, dont un fonds passif (*tracker*), bien notés par nos analystes, qui devraient permettre de profiter d'un rebond durable des actions japonaises (*voir infographie*).

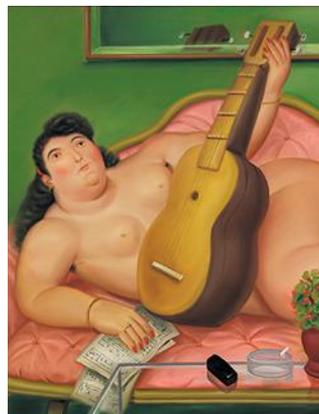
La salle des ventes

Les couleurs et la joie d'une grande collectionneuse française

Le collectionneur est une collectionneuse, qui a constitué son trésor sur ses propres deniers, à la fin du XX^e siècle. Le résultat en dit long sur sa personnalité (ses héritiers ne souhaitent pas divulguer son identité). Des couleurs, de la joie, l'impact visuel est immédiat, comme pour le grand tableau de Fernando Botero *Femme à la guitare*, clou de la vente parisienne (estimé entre 500 000 et 700 000 euros).

La pièce maîtresse de la collection, un David Hockney tout aussi coloré, *Guest House Garden*, sera mis en vente à Londres (de 5 à 7 millions de livres sterling). Les enchères comprennent une centaine d'œuvres d'après-guerre ou d'art contemporain (Barbara Kruger, Manolo Valdés, Olivier Debré...). Le 13 octobre, chez Christie's à Paris (VIII^e), et le 15 octobre à Londres.

MIREILLE WEINBERG



Femme à la guitare (détail).

Agenda

Le 1^{er} octobre : vente de 235 lots de vêtements et d'accessoires, issus d'une collection privée, couvrant la seconde moitié du XX^e siècle (Madame Grès, Helmut Lang, John Galliano, Courrèges, Azzedine Alaïa...), chez Piasa, Paris (VIII^e).

Le 13 octobre : vente d'une trentaine de pièces de l'auteur-dessinateur Enki Bilal, chez Artcurial, Paris (VIII^e).

Le dossier de la semaine

Assurance-vie : comment gagner de l'argent malgré les frais ?

Pour faire prospérer son contrat, il faut privilégier les supports en unités de compte les plus risqués.

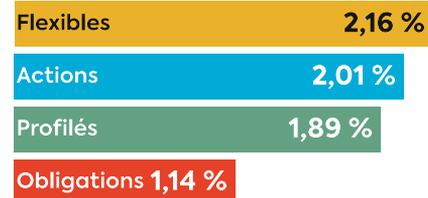
PAR AURÉLIE FARDEAU

Diversifier ! Face à la baisse de rendement des fonds en euros, les professionnels n'ont que ce mot à la bouche. Et le message commence à porter, aidé par la bonne tenue de la Bourse. Depuis le début de l'année, près de 30 milliards d'euros ont été investis sur des unités de compte, ces supports ne bénéficiant pas d'une garantie en capital. Soit 38 % des montants versés en assurance-vie. Ce chiffre est loin d'être anecdotique puisque ces dernières années, il était plutôt de l'ordre de 20 %. Mais le vocable unités de compte recouvre une grande diversité de produits, dotés d'un niveau de risque là encore très variable.

Or, dans l'édition 2021 de son baromètre de l'épargne-vie individuelle, le cabinet de conseil Facts & Figures établit que sur les dix dernières années, la performance annuelle moyenne des unités de compte nette de tous les frais s'est élevée à 3,23 %, contre 2,08 % pour les fonds en euros. Une

Les fonds flexibles sont les plus chers

Frais courants moyens 2021 des unités de compte - Il s'agit ici des frais propres aux unités de compte. Pour obtenir le montant total des frais acquittés par l'assuré, il faut encore ajouter les frais de gestion annuels du contrat d'assurance-vie lui-même, en moyenne de 0,8 %. Soit 2,96 % par an au total pour les fonds flexibles par exemple.



SOURCE : FACTS & FIGURES

différence relativement faible qui conduit Cyrille Chartier-Kastler, auteur de l'étude et fondateur du cabinet, à expliquer que « la prise de risque sur les unités de compte n'est donc pas payante pour toutes les classes d'actifs ».

En particulier, trois catégories de fonds ont rapporté moins à leurs détenteurs que le support garanti sur les dix dernières

années : la gestion profilée prudente (qui répartit l'épargne entre obligations et actions selon un ratio fixe dépendant du profil de risque), la gestion flexible (dont l'allocation évolue en fonction de l'environnement de marché) et les obligations européennes. Les fonds d'obligations internationales et les fonds profilés dotés d'un niveau de risque modéré ont, quant à eux, affiché une surperformance très modeste.

Ces produits investissent dans des actifs peu ou modérément risqués, ils génèrent donc une performance limitée, laquelle se retrouve accaparée par les différentes couches de frais. Les fonds accessibles aux particuliers sont en effet coûteux : il faut compter plus de 2 % par an en moyenne pour un support flexible. En outre, à cette somme s'ajoutent les frais de gestion annuels du contrat, de l'ordre de 0,80 % et jusqu'à 1,20 % pour les enveloppes les plus onéreuses.

Dans ces conditions, la quête d'alternatives au fonds en euros semble illusoire. La bonne stratégie pour diversifier son contrat consiste à privilégier l'actif garanti pour la partie sécurisée de son allocation et à investir une partie de son épargne sur des unités de comptes exposées à des classes d'actifs risquées, comme les actions. Sur les dix dernières années, Facts & Figures établit que ce sont les supports d'actions internationales qui ont réalisé la meilleure performance, avec un surplus de gain par rapport au rendement du fonds en euros de 5,57 % par an en moyenne. Pour maintenir un niveau global de risque adapté, cela suppose de verser moins sur les unités de compte. Mais d'investir sur celles qui « performant ».

Supports gagnants

Trois fonds actions incontournables et rentables

L'épargnant est

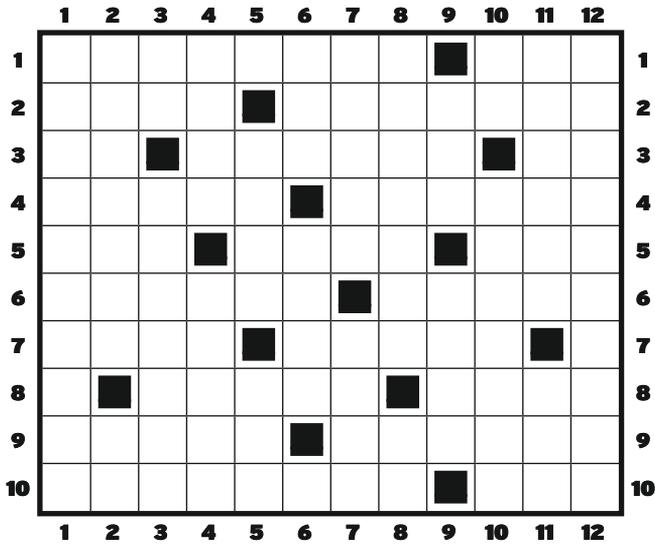
dépendant de la liste de fonds accessibles dans son contrat. Parmi les 50 unités de compte les plus fréquemment référencées, voici trois pépites investies en actions qui peuvent doper votre assurance-vie. **Echiquier World Equity Growth (la Financière de l'Echiquier)**. Ce support d'actions internationales

permet de s'exposer aux économies développées avec un seul produit. Le gérant favorise les entreprises solidement établies sur leur secteur d'activité. Le fonds est piloté avec des paris forts, sur le plan sectoriel comme géographique, qui lui ont permis de dégager une performance annualisée de 12 % sur les dix dernières années.

Mandarine Europe Microcap (Mandarine). Ciblant les petites valeurs européennes présentant un fort potentiel de croissance, ce fonds permet de profiter du dynamisme de ce segment de la cote. Bien que relativement chargé en frais, ce fonds a dégagé une belle progression de 15 % par an depuis sa création en 2014.

Carmignac Emergents (Carmignac). Ce produit de conviction investit sur les marchés émergents, en particulier en Asie (72 % du portefeuille fin juillet). Les variations de performance peuvent être marquées d'une année sur l'autre, mais le fonds affiche un gain annualisé de 6,80 % sur les dix dernières années. **A. F.**

Mots croisés



Horizontalement

1. En manque d'énergie. Gaspillage d'énergie. 2. Grosse vague. Rouge au cinéma. 3. Pour le reste. Point moelleux. Aux confins de l'Azerbaïdjan. 4. Rien ne se perd quand ils communiquent. A des bonnes portugaises. 5. Faisait rougir ou blêmir. Débute un jeu. Innocent ou châtié. 6. Sentences confirmées. Qui n'a pas été comprise. 7. Victoire dont Paris garde le souvenir. Proche d'un libérateur. 8. Lieu de royaume. Des chiffres et des lettres. 9. Arrivée à expiration. Menace sur les flancs. 10. Travaux au moulin. Accorde le verbe.

Verticalement

1. Lectures d'office pour ministres. 2. Nom d'oiseau. Impératif de sortie. 3. Arrivé tout nu. Se lèvent dans la chambre. 4. Crée un souffle nouveau. Récoltes de blé. 5. Un trou dans la caisse. Plus près de l'alpha que de l'oméga. 6. Retourne au champ. On lui a fait du plat pour le rouler. 7. C'est parfois prendre la mouche. Mise dans le bon sens. 8. En voix du lourd. Signes en bas de la carte. 9. Réunion d'anciens combattants. Veille parfois. 10. Un courant froid. Plante verte. 11. Fait partie de l'art d'Aymé. Avant Jane pour Tarkan. 12. En faisant parler son cœur.

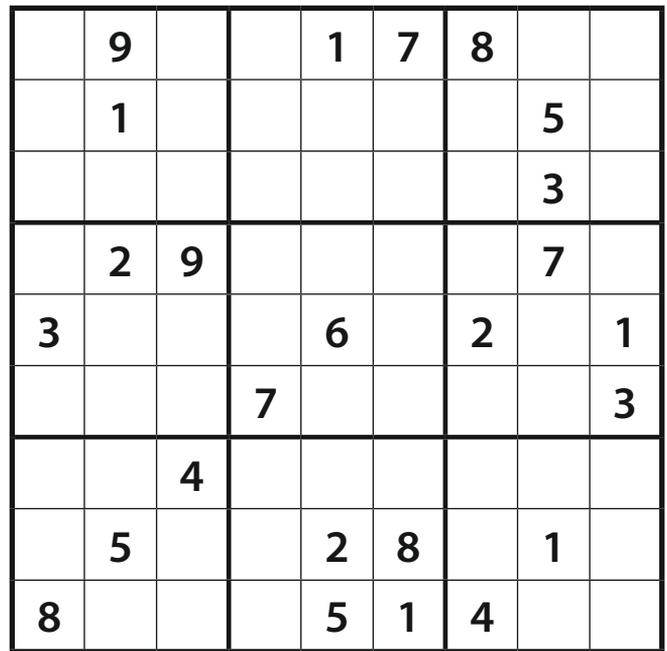
P	A	T	R	O	N	A	L	E	P	V
A	D	O	N	N	E	O	U	T	R	E
S	O	T	D	E	C	U	R	I	O	N
S	P	O	R	E	O	I	E	S	E	
E	T	O	E	I	L	S	S	A	R	
P	E	A	U	V	O	I	T	U	R	E
A	B	E	A	R	N	A	I	S	E	
S	P	A	V	E	I	N	E	T	E	
S	A	C	R	A	S	E	N	S	E	S
E	R	A	I	L	L	E	T	E	S	T

7	3	5	2	6	8	1	9	4
4	6	8	7	1	9	5	3	2
2	9	1	3	4	5	7	6	8
9	7	3	4	5	6	8	2	1
6	5	2	1	8	3	9	4	7
8	1	4	9	7	2	6	5	3
5	4	6	8	3	7	2	1	9
1	2	7	6	9	4	3	8	5
3	8	9	5	2	1	4	7	6

2	1	3	1	5
3	4	2	4	3
1	5	1	5	2
4	2	3	4	3
1	5	1	5	2
2	4	2	3	4
1	5	1	5	2
3	2	3	4	3
1	4	1	5	2
2	3	2	3	4
1	4	1	5	1

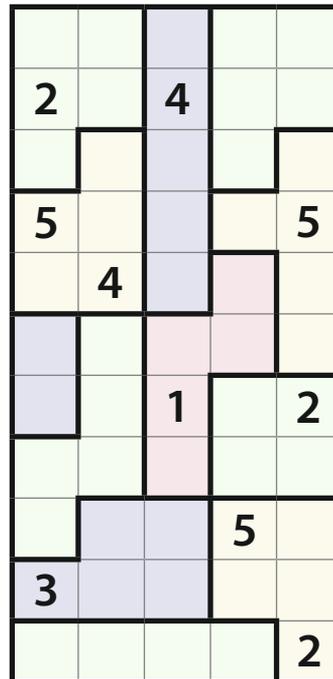
Solutions du numéro 3664 paru le 23 septembre 2021

Sudoku



Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.

Tectonic



Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).

Christophe Donner



Le temps des Fraize

Dans la grande salle retrouvée du théâtre du Rond-Point, Monsieur Fraize, le petit gars coincé en pantalon trop court, change de sexe. C'est Madame Fraize qui monte sur la scène en décolleté vert et souliers rouges à talons hauts. Le noir se fait, on se tait et on entend alors le gratouillis du saphir posé sur le sillon encombré de poussières, usé, rayé, d'un 33 tours. Alors, avant même que ne tombe la première note de guitare, on est pris de mélancolie. Ces quelques secondes ineffables où le silence craque sous le bras du pick-up, et c'est parti, *mi la# si do*, les souvenirs crissent à la première mesure reconnaissable de l'intro de *Piensa en mi*. Le frisson est pour tout le monde. Même pour ceux qui n'ont jamais écouté un microsillon. Reprise de l'intro. Encore et encore. On dirait que c'est rayé. Mais non, ce sont les musiciens qui attendent que la chanteuse atteigne le micro. Elle prend son temps, Madame Fraize. Pour elle, on reprend l'intro, ad libitum, ad nauseam, ad crispatum. Ça y est, elle est devant le micro, mais n'ouvre pas la bouche.

Elle minaude. Bat des cils, sourit beaucoup, son regard noyé de reconnaissance enveloppe le public, le tient à sa merci, il est suspendu à ses lèvres, le public. Il retient son souffle quand elle ouvre enfin la bouche... Mais rien ne sort... Elle se reprend, soupire, sourit, et c'est reparti pour un tour d'intro. On va quand même pas y passer la nuit ! Non, voilà que le tempo ralentit, annonçant l'entrée de la voix... Elle s'élançait, comme au bord de l'inévitable, mais la voix ne suit pas l'élan, pas encore, pas cette fois. Là, les gens commencent à rire, pas tous, pas en même temps, c'est pourtant la chanson la plus triste de la terre, surtout pour ceux qui l'ont reconnue, qui se souviennent de la voix éraillée de la vieille et sublime Chavela Vargas. Et pourtant ils rient. Mais pourquoi ? Qu'est-ce qu'il y a de drôle dans l'attente de cette chanson ? Est-ce que Madame Fraize est en train d'inventer le comique d'exaspération, avec cette intro qui n'en finit pas ? Est-ce qu'elle se marre à nos dépens ? C'est le public, tout à coup, qui est comique, ridicule avec son attente dévote, passive, soumise, capable de supporter ça. Au nom de quoi et par quel maléfice ?

Le talent de l'acteur. Son culot. La puissance de sa présence. C'est un spectacle quantique : remise en cause du temps et de l'espace. Elle chante enfin, et plutôt bien : « Pense aussi à moi quand tu voudras me tuer, je n'aime pas la vie, elle ne me sert à rien, sans toi. » On l'applaudit. Elle s'en va au fond de la scène, lentement, et, dos au public, elle remplit, remplit, n'en finit plus de remplir un verre d'eau, et plus ça dure plus on est content, fier d'arriver à supporter l'interminable écoulement. Un principe s'était imposé à nous depuis l'invention du théâtre : dans sa représentation, le réel est raccourci, concentré, réduit à l'essentiel. Phrases déterminantes se succédant à un rythme effréné, pleines de trucs qui font avancer l'histoire. Faut toujours que l'histoire avance, et vite. Avec Madame Fraize, le réel prend son temps, s'étire, il n'en représente pas moins le réel. Elle en propose une face cachée, tabou, un dessous chic. Les silences de Madame Fraize sont chic, érotisés par le changement de sexe de l'acteur.

Elle se permet d'affronter Rita Hayworth dans le jeu du gant de *Gilda*. Le caoutchouc contre la soie. L'effort contre la grâce. Lassitude et frustration comme les deux chemins du même coït. Et Madame Fraize, enfin dégantée, de soupirer : « Heureusement qu'ils ont inventé le lave-vaisselle, à la fin du Moyen Âge. » A la distorsion du temps historique elle ajoute l'expérience de la suspension. Il s'agit de faire tourner un tabouret de piano pour le hausser. Sauf qu'elle a beau tourner et tourner de plus en plus vite, le coussin ne s'élève pas. Autrement dit l'action n'avance plus du tout. Le temps est prisonnier d'une vis sans fin. C'est vertigineux. *

Christophe Donner, écrivain.

L'EXPRESS

La Newsletter Économie

Entreprises, politique économique, énergie, numérique, start-up, marchés, cryptomonnaies, télécoms... chaque mercredi, le service économie de L'Express sélectionne et décrypte pour vous l'actualité à ne pas manquer. Des enquêtes, des chroniques et des analyses...



Chaque **mercredi**,
le meilleur de **l'actualité**
économique.

Recevez-la gratuitement dès maintenant.
Rendez-vous sur [lexpress.fr](https://www.lexpress.fr) pour vous inscrire.

TGV
!nOui

VOYAGEZ AVEC VOTRE TEMPS



**VOYAGEZ
EN TOUTE
LIBERTÉ.**

**PROMO
CARTE LIBERTÉ**

**TARIF RÉDUIT ET FIXE⁽¹⁾
TOUTE L'ANNÉE**

**299€⁽²⁾ ~~399€~~
/AN**

PROMOTION DU 21 SEPTEMBRE AU 18 OCTOBRE 2021

RENDEZ-VOUS SUR **Oui_{sncf}, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.**

(1) Offre réservée aux titulaires de la carte Liberté. Tarif réduit et fixe correspondant à une réduction calculée de 45% en 1re et de 60% en 2de classe, hors prestation supplémentaire payante, sur le tarif Business Première sur les trains à réservation obligatoire de TGV INOUI et INTERCITÉS (hors OUIGO). Sur les trains INTERCITÉS sans réservation obligatoire la réduction est de 50 % calculée sur le tarif normal de la classe empruntée. Les conditions d'application sur TER sont de la responsabilité des autorités organisatrices et sont disponibles sur les sites Internet TER.

(2) Prix TTC pour tout achat ou renouvellement d'une carte de réduction Liberté. Offre valable du 21 septembre au 18 octobre 2021 inclus. Date d'activation de la carte possible jusqu'à 5 mois après la date d'achat. Offre non cumulable avec toute autre promotion en cours et bonus de renouvellement de la carte. Vente et informations en bornes libre-service, dans les gares, boutiques SNCF, par téléphone au 3635 (service gratuit + prix appel), auprès des agences de voyages agréées SNCF et sur www.oui.sncf.

TGV INOUI est une marque enregistrée de SNCF Voyageurs. Tous droits de reproduction réservés. SNCF Voyageurs, SA au capital social de 157 789 960 euros, inscrite au RCS de Bobigny sous le numéro 519 037 584 - 9, rue Jean-Philippe Rameau - 93200 Saint-Denis Cedex. ROSA PARIS

SNCF